

Déterminée à accroître
la valeur pour
les actionnaires

Rapport annuel de l'exercice 2019

Aperçu financier

Principales informations financières^{1, 2, 8}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages et le nombre d'employés)

	2019	2018	2017	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	556 475 \$	461 937 \$	396 741 \$	94 538 \$	20,5 %
Financement de sociétés	294 241	282 195	196 129	12 046	4,3 %
Honoraires de consultation	142 228	122 372	130 749	19 856	16,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	125 830	113 921	119 040	11 909	10,5 %
Intérêts	51 008	27 875	16 847	23 133	83,0 %
Autre	20 785	14 577	20 040	6 208	42,6 %
Total des produits des activités ordinaires	1 190 567	1 022 877	879 546	167 690	16,4 %
Charges					
Rémunération au rendement	599 867	526 614	454 998	73 253	13,9 %
Charges salariales	116 758	99 239	85 698	17 519	17,7 %
Autres charges indirectes ³	356 240	298 250	284 966	57 990	19,4 %
Frais de restructuration ⁴	13 070	7 643	—	5 427	71,0 %
Frais connexes aux acquisitions	3 064	6 732	—	(3 668)	(54,5) %
Perte sur extinction des débetures convertibles	8 608	—	—	8 608	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	48 355	—	(48 355)	(100,0) %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁵	304	298	—	6	2,0 %
Total des charges	1 097 911	987 131	825 662	110 780	11,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat	92 656	35 746	53 884	56 910	159,2 %
Résultat net	71 582 \$	17 077 \$	43 186 \$	54 505 \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	70 530 \$	13 024 \$	38 103 \$	57 506 \$	négl.
Participations ne donnant pas le contrôle	1 052 \$	4 053 \$	5 083 \$	(3 001) \$	(74,0) %
Résultat par action ordinaire de base	0,58 \$	0,04 \$	0,29 \$	0,54 \$	négl.
Résultat par action ordinaire après dilution	0,48 \$	0,03 \$	0,27 \$	0,45 \$	négl.
Dividendes par action ordinaire	0,20 \$	0,15 \$	0,10 \$	0,05 \$	33,3 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	0,9712 \$	1,173 \$	0,00 \$	0,0 %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,4375 \$	0,00 \$	0,0 %
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁶	6,25 \$	5,71 \$	5,08 \$	0,54 \$	9,5 %
Compte non tenu des éléments importants⁷					
Total des produits des activités ordinaires	1 190 567 \$	1 022 877 \$	878 353 \$	167 690 \$	16,4 %
Total des charges	1 054 981 \$	912 270 \$	817 096 \$	142 711 \$	15,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	135 586 \$	110 607 \$	61 257 \$	24 979 \$	22,6 %
Résultat net	107 355 \$	81 657 \$	49 196 \$	25 698 \$	31,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	106 303 \$	77 604 \$	43 903 \$	28 699 \$	37,0 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 052 \$	4 053 \$	5 293 \$	(3 001) \$	(74,0) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,80 \$	0,59 \$	0,32 \$	0,21 \$	35,6 %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	728 558 \$	18,1 %
Total du passif	3 870 934	3 165 813	4 426 873	705 121	22,3 %
Participations ne donnant pas le contrôle	1 997	13 571	11 858	(11 574)	(85,3) %
Total des capitaux propres	876 363	841 352	764 785	35 011	4,2 %
Nombre d'employés	2 135	1 956	1 700	179	9,2 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à certains coûts immobiliers engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

5) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

6) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et des débetures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

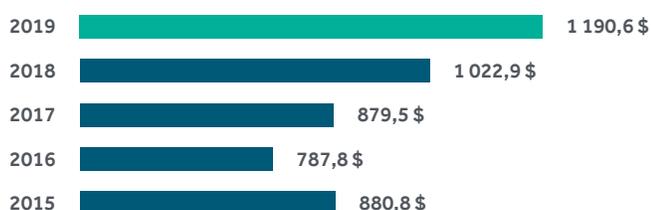
8) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited depuis le 18 septembre 2017, les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. depuis le 6 juin 2018, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. depuis le 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC depuis le 13 février 2019.

négl. : négligeable (pourcentages de plus de 300 %)

Nos résultats de l'exercice 2019 sont le reflet de la priorité que nous accordons à la contribution croissante des activités stables et à marges élevées, à l'heure où nous ciblons davantage les domaines dans lesquels nous possédons des connaissances éprouvées. En demeurant axés sur la croissance des produits des activités ordinaires et le contrôle des coûts, nous avons amélioré considérablement notre situation sur le plan financier, et ce, tout en investissant dans notre croissance.

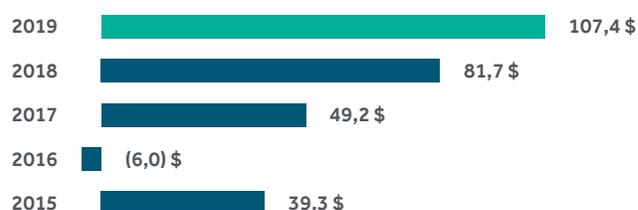
Produits des activités ordinaires

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Résultat net¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Résultat par action, après dilution¹

(en \$ CA, exercices clos les 31 mars)

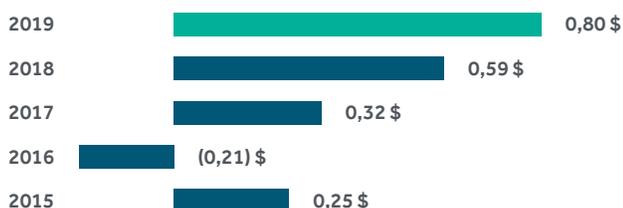


Table des matières

Introduction **1** | Performance mondiale **2** | Message aux actionnaires **4** | Message du président-directeur du conseil d'administration **7** | Gestion de patrimoine Canaccord Genuity **8** | Marchés des capitaux Canaccord Genuity **10** | Rapport de gestion et états financiers **13** | Renseignements à l'intention des actionnaires **Troisième de couverture**

À propos de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société ») est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. La Société exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous sommes mus par la volonté d'assurer votre réussite.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto.

¹ Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Performance mondiale

Grâce à notre modèle économique qui comporte de moins en moins de risques et à la diversification de la composition de nos produits des activités ordinaires qui nous permet de tirer parti de n'importe quelle conjoncture, nous sommes en mesure d'accroître notre bénéfice plus rapidement que nos charges.

/ 1,2 milliard \$
Produits des activités ordinaires records pour l'exercice 2019

/ 0,80 \$
Résultat par action après dilution¹ de 0,80 \$ pour l'exercice 2019
Accroître le rendement pour nos actionnaires

/ 31,5 %
Amélioration de 31,5 % du résultat net¹ à l'exercice 2019
Capacité accrue de dégager des bénéfices grâce à l'amélioration de la composition de nos activités

/ 53 %
Du RPA¹ de l'exercice 2019 est attribuable à la gestion de patrimoine mondiale
Un pilier important dans la génération de produits des activités ordinaires stables et récurrents

/ 623,2 millions \$
en fonds de roulement
Nous disposons de capitaux suffisants pour continuer d'investir dans nos principales priorités

¹ Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Nos efforts visant à accroître la stabilité de notre entreprise nous ont également permis d'améliorer les résultats pour nos clients et de renforcer notre capacité concurrentielle.

Produits des activités ordinaires par division pour l'exercice 2019



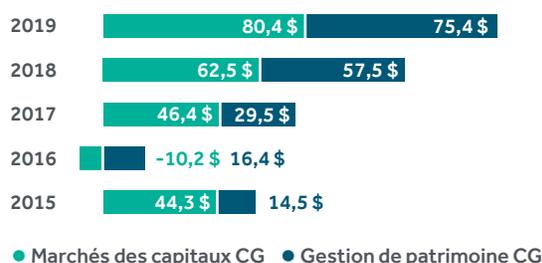
Contribution des secteurs d'activité au RPA¹ de l'exercice 2019



Total des charges en % des produits des activités ordinaires¹ (exercices clos les 31 mars)

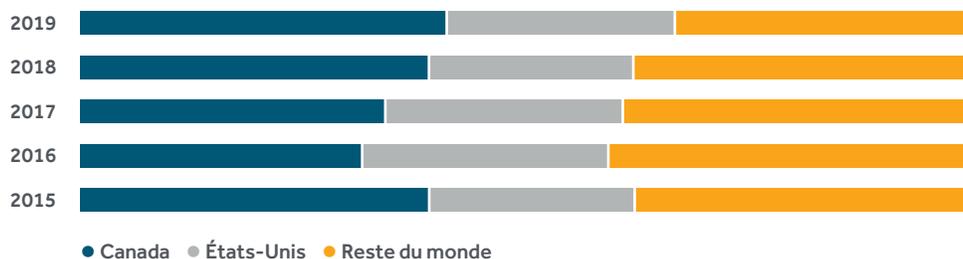


Résultat net avant impôt sur le résultat¹ – contribution par secteur d'activité (en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Distribution géographique des produits des activités ordinaires

(en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de l'exercice)



1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine en Australie.

Message aux actionnaires



Chers actionnaires,

L'exercice 2019, tout comme le précédent d'ailleurs, s'est avéré fructueux pour Groupe Canaccord Genuity Inc. Nous avons continué à mettre en œuvre nos objectifs visant à consolider nos activités en cours et à élargir notre présence dans nos marchés verticaux de prédilection. Par conséquent, la Société donne corps à la résilience et à la pérennité qu'elle s'est efforcée d'acquiescer au cours des dernières années.

Pour l'ensemble de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont atteint un record, soit 1,2 milliard \$, reflet de l'apport plus important de nos activités de gestion de patrimoine mondiale et de l'effervescence des activités de mobilisation des capitaux et de consultation dans nos principaux secteurs cibles, notamment sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord. Sur une base ajustée¹, Groupe Canaccord Genuity Inc. a inscrit, pour l'exercice considéré, un résultat net avant impôt de 135,6 millions \$ et un résultat par action après dilution de 0,80 \$, ce qui représente une amélioration de 36 % par rapport à l'exercice précédent. Nous estimons qu'environ la moitié de ce résultat est attribuable à nos activités de gestion de patrimoine mondiale et l'autre, à nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux.

Au cours des trois dernières années, nous avons redéfini nos activités de façon à ce que l'apport de nos secteurs stables et de nos marchés verticaux soit plus prévisible.

Au cours de cette période, nous avons doublé les actifs pour le compte de clients dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine mondiale et augmenté l'apport des activités à marges plus élevées, tout en favorisant la croissance de nos activités de consultation. Au cours du second semestre de l'exercice 2019, nous avons annoncé la réalisation de deux acquisitions lorsque se sont présentées des occasions de favoriser la croissance dans ces secteurs.

Grâce à l'apport des activités pour le compte de particuliers de Thomas Miller au Royaume-Uni et à l'île de Man, nous avons réussi à stimuler davantage la croissance des actifs pour le compte de clients et étendu la portée de nos activités au Royaume-Uni. Cette acquisition nous a également permis de bonifier nos capacités en matière de planification financière à l'heure où nous envisageons de diversifier notre éventail de services de gestion de patrimoine pour mieux satisfaire les besoins éventuels de planification de notre clientèle grandissante. Cette transaction a été conclue en mai 2019.

S'inscrivant dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux, l'acquisition de Petsky Prunier, société de conseils axée sur le marché intermédiaire, a contribué à accroître

l'envergure de nos activités aux États-Unis et nous a permis de saisir une occasion exceptionnelle pour diversifier nos sources de produits et rehausser notre capacité à générer des bénéfices au cours des cycles de marché. La croissance des produits et l'incidence des acquisitions sur le plan de la rentabilité seront reflétées avec plus d'exactitude au cours du prochain exercice.

Forts de notre franchise mondiale toujours plus stable et diversifiée, nous mettons l'accent sur l'amélioration des marges bénéficiaires et l'obtention de rendements robustes et plus soutenus pour nos actionnaires.

Nous maintenons une répartition du capital équilibrée à l'appui de la croissance à long terme de nos activités et du versement d'une remise du capital excédentaire à nos actionnaires. Au cours de l'exercice, nous avons engagé des capitaux afin d'accroître nos activités de gestion de patrimoine et d'investir dans des stratégies de croissance complémentaires pour disposer d'un plus grand avantage concurrentiel sur les marchés des capitaux. Nous avons de surcroît procédé au rachat et à l'annulation de 1 379 200 actions et prévoyons dynamiser les activités inhérentes à notre programme de rachat d'actions au cours de l'exercice 2020. De plus, j'ai le plaisir de vous annoncer que le conseil d'administration a approuvé un dividende supplémentaire de 0,16 \$, portant ainsi le dividende pour l'ensemble de l'exercice à 0,20 \$, soit une hausse de 33 % en regard de celui de l'exercice précédent.

Les activités des sociétés de gestion de patrimoine mondiale que nous détenons en propriété exclusive ont continué d'afficher des produits des activités ordinaires stables et constituent une part de plus en plus importante de notre rentabilité.

Compte non tenu des éléments importants, nos activités combinées de gestion de patrimoine ont inscrit un résultat net avant impôt record de 75,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse

1) Le résultat ajusté est une mesure non conforme aux IFRS que la Société désigne habituellement sous le nom de « résultat net, compte non tenu des éléments importants ». Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

de 31 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable aux produits des activités ordinaires qui se sont élevés à 461,8 millions \$, soit une augmentation de 25 % d'un exercice à l'autre. Nous gérons des actifs de 65,7 milliards \$ pour le compte de clients à l'échelle mondiale.

Tirant 73 % de leurs produits des honoraires récurrents, nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe sont un vecteur important de la stabilité affichée par l'ensemble de la Société. Malgré l'augmentation des frais de développement inhérents à nos initiatives axées sur la croissance, la marge bénéficiaire avant impôt, sur une base ajustée, s'est établie à 19 % pour l'exercice. Nous anticipons une amélioration des marges plus marquée au fil des prochaines années, qui tiendra compte des synergies réalisées et du renforcement de nos capacités en matière de planification financière en vue de dégager une valeur accrue tant pour nos clients que pour nos actionnaires.

Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont à nouveau été très florissantes au cours de l'exercice considéré, enregistrant des produits de 206,8 millions \$, dont 38 % étaient tirés des actifs donnant droit à des honoraires. La stabilisation de la conjoncture, la recrudescence des activités de transaction et la croissance percutante des actifs gérés ont permis d'accroître les actifs pour le compte des clients, les portant ainsi à 20,7 milliards \$, et d'élargir de 23 % la taille du portefeuille moyen de chaque équipe de conseillers en placement par rapport à l'exercice précédent, la faisant ainsi passer à 135,1 millions \$. Dans ce secteur, la marge bénéficiaire avant impôt, sur une base ajustée, s'est améliorée en regard de l'exercice précédent, malgré la hausse des frais à l'appui de la croissance dans ce secteur. Le dynamisme de nos activités de recrutement se poursuit, et nous renforçons toujours notre position en tant qu'entreprise indépendante de premier plan en gestion de patrimoine au Canada, notre investissement et l'amélioration de notre image au fil des dernières années

rendant notre plateforme de plus en plus attrayante aux yeux des conseillers chevronnés.

À plus long terme, nous prévoyons que nos activités de gestion de patrimoine en Australie se démarqueront davantage. Grâce à l'investissement accru dans nos activités en Australie au cours de l'exercice, nous avons élargi notre présence dans cette région et nous nous activons donc à cerner des occasions pour accroître l'apport dans ce secteur.

Au-delà de l'accent soutenu que nous mettons sur l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine par les acquisitions et le recrutement, notre stratégie repose aussi sur une croissance interne, s'articulant autour de l'innovation technologique, du développement des produits et du renforcement de nos relations avec les clients, en mesure d'augmenter la part accordée aux services axés sur les conseils. À plus long terme, nous continuerons de mettre la croissance des actifs et des produits à l'avant-plan tout en accordant encore plus d'importance à l'amélioration des marges.

Étant mieux outillés pour tableer sur notre envergure à l'appui des gains en efficacité et de la croissance interne, nous améliorons constamment notre marge bénéficiaire avant impôt dans le but d'atteindre notre objectif de 20 % pour l'ensemble de nos activités de gestion de patrimoine mondiale d'ici l'exercice 2022, ce qui constituerait une augmentation importante de 16 % de cette marge par rapport à celle de l'exercice considéré.

Dans le contexte de notre orientation stratégique liée aux activités sur les marchés des capitaux mondiaux, nous avons ciblé nos efforts pour asseoir notre position de leader dans nos principaux secteurs cibles, tout en effectuant des investissements judicieux susceptibles d'étoffer notre offre et de promouvoir la stabilité des résultats dans la foulée des cycles du marché.

/ Déterminée à assurer votre réussite

Le lancement de notre nouvelle identité de marque CG en décembre a marqué un moment charnière de notre histoire, qui témoigne sans l'ombre d'un doute de la concrétisation des efforts que nous avons tous déployés pour que la Société soit plus que jamais robuste et tournée vers l'excellence. Notre marque repose sur le principe que les employés à l'échelle de notre organisation sont déterminés à toujours se dépasser – pour nos clients, nos actionnaires et nos collègues. Nous croyons que notre nouvelle identité visuelle rend bien compte du niveau renouvelé d'énergie et d'engagement qui anime l'ensemble de notre organisation, alors que nous tirons parti du regroupement de nos forces pour livrer le meilleur de ce que nous avons à offrir.

/ Déterminée à générer des résultats supérieurs pour nos clients

/ Déterminée à renforcer l'engagement de nos employés

/ Déterminée à augmenter notre rentabilité

/ Déterminée à accroître la valeur pour les actionnaires

The logo for Groupe Canaccord Genuity Inc. (CG) is displayed in a large, white, serif font. It is positioned on the right side of the page, overlapping a blue and white geometric background that features a stylized image of a person's hands holding a pen over a document.

Les fortes turbulences du marché ont eu, de toute évidence, une incidence sur notre industrie au cours de l'exercice, en raison surtout de l'incertitude politique persistante au Royaume-Uni, de la paralysie du gouvernement fédéral américain au cours du deuxième semestre de l'exercice et du manque d'engouement pour les actions de sociétés à petite capitalisation en Australie. En dépit de ces enjeux, nos activités sur mes marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits annuels de 704,3 millions \$ et un résultat net avant impôt, sur une base rajustée, de 80,4 millions \$, soit une hausse de respectivement 11 % et 29 % d'un exercice à l'autre. L'intégration judicieuse de nos initiatives au titre des ventes, des négociations, de la recherche, du financement de sociétés et de consultation dans toutes les régions a favorisé la croissance des produits des activités ordinaires et la consolidation de nos relations avec les clients.

Sur une base régionale, nos activités aux États-Unis ont été un pilier important des produits tirés de ce secteur et nous prévoyons que sa rentabilité progressera davantage au fur et à mesure que nous tirerons parti de notre capacité élargie de prestation de services de consultation attribuable tant à la croissance interne qu'à l'acquisition de Petsky Prunier, société de conseils axée sur le marché intermédiaire. Par ailleurs, nos activités au Canada ont mené le bal en matière de rentabilité, inscrivant un résultat net avant impôt de 63,0 millions \$, sous l'effet des niveaux d'activité à la hausse et de notre participation active à bon nombre de transactions dans l'industrie du cannabis. Les produits tirés des commissions et des honoraires dans ce secteur ont fructifié au cours de chaque trimestre depuis la conclusion de l'acquisition de Jitneytrade au premier trimestre de l'exercice.

Bien que l'incertitude sur les marchés en Australie ait nui aux actions de sociétés à petite capitalisation, les activités de mobilisation des capitaux ont récemment repris de la vigueur et les résultats de la dernière élection fédérale nous donnent espoir que ce secteur se redressera lorsque les niveaux d'activité retrouveront leur élan.

Enfin, malgré les solides résultats enregistrés par nos activités au Royaume-Uni au cours du troisième trimestre, la période de trois mois allant de janvier à mars 2019 a donné lieu aux pires cotes enregistrées en huit ans à la LSE et à l'AIM, en raison de l'incertitude soutenue quant au Brexit, exacerbée par les craintes d'un ralentissement économique à l'échelle mondiale. Nous avons fait le nécessaire pour restructurer ces activités au quatrième trimestre et, par conséquent, des frais de restructuration de 11,8 millions \$ ont été comptabilisés à titre d'élément important à l'égard de cette période. Par conséquent, une réduction importante de l'effectif sera inscrite aux résultats du premier trimestre de l'exercice 2020, et nous avons également pris des mesures pour rationaliser les coûts fixes. L'incidence de ces mesures devrait se refléter au cours du prochain exercice.

À titre de banque d'investissement indépendante, Canaccord Genuity joue un rôle de plus en plus essentiel au soutien de la santé économique des régions dans lesquelles nous vivons et travaillons. En maintenant une attention de tous les instants dans les domaines où nous pouvons ajouter le plus de valeur, nous protégeons notre capacité à former des partenariats durables avec nos clients et à proposer des services de pointe à toutes les étapes du cycle économique.

L'amélioration de la composition de nos activités a favorisé à la fois la stabilité et la croissance des résultats.

Nous sommes ravis des occasions qui s'offrent à nous, mais probablement plus important encore, nous sommes bien positionnés pour faire face aux défis inévitables que présentent ce secteur dynamique et son contexte d'exploitation en constante évolution. Nous continuons de surveiller nos dépenses de près, et malgré la hausse des frais liés à l'augmentation des niveaux d'activité et des investissements au soutien de la croissance, nous avons réduit de façon modeste le total de nos dépenses en pourcentage des produits par rapport au dernier exercice.

Une solide culture à l'appui de notre capacité à réaliser nos priorités stratégiques.

Nous ne pouvons pas prédire l'évolution du contexte économique ni des défis d'ordre réglementaire ou politique, mais nous pouvons nous assurer de disposer d'une équipe de gens talentueux et engagés qui travaillent ensemble au quotidien pour livrer les meilleurs résultats possible à nos clients et à nos actionnaires.

Nous avons continué de faire progresser nos initiatives en matière de perfectionnement du personnel et de diversité, tout en visant à faire de Canaccord Genuity l'employeur de choix pour les professionnels chevronnés qui souhaitent bâtir une carrière enrichissante. Enfin, le lancement de notre nouvelle identité de marque CG en décembre a marqué un moment charnière de notre histoire, qui témoigne sans l'ombre d'un doute de la concrétisation des efforts que nous avons tous déployés pour que la Société soit plus que jamais robuste et tournée vers l'excellence.

Je tiens à remercier tous les employés et administrateurs de leur fidèle engagement à l'égard de notre stratégie à long terme. Je remercie également les actionnaires de leur soutien continu. Je tiens à vous rappeler que, dans tout ce que nous faisons, nous visons à accroître la valeur à long terme pour notre entreprise, nos clients et nos investisseurs.

Cordialement,

« Dan Daviau »

Dan Daviau
Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Message du président-directeur du conseil d'administration



Nos résultats de l'exercice 2019 témoignent des progrès remarquables réalisés en lien avec la stratégie que nous avons mise en œuvre, il y a quelques années à peine, dans le but de recentrer nos activités et de renforcer l'alignement de notre organisation sur les intérêts des actionnaires. Grâce à nos efforts inlassables, nous avons amélioré la composition de nos activités afin de tirer une part plus importante de nos résultats de notre secteur de gestion de patrimoine. Nous poursuivons également la diversification de notre offre et de nos produits des activités ordinaires sur les marchés des capitaux afin d'accroître la stabilité et la prévisibilité de nos résultats dans différentes conditions de marché.

Comme par le passé, notre stratégie demeurera axée sur la création d'une valeur durable pour nos actionnaires.

Nous nous engageons à offrir des remboursements de capital à nos actionnaires, tout en investissant de manière équilibrée dans la poursuite d'une croissance ordonnée. Au cours de l'exercice 2019, nous avons racheté et annulé 1,4 million d'actions et nous avons augmenté de 33,3 % le montant annuel des dividendes versés sur nos actions ordinaires par rapport au dernier exercice.

La stabilité et la croissance des résultats générés par nos activités de gestion de patrimoine mondiale nous rendent plus confiants dans la durabilité et l'évolution de nos résultats. À ce sujet, je suis heureux d'annoncer que le conseil d'administration a approuvé une nouvelle politique en matière de dividendes pour le prochain exercice. À compter du premier trimestre de l'exercice 2020, nous abolirons le dividende supplémentaire variable que nous avons l'habitude de verser à la fin de chaque exercice et nous le remplacerons par un dividende trimestriel fixe d'un montant minimal de 0,05 \$ par action que nous comptons augmenter à mesure que nous ferons croître nos activités de gestion de patrimoine mondiale.

Nous prévoyons également que les rachats d'actions continueront de faire partie intégrante de notre engagement visant à procurer des rendements accrus à nos actionnaires, particulièrement au cours des périodes où nos activités sur les marchés des capitaux génèrent des rendements exceptionnels.

Le leadership et la gouvernance demeureront essentiels pour la réalisation de la prochaine phase de notre croissance.

Notre Société peut compter sur une équipe de direction composée de professionnels très compétents et responsables, et nous prenons continuellement des mesures pour placer nos sociétés et nos employés sur la voie de la réussite.

Notre solide culture de partenariat a joué un rôle déterminant pour ce qui est de notre capacité à renforcer la productivité et à accroître notre part de marché dans les régions et marchés verticaux clés. Tout en continuant de chercher à réaliser nos objectifs commerciaux, nous nous engageons à favoriser un milieu de travail inclusif au sein duquel tous les employés peuvent s'épanouir et développer un sentiment d'appartenance. Nous savons que nous devons encore déployer certains efforts pour atteindre nos objectifs à long terme sur le plan de la diversité, mais nous avons réalisé des progrès remarquables pour ce qui est d'intégrer cet enjeu à notre culture organisationnelle. Ce souci de la diversité a conduit à une évolution positive de nos processus de gestion des talents et de nos interactions quotidiennes, dont les résultats, j'en suis convaincu, se feront sentir à plus long terme.

Nous nous engageons également à assurer une gouvernance d'entreprise rigoureuse pour appuyer nos objectifs stratégiques à long terme. Tout en mettant l'accent sur la réalisation d'une croissance durable dans les secteurs où nous pouvons ajouter le plus de valeur, nous évaluerons et ajusterons la composition de notre conseil d'administration afin que celle-ci reflète l'évolution de nos activités et serve au mieux vos intérêts, chers actionnaires.

Au nom du conseil d'administration, j'aimerais également remercier l'équipe de la haute direction et tous les employés de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour leur engagement et leur soutien indéfectibles.

Cette réflexion sur l'exercice 2019 me conforte dans ma conviction que nous avons la capacité d'accroître la valeur pour les actionnaires, tout en nous efforçant d'améliorer continuellement nos résultats financiers et d'établir notre leadership dans les secteurs d'activité où nous sommes les plus compétents.

« David Kassie »

David Kassie
Président-directeur du conseil d'administration
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity procure à ses clients les services ciblés et personnalisés qu'ils s'attendent à recevoir d'un gestionnaire de placement local ainsi que la valeur ajoutée que seule une institution financière mondiale peut générer grâce à ses vastes ressources et à son expertise et au soutien qu'elle peut offrir. Nous avons continué d'accroître l'envergure de nos activités de gestion de patrimoine en propriété exclusive misant sur des acquisitions et le recrutement, créant une base financière stable qui contribue à générer des activités plus prévisibles et des résultats plus stables.

Par son dynamisme et sa culture collaborative, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity continue d'être une destination très attrayante pour les conseillers émérites et pour leurs clients.

65,7 milliards \$
d'actifs totaux pour le compte
de clients²

Royaume-Uni et Europe

L'une des dix principales sociétés de gestion de patrimoine en termes d'actifs du Royaume-Uni et d'Europe

Les experts en placement et gestionnaires de fonds de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe fournissent des services de gestion de portefeuille, de consultation, de courtage, de planification financière et de gestion de fonds à des particuliers, des institutions et des organismes de bienfaisance. Tirant plus de 70 % de leurs produits de comptes d'actifs à honoraires récurrents, nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe sont un vecteur important de la stabilité affichée par l'ensemble de la Société.

Résultat avant impôt sur le résultat des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)

2019	48,5 \$
2018	37,4 \$
2017	27,6 \$
2016	23,9 \$
2015	21,6 \$

Actifs des clients des activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe²

(en milliards \$ CA et £, exercices clos les 31 mars)

2019	44,2 \$	25,4 £
2018	44,9 \$	24,8 £
2017	24,5 \$	14,7 £
2016	22,8 \$	12,2 £
2015	21,8 \$	11,6 £

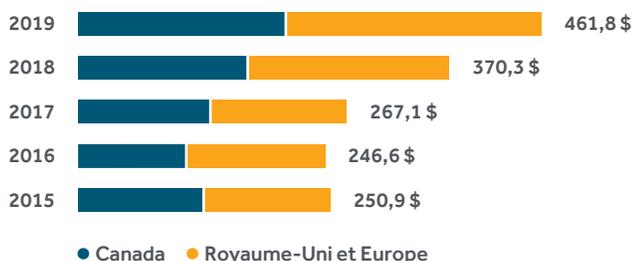
Nous poursuivons toujours nos objectifs visant à accroître notre présence dans l'ensemble du Royaume-Uni et à élargir notre gamme de services de placement et de planification de patrimoine intégrés.

1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Actifs sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion.

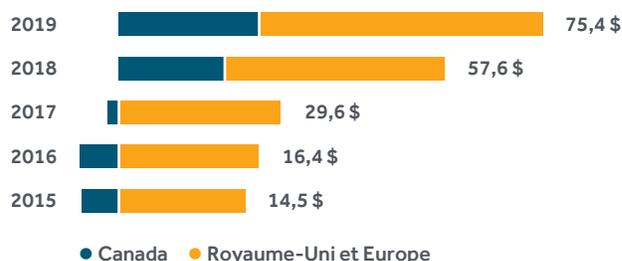
Produits de la gestion de patrimoine mondiale

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Résultat avant impôt sur le résultat des activités de gestion de patrimoine mondiale¹

(en millions \$ CA, exercices clos le 31 mars)



Canada

En voie de devenir la principale société de gestion de patrimoine indépendante du Canada

Notre secteur canadien de gestion de patrimoine compte des équipes de conseillers en placement qui exercent leurs activités à partir d'un réseau de bureaux à l'échelle du pays, lesquels offrent une gamme complète de conseils en placement et de stratégies de planification du patrimoine, dont l'accent est mis sur la personnalisation, pour répondre aux besoins uniques de leurs clients. Depuis 2016, nous avons accueilli 37 équipes de conseillers en placement et des actifs de clients qui s'élèvent à plus de 9,0 milliards \$, démontrant notre capacité unique à réussir, quelle que soit la proposition de valeur présentée aux clients.

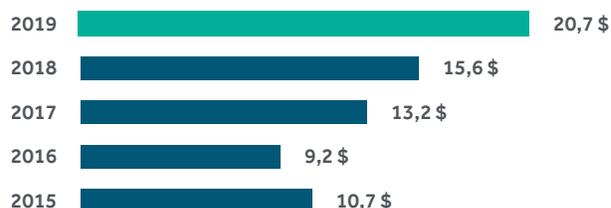
Résultat avant impôt sur le résultat des activités de gestion de patrimoine au Canada¹

(en millions \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Actifs des clients des activités de gestion de patrimoine au Canada²

(en milliards \$ CA, exercices clos les 31 mars)



Nous avons réalisé des progrès considérables au chapitre des priorités stratégiques visant à accroître les actifs des clients et avons dégagé de meilleurs rendements tout en aidant les conseillers, nouveaux et actuels, à faire fructifier leurs affaires.

Australie

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a des bureaux à Melbourne, à Sydney et à Perth, et nos conseillers offrent des solutions complètes de gestion de patrimoine à un nombre grandissant de clients de l'Australie et de l'Asie du Sud-Est. Le rendement exceptionnel de nos activités sur les marchés des capitaux dans la région a créé une possibilité d'expansion qui devrait amener ce secteur à participer de façon plus importante à la croissance de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, alors que nous poursuivons la réalisation de nos plans de croissance.

1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments importants. Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Actifs sous administration, sous gestion et sous contrat de gestion.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Notre secteur mondial de marchés des capitaux offre des services de financement de sociétés, de consultation, de vente et de négociation, de recherche sur les actions et sur les titres à revenu fixe à des sociétés et des institutions partout dans le monde. Nos conseils indépendants et un modèle de services intégrés à l'échelle mondiale constituent le gage de notre habileté à dominer le marché dans les secteurs clés de l'économie mondiale. Au cours de l'exercice 2019, nous avons effectué des investissements judicieux susceptibles d'étoffer notre offre et de promouvoir la stabilité des résultats dans la foulée des cycles du marché.

31,1 milliards \$ CA

Somme que nous avons permis de mobiliser pour les sociétés de croissance mondiales au cours de l'exercice 2019

Notre expertise spécialisée dans des secteurs clés de l'économie nous permet de voir au-delà de la courbe de rendement et d'offrir de nouvelles possibilités à nos clients au fur et à mesure de leur croissance.

344¹

Nombre de transactions auxquelles nous avons participé à l'échelle mondiale au cours de l'exercice 2019

Grâce à notre capacité inégalée qui a fait ses preuves en matière de montage et de placement, nous sommes en passe de devenir un chef de file du marché intermédiaire dans nos secteurs cibles.

Produits des activités ordinaires de Genuity au Canada

(en millions \$ CA, exercices clos le 31 mars)



En dépit de l'incidence des turbulences importantes qui ont secoué les marchés au cours de l'exercice, associées principalement à l'incertitude continue sur la scène politique au Royaume-Uni, à la paralysie du gouvernement fédéral aux États-Unis au cours du deuxième semestre et à la perte d'intérêt à l'égard des actions de sociétés à petite capitalisation en Australie, les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont augmenté de 11 % par rapport à l'exercice précédent.

En maintenant une attention de tous les instants dans les domaines où nous savons que nous pouvons ajouter le plus de valeur, nous protégeons notre capacité à former des partenariats durables avec nos clients et offrons un accès continu à des services de pointe à toutes les étapes du cycle économique.

1) Transactions évaluées à plus de 1,5 million \$ CA.

À titre de banque d'investissement indépendante chef de file, Canaccord Genuity joue un rôle de plus en plus essentiel au soutien de la santé économique des régions dans lesquelles nous vivons et travaillons.

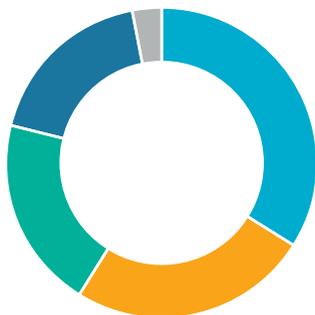
Devenir chef de file du marché intermédiaire

Grâce à ses capacités mondiales réputées et à sa feuille de route exemplaire en ce qui concerne l'obtention de résultats appréciables pour nos clients dans toute la chaîne de valeur, Canaccord Genuity est un concurrent puissant sur le marché intermédiaire dans nos régions géographiques et secteurs cibles. À titre de chef de file des activités de prise ferme au Canada¹, nous jouissons d'une position de force qui nous a permis d'accroître notre part de marché dans d'autres régions géographiques.

Exploiter davantage nos forces principales

Au cours de l'exercice 2019, nous avons conclu l'acquisition de Jitneytrade, ce qui a permis d'accroître notre part de marché en élargissant la gamme de produits offerts à nos clients au Canada pour inclure des contrats à terme standardisés, des options et les activités de négociation à faible latence. Dans le cadre des efforts déployés pour diversifier notre offre à notre clientèle cible, nous avons obtenu aussi du succès avec d'autres instruments de financement, tels que les sociétés d'acquisition à vocation spécifique (SAVS), qui constituent une solution de rechange attrayante pour les sociétés fermées qui souhaitent accéder aux marchés boursiers de croissance.

Total des produits des activités ordinaires par activité pour l'exercice 2019



- Financement de sociétés 34 %
- Commissions et honoraires 25 %
- Consultation 20 %
- Négociation 18 %
- Intérêts et produits divers 3 %

1) Transactions de plus de 1,5 million \$. Comprendent les transactions de capitaux propres et les fonds de revenu où Canaccord Genuity a été chef de file ou cochef de file (parts, actions accréditives, créances convertibles). Compte non tenu des actions privilégiées. Source : FP Infomart.

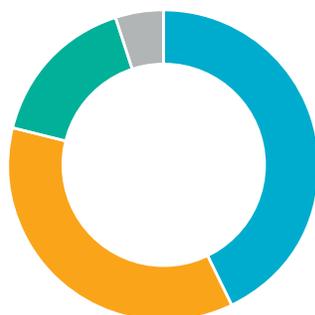
Diversifier nos sources de produits

Nous avons réalisé des progrès considérables au chapitre de notre priorité stratégique visant à accroître les apports de la part des services de consultation à marges plus élevées, ce qui rend compte de la demande croissante pour des conseils indépendants sans conflits d'intérêts. Dans cet esprit, l'acquisition du cabinet de services-conseils du marché intermédiaire Petsky Prunier nous permet d'accroître l'envergure de nos activités aux États-Unis tout en créant un bureau de services-conseils spécialisés en fusions et acquisitions de premier plan sur le marché intermédiaire dans la région.

Maintenir un modèle d'affaires axé sur la stabilité

Bien que nous soyons assez agiles pour orienter rapidement nos activités vers de nouveaux secteurs de croissance, nous veillons à ne pas dépendre d'un seul secteur d'activité. En outre, notre réseau mondial unifié de services de ventes, de négociation, de recherche, de financement de sociétés et de consultation dans toutes les régions a favorisé la croissance des produits des activités ordinaires et la consolidation de nos relations avec les clients et, au bout du compte, des rendements plus prévisibles pour nos actionnaires.

Total des produits des activités ordinaires par région pour l'exercice 2019



- États-Unis 43 %
- Canada 36 %
- Royaume-Uni, Europe et Dubaï 16 %
- Australie 5 %

Une culture axée sur le partenariat et la responsabilité

La marque Canaccord Genuity repose sur le principe que les employés à l'échelle de notre organisation sont déterminés à toujours se dépasser – pour nos clients, nos actionnaires et nos collègues. Grâce à notre souci de faire évoluer les plateformes et de mettre davantage l'accent sur les clients tout en demeurant fidèles à nos racines indépendantes, nous avons établi de nouveaux indicateurs de référence pour l'excellence et sommes devenus une entreprise de plus en plus performante.

- / Nous sommes des partenaires.**
- / Nous sommes des entrepreneurs.**
- / Nous encourageons la collégialité.**
- / Nous travaillons d'arrache-pied.**
- / Nous agissons avec intégrité.**
- / Nous mettons l'accent sur les bénéfiques.**

Revue financière

14	Rapport de gestion	51	Transactions avec des parties liées
14	Mesures non conformes aux IFRS	52	Méthodes comptables critiques et estimations
15	Vue d'ensemble des activités	56	Instruments financiers
17	Faits saillants de l'exercice 2019	58	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
21	Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2019	59	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
22	Perspectives pour l'exercice 2020	59	Gestion des risques
23	Aperçu financier	63	Politique en matière de dividende
30	Informations financières trimestrielles	63	Déclaration de dividendes
35	Résultats par secteur d'activité	64	Renseignements supplémentaires
45	Aperçu des exercices précédents – exercice 2018 par rapport à l'exercice 2017	65	Rapport de l'auditeur indépendant
45	Situation financière	67	États financiers consolidés et notes
46	Arrangements hors bilan	120	Informations supplémentaires
47	Situation de trésorerie et sources de financement	126	Glossaire
47	Actions privilégiées		
48	Données sur les actions en circulation		
49	Régimes de paiement fondés sur des actions		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats opérationnels, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2020 », contiennent de l'information prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque informatique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2020 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit également tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2019 clos le 31 mars 2019 – ce document est daté du 5 juin 2019.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2019 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou si le contexte l'exige, « Société » ou « Groupe Canaccord Genuity » renvoie à Groupe Canaccord Genuity Inc. et à ses filiales directes et indirectes. « Marchés des capitaux Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2019 et 2018, à partir de la page 67 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale et comptabilisés dans les frais de développement, une perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

À PROPOS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marché des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

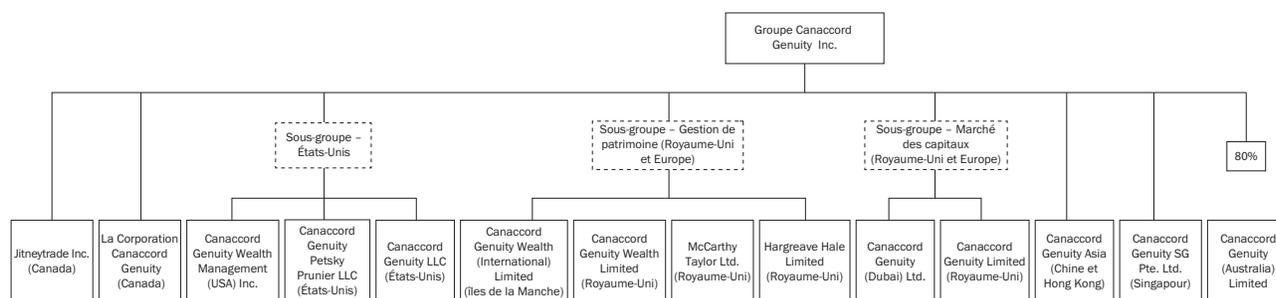
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2019.

Avec prise d'effet le 10 août 2018, la Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited (50 % au 31 mars 2018); toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2019, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2018).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de la comptabilisation de ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Afin de diversifier les sources récurrentes de produits des activités ordinaires et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux, la Société a pris des mesures pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine mondiale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans nos secteurs cibles.

INCIDENCE DES SOUBRESAUTS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2019, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : soins de santé et sciences de la vie, technologie, industries, produits financiers, métaux et mines, produits diversifiés, produits de consommation et de détail, immobilier et développement durable. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Faits saillants de l'exercice 2019

SIÈGE SOCIAL

- Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ par action et se fonde sur la juste valeur du marché par action ordinaire à la date d'attribution. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à trois fois le prix d'exercice.
- Le 6 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, Jitneytrade) directement et par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière.
- Le 10 août 2018, la Société a conclu l'acquisition d'une participation en actions supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited dont les activités sont axées sur les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine en Australie. La transaction a augmenté la participation de la Société dans Canaccord Genuity (Australia) Limited pour la faire passer de 50 % à 80 %. La contrepartie d'acquisition de 37,0 millions \$ (38,5 millions \$ AU) comprenait un montant de 14,4 millions \$ (15,0 millions \$ AU) au comptant, un billet payable de 5,8 millions \$ (6,0 millions \$ AU) et l'émission de 2 331 132 actions ordinaires d'un capital de 16,8 millions \$ (17,5 millions \$ AU). Les actions sont assujetties à une convention d'entiercement de trois ans et libérées chaque année.
- Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (débentures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débentures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débentures offertes, les débentures convertibles). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débentures convertibles émises en 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$. Les débentures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.
- Le 10 août 2018, la Société a annoncé le dépôt d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, des actions ordinaires de la Société, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles canadiens. Grâce à cette démarche, la Société peut racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées est de 5 677 589, ce qui représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société lors du dépôt de l'OPRCNA. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, 152 200 actions ont été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA en vigueur du 15 août 2017 au 14 août 2018. De plus, 1 226 800 actions ont également été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.
- Le 3 décembre 2018, la Société a lancé sa nouvelle marque, qui fait désormais partie intégrante de l'ensemble de ses communications, de ses produits et de ses expériences. Cette nouveauté reflète les changements transformateurs apportés à l'échelle de la Société, celle-ci faisant des progrès considérables au chapitre de sa stratégie visant à améliorer l'alignement à l'échelle de ses activités et à transformer la composition de ses activités pour produire des résultats toujours plus prévisibles et durables.
- Le 29 janvier 2019, la Société a conclu l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd. dans le cadre de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Cet ajout s'inscrit dans l'objectif de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui consiste à élargir sa présence nationale et son offre de services de placement et de planification patrimoniale entièrement intégrés.
- Le 13 février 2019, la Société a annoncé l'acquisition de la totalité d'un petit cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions de premier plan, Petsky Prunier LLC. (Petsky Prunier), établi à New York, dans le cadre d'un achat d'actifs pour une contrepartie initiale de 40 millions \$ (30 millions \$ US) au comptant et de 20 millions \$ (15 millions \$ US) en actions ordinaires de la Société qui seront émises sur une période de trois ans. Une contrepartie éventuelle additionnelle pouvant atteindre 53,2 millions \$ (40 millions \$ US) sera versée au comptant sur une période de quatre ans, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles de produits au cours de ladite période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, Petsky Prunier a généré des produits des activités ordinaires de 43,0 millions \$ US. Tous les associés clés de Petsky Prunier ont conclu des contrats d'emploi avec la Société.

Cette acquisition cadre avec l'objectif de la Société visant l'expansion de sa base de coûts fixes dans cette région et la diversification de ses sources de produits, à l'appui de l'élargissement de la gamme de produits et de services offerts aux clients en vue de saisir une part de marché plus importante dans ses secteurs dominants, tout particulièrement ceux du marché intermédiaire de la technologie et des soins de santé et sciences de la vie.

- Andrew (Andy) Viles a été nommé vice-président exécutif et chef de contentieux de Groupe Canaccord Genuity Inc. En cette qualité, il assurera la coordination et la surveillance unifiée des fonctions du contentieux, du cadre réglementaire et de la conformité pour l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity et dans toutes les régions où il exerce ses activités. M. Viles s'est joint à Canaccord Genuity en 2003 et occupait jusqu'à tout récemment le poste de chef de la conformité de la division nord-américaine des marchés des capitaux. Il continuera d'assumer les fonctions de chef des affaires juridiques de l'entité américaine pour le compte de laquelle il gère toutes les questions d'ordre juridique visant les États-Unis, notamment celles liées aux activités de financement de sociétés. Avant de rejoindre les rangs de Canaccord Genuity, M. Viles était un des associés des services aux entreprises du cabinet d'avocats national Goodwin Procter LLP. En tant qu'avocat chevronné, spécialisé en valeurs mobilières, il a acquis une expérience considérable en matière de services de consultation sur les fusions et acquisitions, les restructurations d'entreprises, le financement de sociétés et les transactions sur les marchés des capitaux. M. Viles détient un baccalauréat ès arts du Bates College à Lewiston, dans le Maine, et un doctorat en jurisprudence de la Boston University School of Law. Il est membre du Barreau du Massachusetts et de l'American Bar Association.
- Le 31 mars 2019, la Société a annoncé la restructuration de ses activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, en vue de renforcer sa capacité à mener ses activités de façon à ce qu'elles génèrent des profits de façon continue. Cette initiative a permis à la Société de réduire considérablement l'effectif de son secteur des marchés des capitaux au Royaume-Uni. Dans le cadre du plan de restructuration, la Société a inscrit une charge de 11,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019.
- Le 1^{er} mai 2019, la Société a annoncé la conclusion de son acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited (TMWML) et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited, par l'entremise de son secteur de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. TMWML offre des services de planification financière et de gestion des placements aux particuliers, aux fiducies, aux organismes de bienfaisance et aux sociétés du Royaume-Uni. La contrepartie de l'acquisition était constituée d'une contrepartie initiale en espèces de 18,5 millions £ (31,8 millions \$ CA) et d'une contrepartie supplémentaire éventuelle pouvant atteindre 9,5 millions £ (16,8 millions \$ CA) qui sera payable sur une période de trois ans après la conclusion de l'acquisition, sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement fondées sur les produits des activités ordinaires et les actifs des clients. Dans le cadre de cette acquisition, un montant supplémentaire de 17,0 millions £ (30,0 millions \$ CA) a été prélevé sur la facilité de crédit bancaire existante de la Société.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 704,3 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, a enregistré un résultat net avant impôt sur le résultat de 80,4 millions \$¹.

- Marchés des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file pour 176 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit total de 7,0 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2019. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 110 transactions, qui ont recueilli 2,8 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni, de l'Europe et de Dubaï a été chef de file pour 10 transactions, qui ont totalisé 1,6 milliard \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 24 transactions, qui ont totalisé 1,9 milliard \$ CA;
 - le secteur de l'Australie a été chef de file pour 32 transactions, qui ont récolté 669,9 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2019, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé à un total de 344 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit brut de 31,1 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a participé à 224 transactions, qui ont recueilli 14,3 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a participé à 63 transactions, qui ont totalisé 14,2 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni, de l'Europe et de Dubaï a participé à 16 transactions, qui ont totalisé 1,7 milliard \$ CA;
 - le secteur de l'Australie a participé à 41 transactions, qui ont récolté 906,0 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2019, les transactions de financement de sociétés importantes pour Marché des capitaux Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Une transaction de 302,1 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 51,4 millions \$ US pour Vireo Health International, Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Un placement privé de 48,3 millions \$ US pour GreenLane Holdings
 - Une transaction de 20,0 millions \$ AU pour Bellevue Gold Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 520,1 millions \$ CA pour Curaleaf Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 314,2 millions \$ US pour Acreage Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 305,0 millions \$ US pour BioPharma Credit plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 218,1 millions \$ US pour Harvest Health & Recreation Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 120,2 millions \$ CA pour Tilt Holdings Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 108,5 millions £ pour Triple Point Social Housing REIT plc à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 107,3 millions \$ CA pour Cresco Labs, LLC à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 85,1 millions \$ US pour Canaccord Genuity Growth Corp. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 76,0 millions \$ CA pour The Green Organic Dutchman Holdings Ltd. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 60,6 millions \$ AU pour Redbubble Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 110,4 millions \$ US pour Y-mAbs Therapeutics, Inc. au Nasdaq
 - Un premier appel public à l'épargne de 115,1 millions \$ CA pour Charlotte's Web Holdings, Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
 - Une transaction de 78,0 millions \$ US pour STAAR Surgical Company au Nasdaq

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

- Une transaction de 80,3 millions \$ CA pour Green Thumb Industries
- Une transaction de 75,0 millions \$ AU pour Audinate Group Limited à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 70,0 millions \$ AU pour Nearmap Ltd. à la Bourse d'Australie
- Une transaction de 40,0 millions \$ AU pour Dacian Gold Limited
- Une transaction de 143,0 millions \$ CA pour MedMen Enterprises Inc. à la Bourse des valeurs canadiennes
- Un premier appel public à l'épargne de 132,3 millions \$ CA pour The Green Organic Dutchman Holdings Ltd. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 115,0 millions \$ US pour Sientra Inc. au Nasdaq
- Une transaction de 100,4 millions \$ CA pour CannTrust Holdings Inc. à la Bourse de Toronto
- Une transaction de 52,6 millions \$ US pour T2 Biosystems Inc. au Nasdaq
- Un premier appel public à l'épargne de 70,0 millions \$ AU pour Marley Spoon AG à la Bourse d'Australie
- Un placement de 25,0 millions \$ AU pour Alliance Mineral Assets Ltd à la SGX
- Au Canada, Marché des capitaux Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 1,0 milliard \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2019.
- Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation de 140,7 millions \$ au cours de l'exercice 2019, en hausse de 18,4 millions \$, ou 15,0 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.
- Au cours de l'exercice 2019, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de Natura Naturals Holdings dans le cadre de sa vente à Tilray Inc. pour un montant jusqu'à concurrence de 82 millions \$ CA
 - Conseiller de CareATC dans le cadre de la recapitalisation de sa croissance avec LLR PartnersUS
 - Conseiller de HICL Infrastructure PLC à l'égard du plan d'arrangement permettant le transfert de domicile vers le Royaume-Uni
 - Conseiller de MediaAlpha dans le cadre du placement minoritaire important de Insignia Capital Group
 - Conseiller de Strong-Bridge Envision dans le cadre de sa vente à HCL Technologies
 - Conseiller de Michelin dans le cadre de son acquisition de Camso Inc. pour un montant de 1,7 milliard \$ US
 - Conseiller de Small World dans le cadre de sa vente à Equistone Partners Europe
 - Conseiller de Tawana Resources NL dans le cadre de sa fusion avec Alliance MineralAssets Ltd.
 - Conseiller de ICC Labs Inc. dans le cadre de sa vente à Aurora Cannabis Inc. pour un montant de 290 millions \$ CA
 - Conseiller de Reis, Inc. dans le cadre de son acquisition par Moody's Corporation
 - Conseiller d'Amplio Energy dans le cadre de la vente de son portefeuille d'énergie solaire italien à un consortium constitué de Plenum Partners, d'Equitix et d'Access Capital Partners
 - Conseiller d'Eurazeo PME dans le cadre de la vente de Vignal Lighting Group à EMZ Partners
 - Conseiller de Tenzil Networks, Inc. dans le cadre de l'obtention d'une participation majoritaire dans Rubicon Technology Partners
 - Conseiller de Jenkins Shipping dans le cadre de sa vente à Alcuin Capital Partners
 - Conseiller de Tessi dans le cadre de la vente de CPoR pour un montant de 100 millions €
 - Conseiller de Sherrill Inc. dans le cadre de son acquisition par Platte River Equity
 - Conseiller de ABCann Global Corporation dans le cadre de son acquisition de Canna Farms Limited pour un montant de 133 millions \$ CA
 - Conseiller de Connance dans le cadre de sa vente à Waystar Health, société de portefeuille de Bain Capital Private Equity
 - Conseiller de DHX Media dans le cadre de sa vente d'une participation minoritaire dans Peanuts à Sony Music pour un montant de 185 millions \$
 - Conseiller de Fluence dans le cadre de son acquisition par OSRAM Licht
 - Conseiller de kSaria dans le cadre de sa vente à Behrman Capital
 - Conseiller de MedReleaf Corp. dans le cadre de sa vente à Aurora Cannabis Inc. pour un montant de 3,2 milliards \$ CA
 - Conseiller de South32 dans le cadre de son acquisition de Arizona Mining
 - Conseiller de la CDPQ dans le cadre de son acquisition d'une participation minoritaire importante dans le Groupe Fives, aux côtés d'Investissements PSP et de Ardian, évaluée à un montant de 1,5 milliard €
 - Conseiller de Reeher LLC dans le cadre de sa vente à Blackbaud Inc.
 - Conseiller de Acasta Enterprises Inc. dans le cadre de sa vente de JemPak Corporation à Henkel AG & Co. pour un montant de 118 millions \$ CA
 - Conseiller de Kratos Defense & Security Solutions dans le cadre de la vente de sa division de la sécurité publique à Securitas

GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 461,8 millions \$ à l'exercice 2019 et, compte non tenu des éléments importants, a dégagé un résultat net avant impôt de 75,4 millions \$¹.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 65,7 milliards \$ au 31 mars 2019, soit une augmentation de 7,3 % par rapport à 61,3 milliards \$ à la fin de l'exercice précédent.

GESTION DE PATRIMOINE (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 206,8 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a dégagé un résultat net avant impôt de 26,8 millions \$ à l'exercice 2019.
- Les actifs sous administration au Canada totalisaient 20,7 milliards \$ au 31 mars 2019, en hausse de 32,8 % en regard de 15,6 milliards \$ à la fin de l'exercice précédent².
- Les actifs sous gestion au Canada (discrétionnaires) totalisaient 4,2 milliards \$ au 31 mars 2019, en hausse de 49,9 % en regard de 2,8 milliards \$ à la fin de l'exercice précédent². Ces actifs sont inclus dans les actifs totaux sous administration.
- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 155 équipes de conseillers³ au 31 mars 2019, soit 13 équipes de plus qu'au 31 mars 2018.

GESTION DE PATRIMOINE (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

L'apport de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019 est pris en compte dans les résultats d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) ci-après.

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 255,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net avant impôt de 48,5 millions \$ à l'exercice 2019¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) atteignaient 44,2 milliards \$ (25,4 milliards £) au 31 mars 2019, en baisse de 1,5 % en regard de 44,9 milliards \$ (24,8 milliards £) au 31 mars 2018². En monnaie locale (livre sterling), les actifs sous gestion au 31 mars 2019 avaient augmenté de 2,6 % par rapport à ceux au 31 mars 2018².

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

3) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Conjoncture du marché au cours de l'exercice 2019

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Les tensions commerciales à l'échelle mondiale, la hausse des taux d'intérêt et la robustesse du dollar américain ont amplifié la volatilité des marchés boursiers mondiaux, notamment au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019. À la lumière du fléchissement de la croissance mondiale, d'un contexte d'inflation relativement serein et de la forte pression exercée sur les marchés financiers, la Réserve fédérale américaine et d'autres banques centrales ont abandonné leur position ferme. L'espoir d'un apaisement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine a également profité aux marchés boursiers vers la fin de l'exercice 2019. Par conséquent, ceux-ci se sont redressés au T4/19, après avoir clôturé en repli assez généralisé au T3/19. Au cours du quatrième trimestre, l'indice S&P 500, l'indice S&P/TSX et les marchés émergents ont progressé respectivement de 13,6 %, 13,3 % et 9,9 %. Somme toute, à l'exercice 2019, les marchés américain et canadien ont affiché des rendements positifs (respectivement 9,5 % et 8,1 %), tandis que les marchés émergents, quant à eux, ont été malmenés (-1,6 %).

FINANCEMENT DE SOCIÉTÉS ET CONSULTATION

Les prix des produits de base ont majoritairement repris du mieux depuis le troisième trimestre de l'exercice 2019, bien que le cours des actions de sociétés du secteur des ressources demeure peu élevé par rapport aux niveaux historiques. À notre avis, les activités de fusions et acquisitions pourraient tirer parti de la faiblesse perçue des évaluations des titres des sociétés minières et du secteur de l'énergie. Les actions de croissance de notre marché de prédilection, soit celui des sociétés à petite et moyenne capitalisation, sont autrement plutôt axées sur le marché national. Malgré la volatilité des marchés, ces actions semblent moins vulnérables aux risques géopolitiques et macroéconomiques accrus à l'échelle mondiale que les actions de sociétés à grande capitalisation. Dans l'ensemble, les activités de financement ont maintenu leur cadence au cours de l'exercice 2019. La remontée du cours des actions de sociétés à petite capitalisation au T4/19 laisse entrevoir un contexte favorable à nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation.

	T4/18		T1/19		T2/19		T3/19		T4/19		
	30 mars 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 juin 2018	(D'un exercice à l'autre)	28 sept. 2018	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2018	(D'un exercice à l'autre)	29 mars 2019	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)
Valeur de l'indice à la fin du trimestre											
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	306,1	21,7 %	277,6	8,3 %	259,8	-6,7 %	238,4	-21,0 %	262,4	-14,3 %	10,1 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	261,1	22,1 %	239,1	5,8 %	236,3	-2,1 %	218,6	-15,5 %	238,3	-8,7 %	9,0 %

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent enregistrer une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché, et la réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition ou de restructuration. La faiblesse de la conjoncture économique et des marchés des capitaux mondiaux et les incertitudes concernant le Brexit et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine pourraient gêner les activités de fusions et acquisitions et de mobilisation de capitaux visant le marché des sociétés à petite et moyenne capitalisation, mais, par contre, faire fructifier nos activités de restructuration.

NÉGOCIATION

Le volume de négociation des actions de sociétés à petite et moyenne capitalisation sur de nombreux marchés où nous menons des activités a augmenté comparativement à celui de l'exercice précédent. La volatilité accrue des marchés au cours du troisième trimestre de l'exercice a notamment stimulé nos activités de placement pour compte. À plus long terme, le volume de négociation devrait être favorisé par la dynamique du marché vers la fin du cycle, ce qui pourrait inciter les clients à faire activement le tour des secteurs cycliques et défensifs. Cela étant dit, nous nous attendons toujours à ce que la mise en œuvre des règles de la directive MiFID II dans certains territoires où nous menons nos activités se traduise éventuellement par une incidence négative sur le volume de négociation à moyen et à long terme.

Valeur moyenne au cours du trimestre/ de l'exercice

	T4/18	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	Exercice 2019	
	(d'un 30 mars 2018 à l'autre)	(d'un 29 juin 2018 à l'autre)	(d'un 28 sept. 2018 à l'autre)	(d'un 31 déc. 2018 à l'autre)	(d'un 29 mars 2019 à l'autre)	(d'un trimestre à l'autre)	(d'un 29 mars 2019 à l'autre)
Russell 2000	1 554,1	1 608,2	1 698,4	1 496,8	1 509,0	0,8 %	7,5 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	1 914,1	1 932,6	2 011,4	1 824,1	1 845,1	1,2 %	5,1 %
FTSE 100	7 354,7	7 544,7	7 553,0	6 991,6	7 061,3	1,0 %	-1,5 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 104,5	1 115,8	1 123,5	1 012,0	1 027,2	1,5 %	-1,7 %
S&P/TSX	15 746,2	15 872,1	16 303,8	15 042,0	15 621,7	3,9 %	0,7 %

GESTION DE PATRIMOINE MONDIALE

Le rendement robuste des marchés au quatrième trimestre de l'exercice 2019 a plus que contrebalancé la volatilité observée au cours du troisième trimestre. Les actions mondiales ont affiché des rendements positifs au cours de l'exercice (+3,2 %), les marchés américain (+9,5 %) et canadien (+8,1 %) menant le bal. La faiblesse du dollar canadien (-3,4 %) a également favorisé le rendement des avoirs internationaux des portefeuilles des investisseurs. De surcroît, les portefeuilles équilibrés ont été avantagés par les rendements positifs dégagés par les bons du Trésor (+5,5 %) au cours de l'exercice 2019. Malgré un contexte économique et politique défavorable aux actions, le total des ASG liés à nos activités de gestion de patrimoine a néanmoins progressé au cours de l'exercice 2019.

	T4/18 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T1/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T2/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T3/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	T4/19 – Variation (d'un trimestre à l'autre)	Exercice 2018 – Variation	Exercice 2019 – Variation
Rendement total (hors monnaies étrangères)							
S&P 500	-0,8 %	3,4 %	7,7 %	-13,5 %	13,6 %	14,0 %	9,5 %
S&P/TSX	-4,5 %	6,8 %	-0,6 %	-10,1 %	13,3 %	1,7 %	8,1 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	0,8 %	-3,4 %	0,1 %	-7,3 %	9,9 %	22,4 %	-1,6 %
MSCI MONDE	-0,8 %	0,7 %	4,4 %	-12,7 %	12,3 %	15,4 %	3,2 %
INDICE S&P GS COMMODITY	2,2 %	8,0 %	1,3 %	-22,9 %	15,0 %	13,8 %	-3,0 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR							
AMÉRICAIN À 10 ANS	-2,4 %	-0,6 %	-1,5 %	4,6 %	3,0 %	-1,1 %	5,5 %
\$ CA/\$ US	-2,4 %	-1,8 %	1,8 %	-5,4 %	2,2 %	3,2 %	-3,4 %
\$ CA/€	-5,0 %	3,5 %	2,4 %	-4,2 %	4,5 %	-10,7 %	6,1 %

Perspectives pour l'exercice 2020

Nous assistons au troisième ralentissement de la croissance mondiale du cycle économique en cours en raison de l'intensification des tensions commerciales. La Réserve fédérale américaine et d'autres banques centrales ont abandonné leur position ferme, et tout porte à croire qu'une politique monétaire et fiscale de relance sera mise en œuvre pour neutraliser les turbulences liées aux conflits commerciaux et protéger la croissance. L'échéancier des mesures prévues par les banques centrales demeure incertain, prolongeant ainsi la période de volatilité pour les actifs à risque. Advenant une flambée des tensions commerciales ou même le déclenchement d'une véritable guerre économique, les marchés financiers pourraient être en proie à une récession plus tard cette année ou au cours de l'année civile 2020. En l'occurrence, il sera impératif que les décideurs agissent en amont pour relancer l'économie, surtout dans un scénario d'inversion des courbes des taux de rendement obligataires.

Pour l'instant, l'éventualité d'une récession économique mondiale au cours de l'exercice 2020 demeure assez faible. La liquidité des marchés du crédit n'est toujours pas touchée et la tension financière est contenue. Fait important, au cours de notre histoire, nos activités de fusions et acquisitions et de consultation ont souvent eu tendance à prendre de la vigueur vers la fin d'un cycle économique type. Nous prévoyons que nos activités de placement pour compte devraient poursuivre leur croissance à un rythme modéré, du fait que certains investisseurs en sont à réévaluer la composition de leur actif et le degré d'exposition à la rotation sectorielle à cette étape du cycle. Enfin, le rendement enregistré par notre secteur de gestion de patrimoine variera sans doute au gré des marchés. Toutefois, nous

misons sur le dynamisme soutenu de nos stratégies de recrutement et de croissance pour résister et faire contrepoids à certains des vents contraires qui secouent les marchés financiers.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2, 8}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2019	2018	2017	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)				
Produits des activités ordinaires				
Commissions et honoraires	556 475 \$	461 937 \$	396 741 \$	94 538 \$ 20,5 %
Financement de sociétés	294 241	282 195	196 129	12 046 4,3 %
Honoraires de consultation	142 228	122 372	130 749	19 856 16,2 %
Négociation à titre de contrepartiste	125 830	113 921	119 040	11 909 10,5 %
Intérêts	51 008	27 875	16 847	23 133 83,0 %
Autre	20 785	14 577	20 040	6 208 42,6 %
Total des produits des activités ordinaires	1 190 567	1 022 877	879 546	167 690 16,4 %
Charges				
Rémunération au rendement	599 867	526 614	454 998	73 253 13,9 %
Charges salariales	116 758	99 239	85 698	17 519 17,7 %
Autres charges indirectes ³	356 240	298 250	284 966	57 990 19,4 %
Frais de restructuration ⁴	13 070	7 643	—	5 427 71,0 %
Frais connexes aux acquisitions	3 064	6 732	—	(3 668) (54,5) %
Perte sur extinction de débetures convertibles	8 608	—	—	8 608 négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	48 355	—	(48 355) 100,0 %
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁵	304	298	—	110 780 2,0 %
Total des charges	1 097 911	987 131	825 662	110 780 11,2 %
Résultat avant impôt sur le résultat	92 656 \$	35 746 \$	53 884 \$	56 910 \$ 159,2 %
Résultat net	71 582 \$	17 077 \$	43 186 \$	54 505 \$ négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	70 530 \$	13 024 \$	38 103 \$	57 506 \$ négl.
Participations ne donnant pas le contrôle	1 052 \$	4 053 \$	5 083 \$	(3 001) \$ (74,0) %
Résultat par action ordinaire – de base	0,58 \$	0,04 \$	0,29 \$	0,54 \$ négl.
Résultat par action ordinaire après dilution	0,48 \$	0,03 \$	0,27 \$	0,45 \$ négl.
Dividendes par action ordinaire	0,20 \$	0,15 \$	0,10 \$	0,05 \$ 33,3 %
Dividendes par action privilégiée de série A	0,9712 \$	0,9712 \$	1,173 \$	0,00 \$ 0,0 %
Dividendes par action privilégiée de série C	1,2482 \$	1,2482 \$	1,4375 \$	0,00 \$ 0,0 %
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁶	6,25 \$	5,71 \$	5,08 \$	0,54 \$ 9,5 %
Compte non tenu des éléments importants⁷				
Total des produits des activités ordinaires	1 190 567 \$	1 022 877 \$	878 353 \$	167 690 \$ 16,4 %
Total des charges	1 054 981 \$	912 270 \$	817 096 \$	142 711 \$ 15,6 %
Résultat avant impôt sur le résultat	135 586 \$	110 607 \$	61 257 \$	24 979 \$ 22,6 %
Résultat net	107 355 \$	81 657 \$	49 196 \$	25 698 \$ 31,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	106 303 \$	77 604 \$	43 903 \$	28 699 \$ 37,0 %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 052 \$	4 053 \$	5 293 \$	(3 001) \$ (74,0) %
Résultat par action ordinaire après dilution	0,80 \$	0,59 \$	0,32 \$	0,21 \$ 35,6 %
Données tirées de l'état de la situation financière				
Total de l'actif	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	728 558 \$ 18,1 %
Total du passif	3 870 934	3 165 813 \$	4 426 873 \$	705 121 \$ 22,7 %
Participations ne donnant pas le contrôle	1 997	13 571	11 858	(11 574) (85,3) %
Total des capitaux propres	876 363	841 352	764 785	35 011 4,2 %
Nombre d'employés	2 135	1 956	1 700	179 9,2 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à certains coûts immobiliers engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découplant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

5) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

6) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et

des débetures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

- 7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-après.
- 8) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited depuis le 18 septembre 2017, les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. depuis le 6 juin 2018, les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. depuis le 29 janvier 2019 et les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC. depuis le 13 février 2019.
- négl. : négligeable (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme négl.)

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2019	2018	2017	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	1 190 567 \$	1 022 877 \$	879 546 \$	167 690 \$	16,4 %
Total des charges selon les IFRS	1 097 911 \$	987 131 \$	825 662 \$	110 780 \$	11,2 %
<i>Produits des activités ordinaires</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Profits de change réalisés à la cession des activités à Singapour	—	—	1 193	—	—
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	1 190 567	1 022 877	878 353	167 690	16,4 %
<i>Charges</i>					
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 496	2 317	3 304	179	7,7 %
Frais connexes aux acquisitions	1 976	—	—	1 976	négl.
Frais de restructuration ²	13 070	4 704	—	8 366	177,8 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	42 399	—	(42 399)	(100,0) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	11 153	8 273	5 262	2 880	34,8 %
Frais de restructuration ²	—	2 939	—	(2 939)	négl.
Frais connexes aux acquisitions	1 088	6 732	—	(5 644)	(83,8) %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	4 058	—	(4 058)	(100,0) %
Frais de développement ⁴	245	—	—	245	négl.
Paiements incitatifs liés à l'acquisition ³	4 294	1 541	—	2 753	178,7 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>					
Perte sur débetures convertibles	8 608	—	—	8 608	négl.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	1 898	—	(1 898)	(100,0) %
Total des éléments importants	42 930	74 861	8 566	(31 931)	(42,7) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	1 054 981	912 270	817 096	142 711	15,6 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	135 586 \$	110 607 \$	61 257 \$	24 979 \$	22,6 %
Charge d'impôt sur le résultat – ajusté	28 231	28 950	12 061	(719)	(2,5) %
Résultat net – ajusté	107 355 \$	81 657 \$	49 196 \$	25 698 \$	31,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	96 899	68 011	32 825	28 888	42,5 %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	1,01 \$	0,73 \$	0,36 \$	0,28 \$	38,4 %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	0,80 \$	0,59 \$	0,32 \$	0,21 \$	35,6 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

3) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement et comptabilisés dans les frais de développement.

4) Frais liés à des coûts directement attribuables au développement d'un logiciel en interne employé dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

négl. : négligeable (les pourcentages de plus de 300 % sont indiqués comme négl.)

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change moyens en vigueur durant la période. Pour la période de douze mois close le 31 mars 2019 par rapport à la période correspondante close le 31 mars 2018, la livre sterling s'est appréciée en moyenne de 1,2 % par rapport au dollar canadien, alors que le dollar américain s'est apprécié en moyenne de 2,3 % par rapport au dollar canadien au cours de l'exercice 2019 comparativement à l'exercice 2018. Cette fluctuation des taux de change moyens a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges évaluée en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

RÉGIONS

Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans la région Autres établissements à l'étranger. Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15,0 % (42 % avant la date de clôture du 10 août 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2018) a été comptabilisée à des fins comptables depuis la date de clôture le 10 août 2018 de l'acquisition par la Société d'une participation supplémentaire de 30 %.

Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre région Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, dont nos nouvelles activités à Singapour entamées au cours de l'exercice 2019, et celles en Chine et à Hong Kong, et englobait également nos anciennes activités à la Barbade et nos activités de consultation et de mobilisation de capitaux à Singapour avant leur vente ou leur fermeture.

Ces reclassements témoignent de la contribution croissante de l'Australie et de l'association entre le Royaume-Uni et Dubaï. Aux fins des analyses présentées dans le présent rapport, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï sont indiquées comme étant « au Royaume-Uni ».

Sont pris en compte dans Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) les résultats d'exploitation de Hargreave Hale Limited (Hargreave Hale) depuis la date de clôture du 18 septembre 2017 et les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. (McCarthy) depuis la date de clôture du 29 janvier 2019. Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, Jitneytrade) sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture du 6 juin 2018. De plus, les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC. (Petsky Prunier) sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis depuis la date de clôture du 13 février 2019.

GOODWILL

Au 31 mars 2019, la Société a comptabilisé un goodwill d'un montant de 370,2 millions \$ dans son état de la situation financière et a inclus aux immobilisations incorporelles une immobilisation incorporelle à durée indéterminée d'un montant de 154,5 millions \$. Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

À partir des estimations faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis, n'avaient pas subi de perte de valeur. Cette évaluation faite par la direction au 31 mars 2019 pourrait néanmoins être révisée en fonction de changements économiques ou d'un contexte économique incertain. Si le contexte commercial devait changer et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis. Si des changements défavorables étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs. En outre, même s'il est possible qu'aucun changement ne soit apporté aux estimations liées à la performance utilisées par la Société pour déterminer si les immobilisations incorporelles à durée indéterminée ont subi une perte de valeur relativement à la marque Genuity, dans le cas où la Société modifie sa façon d'utiliser une immobilisation, elle pourrait devoir comptabiliser une charge de dépréciation.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2019 se sont établis à 1,2 milliard \$, en hausse de 16,4 %, ou 167,7 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2018. Pour le deuxième exercice d'affilée, les produits des activités ordinaires consolidés ont dépassé 1,0 milliard \$. L'augmentation enregistrée au titre des produits des activités ordinaires au cours de l'exercice précédent était essentiellement attribuable à une hausse des produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine mondiale de 91,5 millions \$ ainsi qu'à une hausse de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis.

Du fait d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux dans nos secteurs cibles, les produits des activités ordinaires du secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont augmenté de 66,8 millions \$, ou 10,5 %, comparativement à ceux de l'exercice 2018. Au cours de l'exercice 2019, nos activités aux États-Unis, qui ont profité d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux et de consultation ainsi que de la hausse du volume de négociation au cours de l'exercice, ont généré des produits des activités ordinaires de 303,6 millions \$, soit une augmentation de 67,6 millions \$, ou 28,7 %, comparativement à ceux inscrits au cours de l'exercice précédent. Notre entreprise canadienne a participé à de nombreuses transactions dans le secteur du cannabis, ce qui s'est traduit par une augmentation des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation comptabilisés au cours de l'exercice. La réalisation de notre acquisition de Jitneytrade au T1/19 a également contribué considérablement à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités au Canada, en regard de ceux enregistrés au cours de l'exercice 2018. Dans l'ensemble, les produits des activités ordinaires tirés de nos activités au Canada ont atteint 260,7 millions \$, soit une hausse de 44,6 millions \$, ou 20,6 %, par rapport à ceux inscrits au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. La hausse a été contrebalancée par la baisse enregistrée par nos activités au Royaume-Uni et en Australie. Nos activités au Royaume-Uni ont subi les contrecoups de l'incertitude du marché, ce qui s'est traduit par une diminution des produits des activités ordinaires de 19,7 millions \$, ou 15,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018. Nos activités en Australie ont connu une baisse de 25,7 millions \$, ou 45,0 %, en regard des produits inscrits à l'exercice 2018, laquelle est attribuable en partie aux profits exceptionnellement élevés comptabilisés sur certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés à l'exercice 2018 et au cours des périodes précédentes.

Conformément à notre orientation stratégique visant à accroître l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, les produits tirés des activités de gestion de patrimoine ont connu une hausse de 91,5 millions \$, ou 24,7 %, en comparaison de ceux de l'exercice 2018. Les produits tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont connu une croissance de 53,6 millions \$, ou 26,6 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2018, ce qui s'explique surtout par la prise en compte des produits des activités ordinaires pour un exercice complet tirés des activités de Hargreave Hale par suite de son acquisition à la fin du T2/18. Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont également généré des produits des activités ordinaires de 206,8 millions \$ au cours de l'exercice 2019, en hausse de 37,9 millions \$, ou 22,5 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 94,5 millions \$, ou 20,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018 pour s'établir à 556,5 millions \$ à l'exercice 2019. Comme il a déjà été mentionné, la croissance soutenue de nos activités de gestion de patrimoine a été le principal inducteur de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. En outre, la conclusion de l'acquisition de Jitneytrade au T1/19 a contribué à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés ont augmenté de 12,0 millions \$, ou 4,3 %, pour s'établir à 294,2 millions \$ pour l'exercice 2019, en regard de 282,2 millions \$ à l'exercice 2018. Nos activités aux États-Unis ont affiché une hausse de 32,7 millions \$, ou 79,5 %, et nos activités au Canada ont affiché une hausse de 9,5 millions \$, ou 7,6 %, par rapport à celles de l'exercice 2018, en raison de l'intensification des activités dans nos secteurs cibles. Cette hausse a été contrebalancée en grande partie par les baisses respectives de 9,8 millions \$, ou 35,5 %, et 23,5 millions \$, ou 57,2 %, enregistrées au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Australie. Comme il a déjà été mentionné, nos activités au Royaume-Uni ont subi les contrecoups du ralentissement des activités de financement de sociétés en raison de l'incertitude qui a régné au sein du marché au cours de l'exercice 2019. La diminution des produits tirés du financement de sociétés dans le cadre de nos activités en Australie découle en partie du fléchissement des activités de financement et des profits latents considérables comptabilisés sur certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés à l'exercice 2018, qui ont été en partie repris au cours de l'exercice 2019.

S'établissant à 142,2 millions \$ à l'exercice 2019, les produits tirés des honoraires de consultation ont présenté une hausse de 19,9 millions \$, ou 16,2 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à une augmentation du nombre de mandats de consultation réalisés dans le cadre de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada. Conformément à notre priorité visant la croissance de nos activités de consultation aux États-Unis, ce sont nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis qui ont dégagé l'augmentation la plus importante, soit 16,0 millions \$, ou 48,4 %. La conclusion de l'acquisition de Petsky Prunier au cours du T4/19 a également contribué modestement aux produits tirés des honoraires de consultation à l'exercice 2019. Les produits tirés des honoraires de consultation au Canada ont progressé de 9,5 millions \$, ou 23,9 %, par rapport à ceux inscrits au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. Ces hausses ont été compensées respectivement par des baisses de 6,2 millions \$, ou 12,9 %, et 0,9 million \$, ou 58,6 %, dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Australie, comparativement aux produits correspondants de l'exercice précédent, en raison d'une diminution du nombre de mandats de consultation réalisés dans ces deux secteurs.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont bondi de 11,9 millions \$ pour s'établir à 125,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, du fait surtout de la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis liée à la volatilité accrue sur le marché.

Les produits d'intérêts se sont inscrits à 51,0 millions \$ pour l'exercice 2019, en hausse de 23,1 millions \$, ou 83,0 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, à la faveur de la hausse des produits tirés de nos activités au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. La hausse des activités de financement de sociétés au Canada pendant l'exercice s'est soldée par une augmentation des occasions de prêts et des produits d'intérêts. Les produits divers se sont établis à 20,8 millions \$, soit une augmentation de 6,2 millions \$, ou 42,6 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent, en raison de la hausse des profits de change et de l'augmentation des produits tirés de Pinnacle Correspondent Services.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018
Rémunération au rendement	50,4 %	51,5 %	(1,1) p.p.
Charges salariales	9,8 %	9,7 %	0,1 p.p.
Autres charges indirectes ¹	29,9 %	29,2 %	0,7 p.p.
Frais de restructuration ^{2, 3}	1,1 %	0,7 %	0,4 p.p.
Frais connexes aux acquisitions ²	0,3 %	0,7 %	(0,4) p.p.
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ^{2, 3}	0,0 %	4,7 %	(4,7) p.p.
Perte sur extinction de débentures convertibles	0,7 %	0,0 %	0,7 p.p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁴	0,0 %	0,0 %	négl.
Total	92,2 %	96,5 %	(4,3) p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

3) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

4) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019 et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

p.p. : points de pourcentage

négl. : négligeable

Les charges de l'exercice 2019 ont été de 1,1 milliard \$, en hausse de 11,2 %, ou 110,8 millions \$, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 1,05 milliard \$, en hausse de 142,7 millions \$, ou 15,6 %, par rapport à celui de l'exercice 2018. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement diminué de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018.

Charge de rémunération

La charge de rémunération au rendement s'est fixée à 599,9 millions \$, en hausse de 73,3 millions \$, ou 13,9 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 50,4 % pour l'exercice 2019, en baisse de 1,1 point de pourcentage comparativement à 51,5 % pour l'exercice précédent. S'établissant à 116,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les charges salariales ont été de 17,5 millions \$, ou 17,7 %, plus élevées qu'à l'exercice 2018. L'augmentation est en grande partie attribuable aux coûts supplémentaires découlant de l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, dont la prise en compte des résultats d'exploitation de Hargreave Hale pour un exercice complet, par suite de son acquisition à la fin du T2/18. Les charges salariales liées à nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont également augmenté de 2,8 millions \$, ou 24,5 %, par rapport à celles de l'exercice 2018, en raison de l'augmentation des effectifs. Malgré la hausse des coûts fixes du personnel, la charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) a représenté 60,2 % au cours de l'exercice 2019, soit une diminution de 1,0 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018
Frais de négociation	83 577 \$	68 209 \$	22,5 %
Locaux et matériel	41 719	39 605	5,3 %
Communications et technologie	64 930	56 346	15,2 %
Intérêts	25 453	18 437	38,1 %
Frais d'administration	100 768	83 982	20,0 %
Amortissement ¹	24 280	24 007	1,1 %
Frais de développement	15 513	7 664	102,4 %
Total des autres charges indirectes	356 240 \$	298 250 \$	19,4 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Afin de soutenir l'augmentation de nos effectifs, l'intensification des activités sur les marchés des capitaux, dont nos activités de négociation à titre de contrepartiste, et l'expansion de nos activités de gestion de patrimoine du fait de l'acquisition de Hargreave Hale, toutes les autres charges indirectes ont augmenté par rapport à celles de l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les autres charges indirectes, qui figurent dans le tableau précédent, ont augmenté de 356,2 millions \$, ou 19,4 %, au cours de l'exercice 2019, représentant 29,9 % des produits des activités ordinaires par rapport à 29,2 % à l'exercice 2018. Les frais de négociation, les frais liés aux communications et à la technologie, la charge d'intérêts, les frais d'administration et les frais de développement figurent au nombre des hausses les plus importantes enregistrées au titre des charges indirectes.

Les frais de négociation ont grimpé de 15,4 millions \$, ou 22,5 %, comparativement à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2018, en raison surtout de la hausse des coûts notés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ce qui est conforme à l'augmentation des produits connexes. La réalisation de notre acquisition de Jitneytrade au T1/19 a également contribué à la hausse des frais de négociation enregistrés dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Bien que généralement conformes à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires, les frais de négociation aux États-Unis ont également été touchés par les frais de conversion de certificats américains d'actions étrangères et les frais de règlement et de compensation engagés à l'échelle internationale, qui ne varient pas nécessairement en fonction des produits des activités ordinaires.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont grimpé de 8,6 millions \$, ou 15,2 %, à l'exercice 2019, par rapport à ceux de l'exercice précédent. En raison de l'augmentation de nos effectifs par suite de l'accroissement de nos activités de gestion de patrimoine, les frais liés aux communications et à la technologie de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord ont augmenté respectivement de 4,6 millions \$ et 1,2 million \$ par rapport à l'exercice 2018. La prise en compte des charges d'exploitation liées à Hargreave Hale pour un exercice complet 2019 a également contribué à cette hausse, la conclusion de l'acquisition ayant eu lieu à la fin du T2/18. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont aussi inscrit une hausse de 1,5 million \$, ou 20,1 %, sur le plan des frais liés aux communications et à la technologie, attribuable à la croissance dans ce secteur d'activité.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont augmenté de 16,8 millions \$, ou 20,0 %, en comparaison de ceux comptabilisés à l'exercice 2018. Nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont enregistré une hausse de 6,0 millions \$, ou 71,9 %, sur ce plan par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des frais liés aux conférences et des frais de bureaux pour encourager la croissance de ces activités et des frais de transfert liés aux comptes de nouveaux clients. Les frais d'administration liés à nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont également augmenté de 1,9 million \$, ou 11,3 %, en regard de ceux inscrits pour l'exercice clos le 31 mars 2018, compte tenu principalement des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre juridique en cours et de la prise en compte d'un exercice complet d'activités de Hargreave Hale au cours de l'exercice 2019. Au cours de l'exercice 2019, les frais d'administration liés aux activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada ont, quant à eux, augmenté respectivement de 2,4 millions \$ et 0,7 million \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par les honoraires professionnels supplémentaires engagés pour soutenir la croissance dans ces régions. L'acquisition de Jitneytrade a également contribué à la hausse des frais d'administration dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

S'établissant à 25,5 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, la charge d'intérêts a augmenté de 7,0 millions \$, ou 38,1 %, comparativement à celle de l'exercice 2018. Dans notre secteur Non sectoriel et autres, la comptabilisation accélérée de la charge d'intérêts liée au rachat de 60,0 millions \$ de débetures subordonnées de premier rang non garanties émises en octobre 2016 au cours du T2/19 et, dans le cadre de ce rachat, l'augmentation des débetures convertibles en circulation découlant de l'émission de débetures convertibles au cours du T2/19 ont constitué une partie de l'augmentation de 4,8 millions \$ enregistrée dans ce secteur. En outre, la charge d'intérêts a également augmenté de 1,0 million \$ dans nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, par rapport à celle de l'exercice précédent, en raison des intérêts plus élevés liés aux comptes clients découlant de l'augmentation des soldes de trésorerie dans les comptes clients détenus au cours de la période ainsi que des hausses des taux d'intérêt survenues au cours de l'exercice.

Les frais de développement ont augmenté de 7,8 millions \$, ou 102,4 %, pour s'établir à 15,5 millions \$ à l'exercice 2019, essentiellement en raison des coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale. De surcroît, des coûts relatifs aux mesures incitatives à l'intention des nouveaux employés comptabilisés dans nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord ont également contribué à l'augmentation des frais de développement.

Des frais de restructuration de 13,1 millions \$ enregistrés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni au T1/19 et au T4/19. Ceux-ci comprenaient des indemnités de cessation d'emploi et certains coûts immobiliers liés à la restructuration.

Dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade, la Société a engagé des frais connexes aux acquisitions de 1,2 million \$ au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. En outre, la Société a inscrit 1,1 million \$ au titre des frais connexes aux acquisitions liés à l'acquisition de McCarthy Taylor et à l'acquisition de Thomas Miller annoncée en mai 2019 dans ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Au chapitre de ses activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, la Société a inscrit des frais connexes aux acquisitions de 0,8 million \$ liés à l'acquisition de Petsky Prunier.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat a été de 21,1 millions \$ pour l'exercice 2019, reflétant un taux d'impôt effectif de 22,7 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 52,2 % à l'exercice précédent. La différence dans le taux d'impôt effectif est principalement attribuable à la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger au cours des exercices précédents et de certains ajustements apportés aux provisions pour impôt comptabilisées au cours de périodes précédentes.

RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'exercice 2019 s'est établi à 71,6 millions \$ comparativement à celui de 17,1 millions \$ dégagé à l'exercice 2018, soit une augmentation de 54,5 millions \$, ou 319,2 %, laquelle découle essentiellement de la hausse des produits des activités ordinaires et de la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT à l'exercice 2018, comme il est décrit dans le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2018. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 61,1 millions \$ pour l'exercice 2019, comparativement à 3,4 millions \$ pour celui de l'exercice 2018. Le résultat par action ordinaire après dilution a été de 0,48 \$ à l'exercice 2019, comparativement à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,03 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2019 s'est chiffré à 107,4 millions \$, ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 96,9 millions \$, par rapport à un résultat net de 81,7 millions \$ ou un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 68,0 millions \$ à l'exercice 2018. Le résultat par action après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,80 \$ pour l'exercice 2019, par rapport à 0,59 \$ à l'exercice précédent.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2019. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2019				Exercice 2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	137 578 \$	143 115 \$	139 402 \$	136 380 \$	135 148 \$	125 709 \$	96 125 \$	104 955 \$
Financement de sociétés	60 316	98 978	67 426	67 521	95 514	112 629	33 356	40 696
Honoraires de consultation	32 220	40 698	44 396	24 914	40 930	31 957	30 589	18 896
Négociation à titre de contrepartiste	35 197	30 776	28 949	30 908	36 047	29 138	22 849	25 887
Intérêts	13 733	12 703	15 326	9 246	10 045	6 861	5 793	5 176
Autre	5 764	5 330	4 537	5 154	4 396	3 148	2 835	4 198
Total des produits des activités ordinaires	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442	191 547	199 808
Total des charges	279 265	290 991	275 414	252 241	324 379	262 559	198 613	201 580
Résultat net avant impôt sur le résultat	5 543	40 609	24 622	21 882	(2 299)	46 883	(7 066)	(1 772)
Résultat net	2 456 \$	32 458 \$	18 019 \$	18 649 \$	(9 703) \$	36 598 \$	(7 258) \$	(2 560) \$
Résultat par action – de base ⁴	0,00 \$	0,31 \$	0,11 \$	0,16 \$	(0,15) \$	0,35 \$	(0,11) \$	(0,05) \$
Résultat par action – après dilution ⁴	0,00 \$	0,25 \$	0,09 \$	0,14 \$	(0,15) \$	0,29 \$	(0,11) \$	(0,05) \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$
Résultat par action – de base ⁴	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$
Résultat par action – après dilution ⁴	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$

- 1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).
- 3) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » ci-après.
- 4) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action pour l'exercice.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES, COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2019				Exercice 2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	284 808 \$	331 600 \$	300 036 \$	274 123 \$	322 080 \$	309 442 \$	191 547 \$	199 808 \$
Total des charges selon les IFRS	279 265	290 991	275 414	252 241	324 379	262 559	198 613	201 580
Produits des activités ordinaires								
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442	191 547	199 808
Charges								
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>								
<i>Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	639	639	639	579	579	579	579	580
Frais de restructuration ³	11 754	—	—	1 316	—	—	4 256	448
Frais connexes aux acquisitions	803	—	—	1 173	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	42 399	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>								
<i>Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 801	2 745	2 751	2 856	2 867	2 820	1 262	1 324
Frais de restructuration	—	—	—	—	939	—	2 000	—
Frais connexes aux acquisitions	918	170	—	—	184	—	4 364	2 184
Frais de développement ⁵	—	245	—	—	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	4 058	—	—	—
Paiements incitatifs liés à l'acquisition ⁴	(237)	1 490	1 498	1 543	1 541	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Perte sur débetures convertibles ⁶	—	—	8 608	—	—	—	—	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	1 898	—	—	—
Total des éléments importants	16 678	5 289	13 496	7 467	54 465	3 399	12 461	4 536
Total des charges compte non tenu des éléments importants	262 587	285 702	261 918	244 774	269 914	259 160	186 152	197 044
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	22 221 \$	45 898 \$	38 118 \$	29 349 \$	52 166 \$	50 282 \$	5 395 \$	2 764 \$
Charge d'impôt sur le résultat – ajusté	5 611	9 055	9 251	4 314	14 854	11 100	1 847	1 149
Résultat net – ajusté	16 610 \$	36 843 \$	28 867 \$	25 035 \$	37 312 \$	39 182 \$	3 548 \$	1 615 \$
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	14 466 \$	34 491 \$	26 291 \$	21 651 \$	33 003 \$	34 665 \$	970 \$	(627) \$
Résultat par action – de base, ajusté ⁷	0,15 \$	0,35 \$	0,27 \$	0,23 \$	0,36 \$	0,38 \$	0,01 \$	(0,01) \$
Résultat par action – après dilution, ajusté ⁷	0,12 \$	0,28 \$	0,23 \$	0,19 \$	0,28 \$	0,31 \$	0,01 \$	(0,01) \$

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Les frais de restructuration comptabilisés au T1/19 et au T4/19 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour le T2/18 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, ainsi qu'à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis. En outre, des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale ont été comptabilisés aux deuxième et quatrième trimestres de l'exercice 2018.

4) Les coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale sont déterminés en fonction de l'atteinte de cibles financières et d'autres critères de rendement et comptabilisés dans les frais de développement.

5) Frais liés à des coûts directement attribuables au développement d'un logiciel en interne employé dans le cadre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

6) Au T2/19, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débetures éteintes. Le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution.

7) En raison de l'arrondissement des montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice ou du calcul de l'effet dilutif des engagements d'émission d'actions sur ces montants, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au résultat par action depuis le début de l'exercice.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, les activités dans nos secteurs cibles et l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

En raison de la hausse des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans nos secteurs cibles au Canada et aux États-Unis au cours des derniers trimestres et de la hausse de l'apport de nos activités de gestion de patrimoine mondiale, les produits des activités ordinaires et le résultat net, compte non tenu des éléments importants¹, générés à l'exercice 2019 ont beaucoup progressé par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires de quatre des huit derniers trimestres ont dépassé les 300,0 millions \$ pour s'établir à un sommet record de 331,6 millions \$ au T3/19. Malgré une diminution des produits des activités ordinaires de 14,1 % au T4/19 par rapport à ceux du trimestre précédent, le total des produits des activités ordinaires à l'exercice 2019 s'est dressé à 1,2 milliard \$, franchissant le cap du 1,0 milliard \$ pour un deuxième exercice consécutif.

Malgré le recul du cours des actions mondiales vers la fin de l'année civile 2018, jumelé aux perspectives toujours empreintes d'incertitude quant à l'économie mondiale, les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont généré des produits des activités ordinaires annuels de 704,3 millions \$, soit une augmentation de 10,5 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Dans l'ensemble, les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont grimpé en regard de ceux de l'exercice 2018, reflet de notre participation active dans de nombreuses transactions réalisées dans le secteur du cannabis. Compte tenu de l'apport de Jitneytrade depuis le T1/19, les produits tirés des commissions et des honoraires se sont accrus depuis la conclusion de cette acquisition. Au T4/19, les produits des activités ordinaires ont affiché une baisse de 34,6 % comparativement à ceux exceptionnellement élevés dégagés au cours du T3/19, et ce, en raison de la déferescence du marché du financement et de la réalisation de moins de mandats de consultation. La région du Canada a toujours bien fait au cours des huit derniers trimestres, la marge bénéficiaire avant impôt, compte non tenu des éléments importants¹, atteignant un sommet de 32,5 % au T2/19.

Les produits trimestriels tirés de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis au cours de l'exercice 2019 ont nettement progressé par rapport à ceux des premiers trimestres de l'exercice 2018. Sur l'ensemble des huit derniers trimestres, c'est au T3/19 que nous avons établi un record, soit 81,2 millions \$, au titre des produits des activités ordinaires. Le bon rendement de notre groupe Actions internationales s'est maintenu, les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste atteignant les 27,0 millions \$ au cours des deux derniers trimestres de l'exercice 2019. L'accent mis sur la croissance de nos activités de consultation a permis de dégager des produits tirés des honoraires de consultation supérieurs à ceux générés au cours des plus récents trimestres. La conclusion de l'acquisition de Petsky Prunier au cours du T4/19 a également contribué aux produits tirés des honoraires de consultation de 15,6 millions \$ affichés au cours du dernier trimestre de l'exercice 2019. Compte non tenu des éléments importants¹, nos activités aux États-Unis se sont aussi avérées rentables au cours des six derniers trimestres.

En ce qui a trait à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, une période prolongée d'incertitude tant sur le plan politique que sur les marchés au Royaume-Uni a eu une incidence sur nos activités de mobilisation de capitaux, nos activités de consultation et nos activités connexes, entraînant la décroissance des produits des activités ordinaires et de la rentabilité. Au T4/19, la Société a annoncé qu'elle mettrait en œuvre un plan de restructuration afin que les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni soient plus ciblées. Par suite de la restructuration, une charge de 11,8 millions \$ ayant trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers a été comptabilisée au T4/19.

Les produits tirés de nos activités en Australie ont été élevés au cours du premier semestre de l'exercice 2019, mais ont subi l'incidence du ralentissement des activités de financement survenu au cours du deuxième semestre de l'exercice. Malgré une perte d'exploitation au T4/19, cette région est demeurée rentable dans son ensemble au cours de l'exercice 2019. La baisse des produits des activités ordinaires de cette région à l'exercice 2019 est attribuable aux bénéfices et aux profits latents comptabilisés au cours de l'exercice 2018, notamment au cours du T3/18 et du T4/18, sur certaines positions liées aux titres détenus et aux bons de souscription se rapportant aux activités de financement de sociétés.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont subi l'incidence positive de la stabilisation de la conjoncture, de l'amélioration des activités de transaction et de la croissance des actifs gérés. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 4,2 % au T4/19 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et se sont maintenus en regard du trimestre précédent. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté, à l'instar des produits attribuables aux activités de financement de sociétés de ce secteur qui ont également connu une hausse importante au cours des huit derniers trimestres, reflétant l'augmentation de la participation des particuliers dans les nouvelles émissions d'actions dans le cadre de nos activités au Canada, en raison de la hausse de l'activité associée à des secteurs nouveaux et en développement comme celui du cannabis. Cette région a eu une incidence positive sur la rentabilité de Groupe Canaccord Genuity au cours des derniers trimestres, conférant ainsi davantage de stabilité à son rendement global. Les actifs sous gestion ont progressé au T4/19, augmentant de 49,9 % par rapport à ceux du T4/18 pour s'établir à 4,2 milliards \$ en raison des actifs additionnels apportés par le recrutement de nouveaux conseillers en placement et de l'amélioration globale des valeurs de marché. Les actifs sous administration, y compris les actifs sous gestion, ont augmenté de 32,8 %, passant de 15,6 milliards \$ à la fin de l'exercice 2018 à 20,7 milliards \$ à la fin de l'exercice 2019. Les produits tirés des honoraires ont continué à progresser et ont atteint 38,4 % au T4/19.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Au cours de l'exercice 2018, les activités de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont élargies, par suite de la conclusion de l'acquisition de Hargreave Hale à la fin du T2/18 et de celle de McCarthy Taylor au T4/19. Les produits trimestriels générés par cette région ont augmenté, passant d'environ 38,0 millions \$ au cours du premier semestre de l'exercice 2018 à plus de 62,0 millions \$ depuis la conclusion de l'acquisition de Hargreave Hale. Malgré l'augmentation des charges d'exploitation de cette région du fait de l'expansion de ce secteur et de l'augmentation de nos effectifs, notre marge bénéficiaire avant impôt est demeurée solide à 18,0 % au T4/19, compte non tenu des éléments importants¹. À la fin du T4/19, les produits tirés des honoraires s'établissaient à 73,4 %, une hausse de 6,1 points de pourcentage par rapport à ceux du T4/18 du fait de la variation des activités de transaction pendant l'exercice. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont diminué de 1,5 % à la fin du T4/19, comparativement à ceux inscrits à la fin du T4/18. Évalués en monnaie locale, les ASG ont augmenté de 2,6 %, passant ainsi à 25,4 milliards £ au 31 mars 2019.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien.

Rendement du quatrième trimestre de 2019

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 284,8 millions \$, soit 37,3 millions \$, ou 11,6 %, de moins que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités de gestion de patrimoine mondiale ont généré une hausse des produits des activités ordinaires de 0,8 million \$ par rapport au T4/18, du fait surtout de l'augmentation des produits de 2,2 millions \$ tirés des activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, en partie contrebalancée par une baisse de 1,4 million \$ au titre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Le secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity a affiché une diminution des produits des activités ordinaires de 40,6 millions \$, ou 20,3 %, par rapport à ceux du T4/18, des baisses ayant été constatées dans chacune de nos principales régions, à l'exception de celle des États-Unis. En effet, nos activités aux États-Unis ont présenté une augmentation des produits des activités ordinaires de 5,3 millions \$ ou 7,8 %, comparativement à ceux du T4/18, qui relève essentiellement de la hausse des produits tirés des honoraires de consultation découlant en partie de l'acquisition de Petsky Prunier réalisée en février 2019. La baisse des produits des activités ordinaires au titre de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada s'explique en grande partie par la diminution des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation, en regard de ceux enregistrés au T4/18, qui s'est avéré un trimestre record. En Australie, les produits des activités ordinaires ont diminué de 16,8 millions \$, ou 83,7 %, par comparaison avec ceux du T4/18, en raison surtout de la baisse des produits tirés du financement de sociétés découlant du recul des activités de financement ainsi que de la diminution des profits sur certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 5,9 millions \$, ou 17,0 %, des produits générés par nos activités au Royaume-Uni découle d'un ralentissement des activités de financement de sociétés dans cette région.

Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 2,4 millions \$, ou 1,8 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 137,6 millions \$, ce qui est surtout attribuable à nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, comme il a été mentionné précédemment. Au T4/19, les produits tirés du financement de sociétés ont reculé de 35,2 millions \$, ou 36,9 %, pour s'établir à 60,3 millions \$ dans l'ensemble des principales régions où nous menons nos activités, compte tenu du ralentissement des activités de financement par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au T4/19, les produits tirés des honoraires de consultation ont diminué de 8,7 millions \$, ou 21,3 %, par rapport ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour se fixer à 32,2 millions \$, baisse attribuable aux produits moins élevés générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et au Royaume-Uni, en partie contrebalancés par la hausse des produits tirés des honoraires de consultation dégagée aux États-Unis. Comme il a été mentionné précédemment, la conclusion de l'acquisition de Petsky Prunier au cours du T4/19 dans le cadre de nos activités aux États-Unis a favorisé la hausse des produits tirés des honoraires de consultation observée dans cette région.

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont chuté de 0,9 million \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2019 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires générés dans nos activités de négociation aux États-Unis. Les produits d'intérêts se sont inscrits à 13,7 millions \$ au T4/19, en hausse de 3,7 millions \$ par rapport à ceux du T4/18, à la faveur principalement de nos activités de gestion de patrimoine au Canada découlant de l'augmentation du nombre de prêts sur marges et de l'accroissement des activités de prêt de titres. Les produits divers se sont établis à 5,8 millions \$, soit une augmentation de 1,4 million \$, ou 31,1 %, par rapport à ceux du T4/2018, attribuable à la hausse des produits tirés de Pinnacle Correspondent Services.

Les charges ont totalisé 279,3 millions \$, en baisse de 45,1 millions \$, ou 13,9 %, en regard de celles du T4/18, du fait surtout de la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme (RILT) au T4/18, comme il est décrit dans le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2018. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 262,6 millions \$, en baisse de 7,3 millions \$, ou 2,7 %, en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement a diminué de 16,5 millions \$, ou 10,3 %, par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est conforme à la diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 2,7 millions \$, ou 9,5 %, par rapport à celles du T4/18, du fait surtout d'une augmentation de l'effectif. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement et les charges salariales) exprimée en pourcentage des produits

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

des activités ordinaires a augmenté de 2,8 points de pourcentage pour s'établir à 61,5 % au T4/19 par rapport à celle du T4/18, en raison de la hausse des coûts fixes du personnel, amplifiée par la diminution des produits des activités ordinaires.

Compte non tenu des éléments importants¹, les charges indirectes autres que de rémunération exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont augmenté de 5,6 points de pourcentage au T4/19 en regard de celles du T4/18, ce qui reflète la baisse des produits des activités ordinaires et la nature fixe de certaines charges. Les hausses les plus importantes dans les charges indirectes par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent concernent les frais d'administration et les frais liés aux communications et à la technologie. Ces hausses ont été compensées par la diminution de 2,4 millions \$ des frais de négociation, découlant d'une variation dans les activités de négociation à l'échelle internationale.

La hausse de 5,0 millions \$ des frais d'administration découle essentiellement des frais plus élevés liés à nos activités de gestion de patrimoine en Amérique du Nord, à l'appui de la croissance dans cette région. Les frais liés à la communication et à la technologie ont progressé de 3,2 millions \$, du fait de l'augmentation de l'effectif dans les différentes régions, l'augmentation la plus importante s'inscrivant dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Au T2/19, un montant de 13,5 millions \$ a été comptabilisé au titre d'une perte sur extinction de débentures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016. Cette perte a fait l'objet d'un ajustement qui se reflète directement dans les capitaux propres. Une tranche de 4,9 millions \$ de cette perte se rapportait à l'option de conversion des débentures éteintes. Le rajustement n'a eu aucune incidence sur le calcul du résultat par action, de base ou après dilution.

Les frais de restructuration de 11,8 millions \$ comptabilisés ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni annoncés au T4/19. Les frais connexes aux acquisitions se sont chiffrés à 1,7 million \$ au T4/19 et se rapportent aux acquisitions de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier réalisées avant le 31 mars 2019 et aux frais liés à l'acquisition de Thomas Miller annoncée en mai 2019.

La charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 3,1 millions \$ au T4/19 par rapport à celle de 7,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2018. Compte non tenu des éléments importants¹, le taux d'impôt effectif pour le T4/19 s'est établi à 25,3 %, comparativement à 28,5 % pour le T4/18.

Le résultat net pour le quatrième trimestre de l'exercice 2019 s'est élevé à 2,5 millions \$, comparativement à une perte nette de 9,7 millions \$ au T4/18. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 0,3 million \$ au T4/19, comparativement à celui de 14,0 millions \$ au T4/18. Le résultat par action ordinaire après dilution pour le trimestre considéré s'est établi à 0,00 \$, par rapport à celui de 0,15 \$ au T4/18. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net a atteint 16,6 millions \$ au T4/19 en regard de 37,3 millions \$ au T4/18, soit une diminution de 20,7 millions \$, ou 55,5 %, ce qui découle surtout de la baisse des produits des activités ordinaires par rapport à ceux inscrits au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est élevé à 14,5 millions \$ par rapport à 33,0 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants¹, s'est établi à 0,12 \$ au T4/19 par rapport à 0,28 \$ au T4/18.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars								
(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2019				2018			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	260 665 \$	204 420 \$	24 430 \$	489 515 \$	216 106 \$	165 891 \$	15 056 \$	397 053 \$
Royaume-Uni et Europe	108 789	254 985	—	363 774	128 458	201 383	—	329 841
États-Unis	303 587	2 406	—	305 993	235 942	2 991	—	238 933
Australie	31 366	—	—	31 366	57 022	—	—	57 022
Autres établissements à l'étranger	(81)	—	—	(81)	28	—	—	28
Total des produits des activités ordinaires	704 326	461 811	24 430	1 190 567	637 556	370 265	15 056	1 022 877
Charges	622 760	388 741	86 410	1 097 911	607 906	320 737	58 488	987 131
Imputations intersectorielles	18 689	14 467	(33 156)	—	16 524	15 529	(32 053)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	62 877 \$	58 603 \$	(28 824) \$	92 656 \$	13 126 \$	33 999 \$	(11 379) \$	35 746 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Produits des activités ordinaires	704 326	461 811	24 430	1 190 567	637 556	370 265	15 056	1 022 877
Charges	605 218	371 961	77 802	1 054 981	558 486	297 194	56 590	912 270
Imputations intersectorielles	18 689	14 467	(33 156)	—	16 524	15 529	(32 053)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	80 419 \$	75 383 \$	(20 216) \$	135 586 \$	62 546 \$	57 542 \$	(9 481) \$	110 607 \$
Nombre d'employés	832	995	308	2 135	730	938	288	1 956

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 23 des états financiers consolidés audités à la page 113.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Aperçu

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Marchés des capitaux Canaccord Genuity compte des établissements dans 21 villes réparties dans neuf pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires et à améliorer l'alignement dans l'ensemble de nos activités et de nos régions. Pour l'exercice 2019, 63,0 % du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Les initiatives d'harmonisation mondiales mises en œuvre par Marchés des capitaux Canaccord Genuity permettent à la Société de se tailler une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé à un total de 344 transactions, mobilisant ainsi un produit brut de 31,1 milliards \$¹ au cours de l'exercice 2019. Au nombre de celles-ci, Marché des capitaux Canaccord Genuity a été chef de file ou cochef de file pour 176 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 7,0 milliards \$.

Perspectives

Marchés des capitaux Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à notre entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Marchés des

1) Transactions de plus de 1,5 million \$ CA.

capitaux Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Marchés des capitaux Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement des activités sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Marchés des capitaux Canaccord Genuity dans le monde et affiner son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

Les résultats d'exploitation de Jitneytrade et de Petsky Prunier sont pris en compte depuis leurs dates de clôture respectives, soit le 6 juin 2018 et le 13 février 2019.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2019						2018					
	Canada	Royaume-Uni ⁵	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total	Canada	UK ⁵	États-Unis	Australie	Autres établissements à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	260 665 \$	108 789 \$	303 587 \$	31 366 \$	(81) \$	704 326 \$	216 106 \$	128 458 \$	235 942 \$	57 022 \$	28 \$	637 556 \$
Charges												
Rémunération au rendement	128 206	73 028	160 215	18 017	248	379 714	112 655	80 023	128 023	30 754	3	351 458
Charges salariales	6 356	5 250	10 403	1 964	560	24 533	5 381	5 672	11 890	1 881	688	25 512
Autres charges indirectes	53 052	38 333	101 533	9 407	690	203 015	45 875	40 621	87 565	9 195	577	183 833
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	—	—	—	11 657	12 870	17 872	—	—	42 399
Frais de développement	72	96	284	—	—	452	—	—	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	1 173	—	803	—	—	1 976	—	—	—	—	—	—
Frais de restructuration	—	13 070	—	—	—	13 070	2 366	448	1 890	—	—	4 704
Total des charges	188 859	129 777	273 238	29 388	1 498	622 760	177 934	139 634	247 240	41 830	1 268	607 906
Imputations intersectorielles ³	12 458	2 908	3 037	286	—	18 689	10 159	2 969	3 113	283	—	16 524
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	59 348 \$	(23 896) \$	27 312 \$	1 692 \$	(1 579) \$	62 877 \$	28 013 \$	(14 145) \$	(14 411) \$	14 909 \$	(1 240) \$	13 126 \$
Compte non tenu des éléments importants⁴												
Total des produits des activités ordinaires	260 665	108 789	303 587	31 366	(81)	704 326	216 106	128 458	235 942	57 022	28	637 556
Total des charges	185 194	116 707	272 431	29 388	1 498	605 218	161 599	126 316	227 473	41 830	1 268	558 486
Imputations intersectorielles ³	12 458	2 908	3 037	286	—	18 689	10 159	2 969	3 113	283	—	16 524
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ³	63 013 \$	(10 826) \$	28 119 \$	1 692 \$	(1 579) \$	80 419 \$	44 348 \$	(827) \$	5 356 \$	14 909 \$	(1 240) \$	62 546 \$
Nombre d'employés	255	197	308	68	4	832	189	214	256	68	3	730

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 44.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les activités à Dubaï.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2019 et l'exercice 2018
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	37,0 %	33,9 %	3,1 p.p.
Royaume-Uni et Europe ¹	15,4 %	20,2 %	(4,8) p.p.
États-Unis	43,1 %	37,0 %	6,1 p.p.
Australie	4,5 %	8,9 %	(4,4) p.p.
Autres établissements à l'étranger	0,0 %	0,0 %	(0,0) p.p.
	100 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

1) Comprend les activités à Dubaï.

Marché des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 704,3 millions \$, en hausse de 66,8 millions \$, ou 10,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018, compte tenu de l'accroissement des activités de financement et de consultation au cours de l'exercice. Les produits des activités ordinaires ont augmenté davantage aux États-Unis, où ils ont progressé de 67,6 millions \$, ou 28,7 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis est surtout attribuable à une hausse des produits tirés du financement de sociétés et des honoraires de consultation. Au Canada, les produits des activités ordinaires ont grimpé de 44,6 millions \$, ou 20,6 %, en regard de ceux de l'exercice 2018, ce qui découle en partie de notre participation active dans de nombreuses transactions réalisées dans le secteur du cannabis. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités au Royaume-Uni ont fléchi de 19,7 millions \$, ou 15,3 %, pour s'établir à 108,8 millions \$ à l'exercice 2019, du fait du recul des produits tirés des activités de financement lié à l'incertitude du marché dans cette région. Nos activités en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 31,4 millions \$, soit une baisse de 25,7 millions \$, ou 45,0 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018, sous l'effet d'un ralentissement des activités de financement au cours du deuxième semestre de l'exercice 2019 ainsi que des profits moins élevés comptabilisés sur certaines positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus et reçus à titre d'honoraires se rapportant aux activités de financement de sociétés au cours de la période considérée et des périodes précédentes.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2019, la Société a continué de diversifier ses secteurs cibles. L'apport de nos activités de mobilisation de capitaux dans le secteur soins de santé et sciences de la vie comprend les produits tirés des activités liées au cannabis, et nous constatons que nos activités de financement de sociétés aux États-Unis ont constitué un vecteur important de la croissance des produits tirés des sous-secteurs service de santé et technologie de l'information en santé. Les produits tirés des secteurs de la technologie et de l'industrie sont essentiellement attribuables à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Canada et témoignent de l'accroissement soutenu de notre secteur de la technologie aux États-Unis.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE**Transactions et produits de financement de sociétés par secteur**

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019	
	En % des transactions de financement des sociétés	En % des produits de financements des sociétés
Sciences de la vie	24,6 %	47,9 %
Technologie et industries	12,1 %	15,6 %
Industries	4,3 %	7,6 %
Produits financiers	9,0 %	7,6 %
Métaux et mines	15,6 %	6,4 %
Autres	16,4 %	3,8 %
Produits diversifiés	6,7 %	3,8 %
Produits de consommation et de détail	5,4 %	3,8 %
Immobilier	5,2 %	2,1 %
Développement durable	0,7 %	1,4 %
Total	100,0 %	100,0 %

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION**Transactions de financement de sociétés par secteur (en % du nombre de transactions de financement de sociétés pour chaque région)**

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019			
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie
Sciences de la vie	23,1 %	10,0 %	45,6 %	10,0 %
Technologie et industries	7,4 %	4,3 %	32,5 %	6,7 %
Industries	0,3 %	8,6 %	14,9 %	0,0 %
Produits de consommation et de détail	3,5 %	5,7 %	6,1 %	13,3 %
Produits financiers	7,1 %	35,7 %	0,9 %	3,3 %
Produits diversifiés	11,9 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Métaux et mines	17,6 %	2,9 %	0,0 %	50,0 %
Autres	21,2 %	21,4 %	0,0 %	16,7 %
Immobilier	7,7 %	7,1 %	0,0 %	0,0 %
Développement durable	0,2 %	4,3 %	0,0 %	0,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés par secteur pour chaque région)

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019			
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie
Sciences de la vie	70,2 %	4,2 %	42,1 %	18,6 %
Technologie et industries	6,1 %	0,6 %	38,1 %	12,1 %
Industries	0,0 %	15,1 %	16,9 %	0,0 %
Produits financiers	1,3 %	44,5 %	0,0 %	0,6 %
Métaux et mines	6,8 %	1,3 %	0,0 %	48,7 %
Autres	3,4 %	11,6 %	0,0 %	6,1 %
Produits diversifiés	8,1 %	0,0 %	0,0 %	0,5 %
Produits de consommation et de détail	1,1 %	9,5 %	2,9 %	13,4 %
Immobilier	2,6 %	5,8 %	0,0 %	0,0 %
Développement durable	0,4 %	7,4 %	0,0 %	0,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Soins de santé et sciences de la vie.

CHARGES

Les charges de l'exercice 2019 se sont élevées à 622,8 millions \$, une hausse de 14,9 millions \$, ou 2,4 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges pour l'exercice 2019 a été de 605,2 millions \$, une hausse de 46,7 millions \$, ou 8,4 %, comparativement à l'exercice 2018. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges a diminué de 6,9 points de pourcentage par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2018.

Rémunération au rendement et charges salariales

Pour l'exercice 2019, la charge de rémunération au rendement a augmenté de 28,3 millions \$, ou 8,0 %, par rapport à celle de l'exercice 2018. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,2 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2018, pour s'établir à 53,9 %. Les charges salariales pour l'exercice 2019 ont reculé de 1,0 million \$, ou 3,8 %, par rapport à celles de l'exercice 2018. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 57,4 % pour l'exercice clos le 31 mars 2019, en baisse de 1,7 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2018.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 3,0 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2018, du fait de la hausse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. Le ratio de la rémunération de nos activités aux États-Unis s'est établi à 56,2 % pour l'exercice 2019, une baisse de 3,1 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent, du fait d'une réduction des charges salariales. Dans nos activités au Royaume-Uni, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 5,3 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2018, du fait de la baisse des produits des activités ordinaires relativement aux coûts fixes du personnel. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités en Australie a représenté 63,7 %, soit une hausse de 6,5 points de pourcentage qui s'explique par la diminution des produits des activités ordinaires et la nature invariable de certains coûts fixes du personnel.

Charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019
Canada	51,6 %	54,6 %	(3,0) p.p.
Royaume-Uni et Europe	72,0 %	66,7 %	5,3 p.p.
États-Unis	56,2 %	59,3 %	(3,1) p.p.
Australie	63,7 %	57,2 %	6,5 p.p.
Autres établissements à l'étranger	négl.	négl.	négl.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	57,4 %	59,1 %	(1,7) p.p.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont été de 203,0 millions \$ pour l'exercice 2019 par rapport à 183,8 millions \$ pour celles de l'exercice 2018, ce qui représente une hausse de 19,2 millions \$, ou 10,4 %. Les frais de négociation, les frais liés aux communications et à la technologie et les frais d'administration figurent parmi les plus importantes hausses de charges indirectes par rapport à l'exercice précédent, contrebalancées par une baisse de la charge d'amortissement.

L'augmentation des frais de négociation s'expliquait principalement par l'accroissement des frais d'exécution et de règlement liés à nos activités aux États-Unis, ainsi que l'apport de Jitneytrade au Canada au cours du T1/19.

Les frais d'administration ont augmenté de 4,9 millions \$, ou 10,0 %, en comparaison de ceux de l'exercice 2018, en raison de l'augmentation des honoraires professionnels, des frais de promotion et de déplacement, et des autres frais de bureau à l'appui de la croissance de nos activités.

S'élevant à 7,2 millions \$, la charge d'amortissement a reculé de 2,3 millions \$ en regard de celle de l'exercice précédent, par suite de la baisse de l'amortissement dans nos activités au Royaume-Uni relativement à certains logiciels développés en interne.

S'établissant à 38,3 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 1,9 million \$, principalement attribuable à l'accroissement de nos activités au Canada et aux États-Unis en raison d'une augmentation de l'effectif.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, des frais de restructuration de 13,1 millions \$ ont été engagés relativement à des indemnités de cessation d'emploi et à des coûts immobiliers dans le cadre de la restructuration de nos activités au Royaume-Uni au

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

T1/19 et au T4/19. Les frais de restructuration de 4,7 millions \$ comptabilisés pour l'exercice 2018 avaient trait à des réductions du personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis et à des coûts liés à certaines activités de négociation à Dublin.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, des frais connexes aux acquisitions de 2,0 millions \$ ont été comptabilisés relativement aux acquisitions de Jitneytrade et de Petsky Prunier.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 62,9 millions \$ pour l'exercice 2019, une augmentation de 49,8 millions \$ par rapport à celui de l'exercice 2018. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a augmenté pour passer de 62,5 millions \$ à 80,4 millions \$ à l'exercice 2019. L'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat, compte non tenu des éléments importants¹, est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos secteurs d'exploitation au Canada et aux États-Unis, combinée à la compression des charges indirectes.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement au Canada pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie. En plus de l'acquisition de Hargreave Hale au T2/18, la Société a fait l'acquisition de McCarthy Taylor au T4/19, élargissant davantage ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Au Royaume-Uni et en Europe, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte 12 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. L'entreprise offre des services aux clients au Royaume-Uni, à l'international et en Europe et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris des fonds de placement gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2019, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 12 bureaux dans l'ensemble du Canada, y compris trois bureaux de gestion de patrimoine indépendante. La Société se concentre sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités.

Perspectives

Notre virage stratégique visant à accroître l'apport du rendement de nos activités de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des honoraires en pourcentage du total des produits des activités ordinaires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché et aux activités de négociation.

La division tirant 72,6 % de ses produits des activités donnant droit à des honoraires récurrentes, les sources de produits générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société continue de mettre l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale indépendante. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre et d'approfondir le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	206 826 \$	168 882 \$	37 944 \$	22,5 %
Charges				
Rémunération au rendement	104 768	86 382	18 386	21,3 %
Charges salariales	14 092	11 315	2 777	24,5 %
Autres charges indirectes	47 968	36 795	11 173	30,4 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	668	(668)	(100,0) %
Total des charges	166 828	135 160	31 668	23,4 %
Imputations intersectorielles ³	13 152	14 200	(1 048)	(7,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	26 846 \$	19 522 \$	7 324	37,5 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	4 221	2 815	1 406	49,9 %
ASA – Canada ⁵	20 674	15 567	5 107	32,8 %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	155	142	13	9,2 %
Nombre d'employés	430	379	51	13,5 %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	166 828 \$	134 492 \$	32 336 \$	24,0 %
Imputations intersectorielles ³	13 152	14 200	(1 048)	(7,4) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	26 846	20 190	6 656	33,0 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Comprends les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 44.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Les ASA englobent les ASG.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

négl. : négligeable

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 206,8 millions \$, soit une hausse de 37,9 millions \$, ou 22,5 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018, attribuable à la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, ainsi qu'à l'augmentation de l'intérêt sur les activités de prêt de titres et sur les comptes sur marge.

Les ASA – Canada ont affiché un accroissement de 32,8 %, passant de 15,6 milliards \$ au 31 mars 2018 à 20,7 milliards \$ au 31 mars 2019, qui s'explique par nos initiatives de développement dans ce secteur et par l'amélioration des valeurs de marché au cours de l'exercice. On comptait 155 équipes de conseillers au Canada, soit treize de plus qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont augmenté de 1,4 point de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 34,9 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Pour l'exercice 2019, les charges se sont élevées à 166,8 millions \$, en hausse de 31,7 millions \$, ou 23,4 %, par rapport à celles de l'exercice 2018. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,6 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 18,4 millions \$, ou 21,3 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui est conforme à l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 2,8 millions \$ par rapport à celles de l'exercice clos le 31 mars 2018, du fait de l'augmentation de l'effectif. La charge de rémunération totale (charge de rémunération au rendement et charges salariales) exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 0,4 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent, pour s'établir à 57,5 % à l'exercice 2019.

Les autres charges indirectes exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ont légèrement augmenté de 1,0 % comparativement à celles de l'exercice 2018. Les frais de négociation ont augmenté de 0,8 million \$, en raison de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 1,2 million \$, ou 27,8 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent par suite de l'accroissement de l'effectif. Les frais d'administration ont augmenté de 6,0 millions \$, ou 71,9 %, en raison d'une augmentation des frais liés aux conférences et des honoraires de transfert associés aux nouveaux comptes et aux provisions pour les frais juridiques et les règlements. Les frais de développement se sont accrus de 3,9 millions \$, par rapport à ceux de l'exercice 2018, par suite de la hausse des primes de recrutement comptabilisées à l'exercice considéré. Ces augmentations au titre des charges indirectes ont été contrebalancées en partie par une diminution de 1,1 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel.

Le résultat avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2019 s'est inscrit à 26,8 millions \$, une hausse de 7,3 millions \$ qui reflète la hausse nette des produits des activités ordinaires compte tenu des coûts de nature variable.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE^{1, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	254 985 \$	201 383 \$	53 602 \$	26,6 %
Charges				
Rémunération au rendement	96 005	77 303	18 702	24,2 %
Charges salariales	48 822	36 214	12 608	34,8 %
Autres charges indirectes	75 998	58 999	16 999	28,8 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	3 390	(3 390)	(100,0) %
Frais de restructuration	—	2 939	(2 939)	(100,0) %
Frais connexes aux acquisitions	1 088	6 732	(5 644)	(83,8) %
Total des charges	221 913	185 577	36 336	19,6 %
Imputations intersectorielles ²	1 315	1 329	(14)	(1,1) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	31 757 \$	14 477 \$	17 280 \$	119,4 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	44 195	44 877	(682)	(1,5) %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	200	188	12	6,4 %
Nombre d'employés	565	559	6	1,1 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	205 133 \$	162 702 \$	42 431 \$	26,1 %
Imputations intersectorielles ²	1 315	1 329	(14)	(1,1) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	48 537	37 352	11 185	29,9 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 44.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

5) Comprend les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017.

Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale et de McCarthy Taylor sont pris en compte dans Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis les dates de clôture, soit respectivement le 18 septembre 2017 et le 29 janvier 2019.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Les produits des activités ordinaires se sont élevés à 255,0 millions \$ à l'exercice 2019, en hausse de 26,6 % par rapport à ceux de l'exercice 2018. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les produits des activités ordinaires se sont élevés à 148,1 millions £ à l'exercice 2019, en hausse de 30,1 millions £, ou 25,5 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Au 31 mars 2019, les ASG – Royaume-Uni et Europe se sont inscrits à 44,2 milliards \$, en baisse de 1,5 % par rapport à ceux au 31 mars 2018, alors qu'ils étaient de 44,9 milliards \$. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 2,6 % comparativement à ceux du 31 mars 2018. Les produits tirés des honoraires dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 72,6 % du total des produits des activités ordinaires dans cette région à l'exercice 2019, une augmentation de 4,1 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est inscrite à 96,0 millions \$, en hausse de 18,7 millions \$ par rapport à celle de l'exercice 2018 qui s'est inscrite à 77,3 millions \$, ce qui est conforme à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires liés au rendement. Les charges salariales ont augmenté de 12,6 millions \$ par rapport à celles de l'exercice 2018 pour se chiffrer à 48,8 millions \$, en raison surtout de la prise en compte de la charge pour un exercice complet de Hargreave Hale par suite de son acquisition à la fin du T2/18, ainsi que de l'augmentation de l'équipe Infrastructure pour soutenir la croissance de nos activités de gestion de patrimoine existantes au Royaume-Uni et en Europe. La charge de rémunération totale (la charge de rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a légèrement augmenté de 0,4 point de pourcentage, passant de 56,4 % à l'exercice 2018 à 56,8 % à l'exercice 2019.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, les autres charges indirectes ont augmenté de 17,0 millions \$, ou 28,8 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. L'accroissement de l'effectif et la prise en compte au cours de l'exercice considéré des résultats d'exploitation de Hargreave Hale pour un exercice complet, dont l'acquisition a été conclue à la fin du T2/18, se sont traduits par une augmentation de la plupart des charges indirectes dans cette région, surtout en ce qui a trait aux frais liés aux communications et à la technologie, ainsi qu'aux frais d'administration, à la charge d'amortissement et aux frais de développement.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 4,6 millions \$, ou 41,8 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018, surtout par suite de l'accroissement de l'effectif au cours de l'exercice considéré. Les frais d'administration ont augmenté de 1,9 million \$, ou 11,3 %, en raison principalement des réserves supplémentaires comptabilisées au titre de certaines questions d'ordre

juridique en cours. La hausse de la charge d'amortissement de 3,6 millions \$, ou 31,2 %, comparativement à l'exercice 2018, est attribuable à l'inclusion d'un exercice complet d'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de développement ont progressé de 4,2 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice précédent en raison des coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale.

Aucuns frais de restructuration n'ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2019. Au cours de l'exercice 2018, les frais de restructuration se sont chiffrés à 2,9 millions \$ en raison de la rationalisation des locaux de bureaux liée à l'acquisition de Hargreave Hale.

La Société a également comptabilisé des frais connexes aux acquisitions de 1,1 million \$ relativement à l'acquisition de McCarthy Taylor au T4/19 et à l'acquisition de Thomas Miller annoncée en mai 2019. Les frais connexes aux acquisitions comprennent des honoraires de consultation et des honoraires professionnels engagés au cours de l'exercice. Au cours de l'exercice 2018, les frais connexes aux acquisitions de 6,7 millions \$ ont trait à l'acquisition de Hargreave Hale.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 31,8 millions \$, comparativement à 14,5 millions \$ à l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des produits des activités ordinaires et la prise en compte des résultats d'exploitation de Hargreave Hale pour un exercice complet. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 48,5 millions \$, soit une hausse de 11,2 millions \$, ou 29,9 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, qui fait état de l'apport net de nos activités élargies.

NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Pinnacle Correspondent Services, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Pinnacle Correspondent Services offre des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de la Société, qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 308 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de la Société sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable du traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de la Société incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2019	2018	Variation entre l'exercice 2018 et l'exercice 2019	
Produits des activités ordinaires	24 430 \$	15 056 \$	9 374 \$	62,3 %
Charges				
Rémunération au rendement	19 380	11 471	7 909	68,9 %
Charges salariales	29 311	26 198	3 113	11,9 %
Autres charges indirectes	28 807	18 623	10 184	54,7 %
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	1 898	(1 898)	négl.
Perte sur débetures convertibles	8 608	—	8 608	négl.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	304	298	6	2,0 %
Total des charges	86 410	58 488	27 922	47,7 %
Imputations intersectorielles ²	(33 156)	(32 053)	(1 103)	(3,4) %
Résultat avant recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(28 824)	(11 379)	(17 445)	négl.
Nombre d'employés	308	288	20	6,9 %
Compte non tenu des éléments importants³				
Total des charges	77 802 \$	56 590 \$	21 212 \$	37,5 %
Imputations intersectorielles ²	(33 156)	(32 053)	(1 103)	(3,4) %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(20 216)	(9 481)	(10 735)	(113,2) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

2) Le résultat avant le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 44.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 24.

Les produits des activités ordinaires pour l'exercice 2019 se sont chiffrés à 24,4 millions \$, une augmentation de 9,4 millions \$, ou 62,3 %, par rapport à ceux de l'exercice 2018 en raison de la hausse des produits d'intérêts engendrée par l'augmentation des soldes de trésorerie détenus au cours de l'exercice et de taux d'intérêt plus élevés, des profits de change, ainsi que de la hausse des produits tirés des Pinnacle Correspondent Services.

Le total des charges s'est élevé à 86,4 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019, soit une augmentation de 27,9 millions \$, ou 47,7 %, comparativement à l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 7,9 millions \$, ou 68,9 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, ce qui s'explique par la rentabilité plus élevée de la Société. Les charges salariales ont augmenté de 3,1 millions \$ par rapport à celles de l'exercice 2018, du fait de l'augmentation de l'effectif à l'appui de la croissance de nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine au Canada.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 10,2 millions \$, ou 54,7 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Parmi les éléments qui ont le plus progressé, citons les frais d'administration, la charge d'intérêts ainsi que les frais liés aux locaux et au matériel. La charge d'intérêts a progressé de 4,8 millions \$, ou 77,5 %, au cours de l'exercice 2019, en raison de la charge d'intérêts plus élevée au titre des débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles émises au T2/19 et de la comptabilisation accélérée de la charge d'intérêts dans le cadre du rachat des débetures convertibles émises en octobre 2016 jusqu'alors en circulation. Par suite du rachat des débetures convertibles subordonnées non garanties de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016, une perte de 8,6 millions \$ sur extinction de débetures a été comptabilisée à des fins comptables au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 28,8 millions \$ pour l'exercice 2019, contre 11,4 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 20,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019 comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 9,5 millions \$ à l'exercice précédent en raison d'une augmentation de charges indirectes visant à soutenir la croissance de nos activités sur les marchés des capitaux et de gestion de patrimoine.

FRAIS INSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien, de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

APERÇU DES EXERCICES PRÉCÉDENTS – EXERCICE 2018 PAR RAPPORT À L'EXERCICE 2017

Le total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2018 s'est élevé à 1,0 milliard \$, soit une hausse de 143,3 millions \$, ou 16,3 %, par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2017. L'augmentation des produits des activités ordinaires découle surtout des hausses de 86,1 millions \$ des produits tirés des activités de financement de sociétés et de 65,2 millions \$ des produits tirés des commissions et des honoraires. Du fait d'une augmentation des activités de mobilisation de capitaux dans nos secteurs de prédilection, particulièrement au cours du deuxième semestre de l'exercice 2018, les produits des activités ordinaires du secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity se sont accrus de 39,2 millions \$, ou 6,5 %, comparativement à ceux de l'exercice 2017. En outre, dans le cadre de notre orientation stratégique visant à accroître l'apport de nos activités de gestion de patrimoine et par suite de la réalisation de l'acquisition de Hargreave Hale à la fin du T2/18, les produits des activités ordinaires de nos activités mondiales de gestion de patrimoine ont bondi de 103,2 millions \$, ou 38,6 %.

Groupe Canaccord Genuity a dégagé un résultat net de 17,1 millions \$ au cours de l'exercice 2018, comparativement à celui de 43,2 millions \$ à l'exercice 2017, en raison surtout de la charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du RILT liée à la modification apportée au régime, comme il est décrit dans le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2018. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net de l'exercice 2018 s'est établi à 81,7 millions \$ par rapport à 49,2 millions \$ à l'exercice 2017, augmentation essentiellement attribuable à une hausse des produits.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données de l'état de la situation financière aux 31 mars				
	2019	2018	2017	2016	2015
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	820 739 \$	862 838 \$	677 769 \$	428 329 \$	322 324 \$
Titres détenus	690 499	469 217	784 230	564 746	848 128
Créances clients	2 656 664	2 215 837	3 395 736	2 041 150	2 491 488
Impôt sur le résultat à recevoir	2 502	1 170	1 085	12 537	5 295
Actifs d'impôt différé	22 117	19 941	15 323	11 221	10 148
Placements	6 224	2 035	2 829	5 578	8 693
Matériel et aménagements des locaux loués	25 792	30 967	31 479	37 049	43 373
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	524 757	418 731	295 065	323 936	640 456
Total de l'actif	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$
Passif et capitaux propres					
Dettes bancaires	9 639 \$	— \$	25 280 \$	14 910 \$	20 264 \$
Titres vendus à découvert	373 419	301 006	645 742	427 435	654 639
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 123 765	2 638 954	3 669 883	2 185 047	2 527 636
Provisions	18 212	8 428	11 793	18 811	14 320
Impôt sur le résultat à payer	5 415	7 851	10 093	4 242	8 172
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	9 294	9 679	—	—	—
Contrepartie différée	22 225	9 997	—	—	—
Contrepartie éventuelle	108 319	49 844	—	—	—
Billet payable	5 832	—	—	—	—
Autres passifs à long terme	1 741	—	—	—	—
Emprunt bancaire	50 370	61 758	—	—	—
Passifs d'impôt différé	7 978	13 715	140	450	2 057
Composante passif des débetures convertibles	127 225	57 081	56 442	—	—
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	15 000	15 000
Capitaux propres	876 363	841 352	764 785	749 929	1 117 542
Participations ne donnant pas le contrôle	1 997	13 571	11 858	8 722	10 275
Total du passif et des capitaux propres	4 749 294 \$	4 020 736 \$	5 203 516 \$	3 424 546 \$	4 369 905 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 820,7 millions \$ au 31 mars 2019, contre 862,8 millions \$ au 31 mars 2018. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient à 690,5 millions \$ au 31 mars 2019, en regard de 469,2 millions \$ au 31 mars 2018, en raison surtout d'une augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,7 milliards \$ au 31 mars 2019, en comparaison de 2,2 milliards \$ au 31 mars 2018, ce qui s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.

Le goodwill atteignait 370,2 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 154,5 millions \$, au 31 mars 2019. Au 31 mars 2018, le goodwill atteignait 258,0 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 160,8 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 56,6 millions \$ au 31 mars 2019, comparativement à 54,1 millions \$ au 31 mars 2018, principalement en raison d'une hausse de l'impôt sur le résultat à recevoir et des placements.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 31 mars 2019, Groupe Canaccord Genuity disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 743,6 millions \$ (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Ces facilités de crédit, que la Société utilise pour faciliter les activités de règlement, sont constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, et sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2019, la Société avait une dette bancaire à 9,6 millions \$, comparativement à néant au 31 mars 2018.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 373,4 millions \$ au 31 mars 2019, contre 301,0 millions \$ au 31 mars 2018, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,1 milliards \$, une hausse par rapport à 2,6 milliards \$ au 31 mars 2018, attribuable principalement à une augmentation des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer, d'autres passifs à long terme et les passifs d'impôt différé, étaient de 22,6 millions \$ au 31 mars 2019, comparativement à 29,1 millions \$ à l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse de l'impôt sur le résultat à payer.

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale par l'intermédiaire d'une filiale de la Société, cette filiale a contracté un emprunt bancaire de 40,0 millions £ pour financer une partie de la contrepartie au comptant. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a effectué un remboursement de 5,3 millions £ (9,3 millions \$). Au 31 mars 2019, le solde impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, était de 34,3 millions £ (59,7 millions \$) (39,4 millions £ (71,4 millions \$ CA) au 31 mars 2018). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur la période qui prend fin en septembre 2021. L'emprunt portait intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % au 31 mars 2019 (taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % au 31 mars 2018).

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de respectivement 22,2 millions \$ et 108,3 millions \$ ont été comptabilisées au 31 mars 2019 dans le cadre des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor, et de Petsky Prunier. Il y avait également un billet payable de 5,8 millions \$ lié à l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. Se reporter aux notes 7, 8 et 12 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019 pour de plus amples renseignements.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 2,0 millions \$ au 31 mars 2019, en comparaison de 13,6 millions \$ au 31 mars 2018, ce qui représente 15 % de l'actif net de nos activités en Australie (42 % au 31 mars 2018).

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) (2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2018) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Dettes bancaires et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 9,6 millions \$ (néant au 31 mars 2018).

Comme mentionné précédemment et compte non tenu de l'encours de l'emprunt bancaire de 34,3 millions £ dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale, les filiales de la Société disposent aussi d'autres facilités de crédit, dont des prêts remboursables à vue, des lettres de crédit et des facilités de découvert, auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni. Le montant total des autres facilités de crédit à la disposition de la Société s'établissait à 714,0 millions \$ au 31 mars 2019 (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Au 31 mars 2019, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau qui suit résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2019.

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2020	Exercice 2021 – Exercice 2022	Exercice 2023 – Exercice 2024	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	158 850	33 399	61 440	40 600	23 411
Emprunt bancaire ¹	63 833	10 945	52 888	—	—
Débiteures convertibles ²	174 200	8 295	16 590	149 315	—
Total des obligations contractuelles	396 883	52 639	130 918	189 915	23 411

1) L'emprunt bancaire comprend la facilité de crédit de 40 000 000 £ obtenue pour financer une partie de la contrepartie au comptant liée à l'acquisition de Hargreave Hale. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % et est remboursable en versements comprenant le capital et les intérêts sur une période de quatre ans, et vient à échéance en septembre 2021. Le solde actuel est de 34,3 millions £.

2) Les débiteures convertibles se composent de débiteures subordonnées de premier rang non garanties convertibles (débiteures) émises au T2/19. Les débiteures portent intérêt au taux annuel de 6,25 % et viennent à échéance le 31 décembre 2023. Dans certaines circonstances, la Société pourrait racheter les débiteures à compter du 31 décembre 2021.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe la composante capitaux propres des débiteures convertibles, les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bons de souscription, le déficit et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 820,7 millions \$, en baisse de 42,1 millions \$ par rapport à 862,8 millions \$ au 31 mars 2018. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, un montant de 0,3 million \$ a été utilisé dans le cadre des activités de financement, en raison essentiellement de l'achat d'actions ordinaires dans le cadre du RILT (32,1 millions \$) et le versement de dividendes en espèces sur les actions privilégiées et ordinaires (25,9 millions \$), contrebalancé en partie par le produit tiré de l'émission de débiteures convertibles (56,7 millions \$) et l'augmentation de la dette bancaire (9,6 millions \$). Un montant de 76,3 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour les acquisitions de Jitneytrade, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier au cours de l'exercice, et l'achat de participations ne donnant pas le contrôle dans nos activités en Australie. Les activités d'exploitation ont généré un montant de trésorerie de 42,1 millions \$, essentiellement attribuable aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 7,7 millions \$ de la trésorerie s'explique par l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016 et pour une période prenant fin le 30 septembre 2021, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 3,885 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (débentures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débentures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débentures offertes, les débentures convertibles). Le produit du placement privé sans courtier a servi à rembourser les débentures convertibles émises en octobre 2016 d'un montant en capital de 60 000 000 \$ et une prime de 13 500 000 \$ pour un total de 73 500 000 \$. Le montant résiduel du produit servira à financer la croissance des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe et là où se présentent des occasions.

Les débentures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2019	2018
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	97 580 334	93 053 875
Nombre d'actions émises et en circulation ²	115 616 744	113 522 629
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	140 241 098	124 294 132
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	96 259 582	92 587 216
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	130 943 743	110 862 087
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution, compte non tenu des éléments importants ^{4, 5}	130 943 743	120 092 856

1) Exclut 346 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 18 036 064 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 346 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 18 036 064 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 24 624 354 actions, nets des renonciations.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution.

5) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14. S'entend du nombre d'actions après dilution utilisé pour calculer le RPA après dilution, compte non tenu des éléments importants.

Le 10 août 2018, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, jusqu'à concurrence de 5 677 589 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours l'exercice clos le 31 mars 2019, 152 200 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA en

vigueur du 15 août 2017 au 14 août 2018. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, 1 226 800 actions ont également été achetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2018 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2019) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 60 212 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2018 à juillet 2018 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 240 851 actions ordinaires).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a émis 2 331 132 actions d'un capital de 16,8 millions \$ (17,5 millions \$ AU) à titre de contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition d'une participation en actions supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited dont les activités sont axées sur les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine en Australie. En outre, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, à titre de contrepartie éventuelle pour l'acquisition de Petsky Prunier, la Société a émis 1 105 275 actions ordinaires d'un capital total de 6,6 millions \$ (5,0 millions \$ US).

Au 31 mai 2019, 115 616 744 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D' ACTIONS ORDINAIRES

Solde au 31 mars 2018	113 522 629
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	36 708
Actions émises en lien avec l'achat de la participation ne donnant pas le contrôle	2 331 132
Actions émises en lien avec l'acquisition de Petsky Prunier	1 105 275
Actions annulées	(1 379 000)
Solde au 31 mars 2019	115 616 744

Régimes de paiements fondés sur des actions

RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis, des îles de la Manche, de l'Australie et du Royaume-Uni, des fiducies pour les avantages du personnel (fiducies) ont été constituées. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Lorsqu'ils sont octroyés, ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de Collins Steward Hawkpoint plc (CSHP), la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (RILT) de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil

d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

À compter du 31 mars 2018, la Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 6 juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022.

AUTRE PROGRAMME DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIME D'INTÉRESSEMENT

D'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionnariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2019	31 mars 2018
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments III Inc.	Canada	100 %	100 %
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	s. o.
Finlogik Inc.	Canada	100 %	s. o.
Finlogik Inc. Tunisia	Tunisie	75 %	s. o.
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
McCarthy Taylor Ltd.	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	s. o.
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Adams Finance Company ULC	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Adams Finance Company LLC	États-Unis	100 %	s. o.
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	80 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	80 %	50 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited 加通贝祥(北京)投资顾问有限公司	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity SG Pte. Ltd.	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited	Jersey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2019, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2018).

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, un UALR et un régime d'options sur actions liées au rendement. Les administrateurs indépendants ont également reçu des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2019 et 2018.

(en milliers)	31 mars 2019	31 mars 2018
Avantages du personnel à court terme	10 167 \$	10 515 \$
Paiements fondés sur des actions	2 656	4 933
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	12 823 \$	15 448 \$

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

(en milliers)	31 mars 2019	31 mars 2018
Créances clients	837 \$	969 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	942 \$	1 527 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2019 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier.

Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2019, la Société détenait 80 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), aux 31 mars 2019 et 2018. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 80 % des actions émises de CGAL au 31 mars 2019, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % (42 % avant la date de clôture du 10 août 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2018) depuis la date de clôture le 10 août 2018 de l'acquisition par la Société d'une participation supplémentaire de 30 %, ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de la transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont été de 6,4 millions \$ (8,4 millions \$ en 2018). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les résultats enregistrés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation, et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de RILT (ou le régime).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD). Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction avaient reçu, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (UALR) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de sorte que l'acquisition des droits rattachés à certaines UATI n'est plus nécessairement conditionnée par un emploi continu. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charge au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport. La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société a également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de la Société comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2019.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2019, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 0,2 million \$ US, une diminution de 17,5 millions \$ US par rapport au 31 mars 2018. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 5,7 millions \$ US, une augmentation de 3,6 millions \$ US par rapport au 31 mars 2018. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au 31 mars 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 0,1 million \$ (position acheteur de 0,1 million \$ au 31 mars 2018).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2019 et 2018, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9) qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). La Société a adopté la norme selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence significative sur l'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société.

L'incidence de l'IFRS 9 sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 se résume ainsi :

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie.

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN). Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels). Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

- Coût amorti – Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.
- JVAERG – Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.
- Tous les autres actifs financiers sont évalués à la JVRN et sont des titres négociables détenus et vendus à découvert.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

L'adoption de l'IFRS 9 a modifié la méthode de comptabilisation de la perte de valeur des actifs financiers de la Société en remplaçant l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies par un nouveau modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues.

Selon le modèle des pertes de crédit attendues, la Société doit comptabiliser une provision pour les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées en fonction de ce qui suit :

- Une provision pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir est comptabilisée au moment de la comptabilisation initiale et représente la portion des insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendrait advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture, pondérée par le risque qu'il y ait défaillance.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée lorsqu'une augmentation importante du risque de crédit est détectée après la comptabilisation initiale des instruments et représente les insuffisances de flux de trésorerie qui surviendraient au cours de la durée de vie attendue de l'instrument financier.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée pour les instruments financiers dépréciés.

L'IFRS 9 fournit également une méthode simplifiée à l'égard des pertes de crédit attendues liées aux créances clients, qui repose sur l'adoption d'une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes d'une entité selon la tranche d'âge, ajustée en fonction d'estimations prospectives et d'autres considérations, le cas échéant.

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de 12 mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. Comme la Société ne détient actuellement aucune position importante admissible à la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 et l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15) selon l'approche rétrospective modifiée. L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* (IAS 18), et établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

Selon l'IFRS 15, les premières étapes à suivre dans le cadre de la comptabilisation des produits des activités ordinaires consistent à identifier les contrats conclus avec des clients qui sont pertinents et à définir les obligations de prestation découlant de ces contrats. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont remplies, c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services. Selon l'IFRS 15, le prix de transaction doit également être réparti entre chaque obligation de prestation distincte proportionnellement aux prix de vente spécifiques. En outre, la contrepartie variable doit uniquement être comptabilisée dans la mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du montant cumulatif des produits des activités ordinaires comptabilisés.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats standard de la Société se résume ainsi :

- Commissions et honoraires – Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services tarifés. Comme il a déjà été mentionné, l'IFRS 15 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services, alors que l'IAS 18 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou des services sont transférés au client. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des commissions et des honoraires est remplie par le règlement des transactions pour les clients. Il n'y a pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits des activités ordinaires comptabilisés en vertu de l'IFRS 15 par rapport à l'IAS 18, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment. Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent également les produits générés au titre des services de recherche de la Société, qui sont comptabilisés progressivement à mesure que l'obligation de prestation est remplie.
- Financement de sociétés – Les produits tirés du financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. L'IFRS 15 n'a pas d'incidence importante sur la comptabilisation des produits tirés du financement de sociétés par rapport à l'IAS 18. Selon l'IAS 18, les produits étaient comptabilisés à la clôture de la transaction de prise ferme, ce qui correspond également au moment où l'obligation de prestation est remplie selon l'IFRS 15.
- Honoraires de consultation – Les honoraires de consultation comprennent les honoraires de gestion et de consultation, y compris les produits tirés des activités de fusions et acquisitions. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des honoraires de consultation est remplie lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés ou comptabilisés selon la méthode de l'amortissement jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur les résultats non distribués d'ouverture au 1^{er} avril 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2019 n'est pas significative.
- Les catégories de produits des activités ordinaires suivantes sont exclues du champ d'application de l'IFRS 15 : les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui comprennent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste, les produits d'intérêts, ainsi que les produits divers qui comprennent les profits ou pertes de change et les produits tirés des services de courtage de correspondance.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

NORMES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

La norme publiée qui pourrait raisonnablement avoir une incidence sur les états financiers de la Société, mais qui n'est pas encore en vigueur, est présentée ci-après.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et

des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative avec contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant d'un montant équivalent qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location, soit lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés, et ce, même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat sont identiques selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société appliquera les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus et une disposition de transition permet de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation d'une valeur correspondante. La Société est en voie de finaliser son calcul de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative correspondante qui seront comptabilisés dans les états de la situation financière consolidés à l'adoption de l'IFRS 16.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2019 pour de plus amples renseignements.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2019, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2019 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du *Règlement 52-109*, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2019 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENT DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Gestion des risques

APERÇU

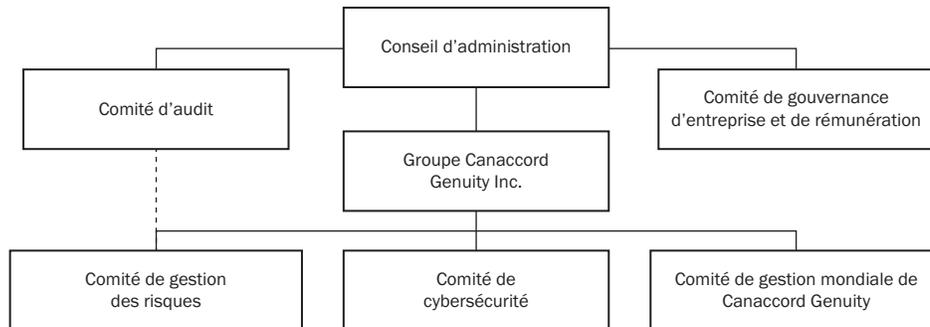
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de la Société s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de la Société en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (conseil) surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef de la gestion des risques de la Société et les membres du comité comprennent le chef de la direction, le chef des finances et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de la Société. Le comité de gestion des risques identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, l'audit interne, la trésorerie, les finances, les technologies de l'information de même que les questions juridiques.

Le comité mondial de cybersécurité de la Société a pour mission d'identifier, de surveiller et de gérer les risques propres aux réseaux informatiques, aux données et aux systèmes internes de la Société. Ce comité est présidé par le chef de la gestion des risques et les membres du comité comprennent des experts TI à l'échelle de la Société ainsi que des représentants des groupes des affaires juridiques, de la conformité, de l'audit interne et de l'exploitation. Le comité de cybersécurité se penche sur des questions comme l'évaluation du cyber-risque, les sauvegardes et contrôles informatiques, les risques liés aux tiers fournisseurs de services, la formation du personnel et les programmes de sensibilisation et plans d'intervention en cas d'incident.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et approuvées par le comité d'audit. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. Groupe Canaccord Genuity exploite un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. De plus, la direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients des secteurs d'activité Jitneytrade, récemment acquise, et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, y compris les comptes de marge de particuliers, sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts et le risque de concentration. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

La Société a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de la Société.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970 (Bank Secrecy Act)* et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait des affaires ou qui favorisent les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, y compris en accroissant la sensibilisation au sein de la

Société en offrant un programme de formation sur la cybersécurité à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité d'audit du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque de contrôle

Au 31 mars 2019, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 10,4 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (16,3 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de la Société.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity Inc. pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Facteurs de risque

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de la Société et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que la Société juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 5 juin 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,17 \$ par action ordinaire payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire de 0,16 \$, comme indiqué ci-après.

La politique en matière de dividendes, qui a été adoptée à l'égard de l'exercice clos 31 mars 2017, est fondée sur un dividende trimestriel de 0,01 \$ par action ordinaire, et sur un dividende supplémentaire payable à la fin de chaque exercice. Les dividendes supplémentaires, si la Société en déclare, peuvent varier d'un exercice à l'autre. Conformément à cette politique, un dividende supplémentaire a été déclaré à pour l'exercice 2019, comme il est mentionné précédemment.

Le 5 juin 2019, compte tenu de la stabilité accrue du secteur de gestion de patrimoine de la Société et de son profil de croissance attendue, le conseil d'administration a mis en place une nouvelle politique en matière de dividendes selon laquelle la Société prévoit

verser un dividende trimestriel d'au moins 0,05 \$ par action, sous réserve des conditions ci-après. La nouvelle politique prendra effet au premier trimestre de l'exercice 2020. Dans le cadre de la politique, la Société ne versera plus un dividende supplémentaire à la fin de chaque exercice et procédera plutôt au rajustement du dividende trimestriel habituel, s'il y a lieu, conformément aux facteurs décrits à la rubrique « Politique en matière de dividendes » qui précède et à la mise en place d'une stratégie susceptible, à son avis, de favoriser la croissance du montant de dividende trimestriel.

Le 5 juin 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A, payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019, et un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C, payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **Groupe Canaccord Genuity Inc.** et de ses filiales (la « Société »), qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2019 et 2018, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de **Groupe Canaccord Genuity Inc.** aux 31 mars 2019 et 2018, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les

anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Société, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Andre de Haan.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 5 juin 2019

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2019	31 mars 2018
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		820 739 \$	862 838 \$
Titres détenus	6, 7	690 499	469 217
Créances clients	9, 22	2 656 664	2 215 837
Impôt sur le résultat à recevoir		2 502	1 170
Total des actifs courants		4 170 404	3 549 062
Actifs d'impôt différé	14	22 117	19 941
Placements	10	6 224	2 035
Matériel et aménagements des locaux loués	11	25 792	30 967
Immobilisations incorporelles	13	154 521	160 757
Goodwill	13	370 236	257 974
Total de l'actif		4 749 294 \$	4 020 736 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dettes bancaires	7	9 639 \$	— \$
Titres vendus à découvert	6, 7	373 419	301 006
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 22	3 123 765	2 638 954
Provisions	26	18 212	8 428
Impôt sur le résultat à payer		5 415	7 851
Dettes subordonnées	15	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	16	9 294	9 679
Total des passifs courants		3 547 244	2 973 418
Passifs d'impôt différé	14	7 978	13 715
Débiteures convertibles	17	127 225	57 081
Contrepartie différée	7, 12	22 225	9 997
Contrepartie éventuelle	7, 12	108 319	49 844
Billet payable	7, 8	5 832	—
Autres passifs non courants	21	1 741	—
Emprunt bancaire	16	50 370	61 758
Total du passif		3 870 934	3 165 813
Capitaux propres			
Actions privilégiées	18	205 641	205 641
Actions ordinaires	19	672 896	649 846
Composante capitaux propres des débentures convertibles	17	5 156	2 604
Bons de souscription	19	1 975	1 975
Surplus d'apport		124 710	145 426
Déficit		(237 770)	(277 472)
Cumul des autres éléments du résultat global		103 755	113 332
Total des capitaux propres		876 363	841 352
Participations ne donnant pas le contrôle	8	1 997	13 571
Total des capitaux propres		878 360	854 923
Total du passif et des capitaux propres		4 749 294 \$	4 020 736 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

DANIEL DAVIAU
Administrateur

« Terrence A. Lyons »

TERRENCE A. LYONS
Administrateur

Comptes de résultat consolidés

Notes	31 mars 2019	31 mars 2018
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)		
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES		
	556 475 \$	461 937 \$
	294 241	282 195
	142 228	122 372
	125 830	113 921
	51 008	27 875
	20 785	14 577
	1 190 567	1 022 877
CHARGES		
	599 867	574 969
	116 758	99 239
	83 577	68 209
	41 719	39 605
	64 930	56 346
	25 453	18 437
	100 768	83 982
11, 13	24 280	24 007
	15 513	7 664
26	13 070	7 643
	3 064	6 732
17	8 608	—
	304	298
	1 097 911 \$	987 131 \$
	92 656	35 746
14	31 611	20 620
	(10 537)	(1 951)
	21 074	18 669
	71 582 \$	17 077 \$
Résultat net attribuable aux :		
	70 530 \$	13 024 \$
8	1 052 \$	4 053 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		
19	96 260	92 587
19	130 944	110 862
Résultat par action ordinaire		
19	0,58 \$	0,04 \$
19	0,48 \$	0,03 \$
20	0,97 \$	0,97 \$
20	1,25 \$	1,25 \$
20	0,20 \$	0,15 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	31 mars 2019	31 mars 2018
Résultat net de l'exercice	71 582 \$	17 077 \$
Autres éléments du résultat global		
Variation nette de l'évaluation des placements disponibles à la vente, nette de l'impôt	443	2 993
Variation nette des (pertes latentes) profits latents à la conversion des établissements à l'étranger, nette de l'impôt	(9 448)	15 671
Résultat global de l'exercice	62 577 \$	35 741 \$
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	60 953 \$	31 086 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1 624 \$	4 655 \$

Voir les notes ci-jointes.

États des variations des capitaux propres consolidés

Notes	31 mars 2019	31 mars 2018
Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)		
Actions privilégiées au début et à la fin de l'exercice	18	205 641 \$
Actions ordinaires au début de l'exercice	649 846	641 449
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	331	101
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)	(32 073)	(28 093)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel	39 322	32 121
Actions émises dans le cadre de l'achat de participations ne donnant pas le contrôle	8	16 807
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	12	6 631
Actions annulées	(9 419)	—
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	1 451	4 268
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	19	672 896
Bons de souscription au début et à la fin de l'exercice	1 975	1 975
Débetures convertibles – capitaux propres, au début de l'exercice	2 604	2 604
Composante capitaux propres des débetures convertibles émises au cours de l'exercice, nets d'impôt	2 552	—
Débetures convertibles – capitaux propres, à la fin de l'exercice	5 156	2 604
Surplus d'apport au début de l'exercice	145 426	85 405
Paiements fondés sur des actions, montant net	7 306	60 460
Actions annulées	827	—
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	(27 315)	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(1 058)	(1 427)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions	(476)	988
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	124 710	145 426
Déficit au début de l'exercice	(277 472)	(267 559)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	70 530	13 024
Dividendes sur actions ordinaires	20	(16 534)
Dividendes sur actions privilégiées	20	(9 402)
Quote-part de la perte sur extinction de débetures convertibles	17	(4 892)
Déficit à la fin de l'exercice	(237 770)	(277 472)
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice	113 332	95 270
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI	(9 577)	18 062
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice	103 755	113 332
Total des capitaux propres	876 363	841 352
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice	13 571	11 858
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle	(777)	503
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 624	4 655
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	(9 697)	—
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(2 724)	(3 445)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice	1 997	13 571
Total des capitaux propres	878 360 \$	854 923 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2019	31 mars 2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'exercice		71 582 \$	17 077 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement	11, 13	24 280	24 007
Recouvrement d'impôt différé		10 537	(1 951)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	21	49 500	95 357
Perte sur extinction de débentures convertibles	17	8 608	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		304	298
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des titres détenus		(221 282)	314 871
(Augmentation) diminution des créances clients		(446 453)	1 185 922
(Augmentation) diminution de l'impôt sur le résultat à recevoir, montant net		(10 227)	8 582
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert		72 413	(344 736)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		482 886	(1 055 366)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		42 148	244 061
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation (diminution) de la dette bancaire		9 639	(25 280)
Achat d'actions aux fins d'annulation		(8 592)	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(32 073)	(28 093)
Produit tiré des débentures convertibles		56 699	—
Produit d'un emprunt bancaire		—	66 016
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(16 534)	(13 345)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(9 402)	(9 592)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(263)	(10 294)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(4 382)	(6 311)
Acquisition de Hargreave Hale Limited, nette de la trésorerie acquise		—	(54 051)
Participation dans une entreprise associée		(2 500)	(2 500)
Acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc., nettes de la trésorerie acquise		(7 545)	—
Achat de participations ne donnant pas le contrôle		(14 431)	—
Achat de placements		(4 063)	—
Acquisition de McCarthy Taylor Limited, nette de la trésorerie acquise		(3 611)	—
Acquisition de Petsky Prunier LLC, nette de la trésorerie acquise		(39 783)	—
Acquisition d'immobilisations incorporelles		—	(795)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(76 315)	(63 657)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(7 669)	14 959
(Diminution) augmentation de la situation de trésorerie		(42 099)	185 069
Situation de trésorerie au début de l'exercice		862 838	677 769
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		820 739	862 838
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		51 429 \$	27 900 \$
Intérêts payés		23 396 \$	17 470 \$
Impôt sur le résultat payé		38 464 \$	24 023 \$

Voir les notes cjointes.

Notes des états financiers consolidés

NOTE 01

Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la Société ou GCGL), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine et à Dubaï. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C. Les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles de la Société portant intérêt à 6,25 % sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.DA.A.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02

Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, et certains actifs non courants dépréciés, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les présents états financiers consolidés audités sont présentés en dollars canadiens et tous les montants sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 5 juin 2019.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et

déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec les acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc, de McCarthy Taylor Ltd. (McCarthy Taylor) et de Petsky Prunier LLC (Petsky Prunier) (note 12).

Consolidation

Au 31 mars 2019, la Société détenait 80 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), aux 31 mars 2019 et 2018. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 80 % des actions émises de CGAL au 31 mars 2019, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % (42 % avant la date de clôture du 10 août 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2018) depuis la date de clôture le 10 août 2018 de l'acquisition par la Société d'une participation supplémentaire de 30 %, ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 21), afin de remplir ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée et que le prix de transaction peut être évalué de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les obligations de prestation liées aux transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont pratiquement remplies.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la échéance attendue, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 21.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer

sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 13.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances selon un modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de la politique en matière d'évaluation de la direction fondée sur l'historique des pertes sur créances et ajustée selon les facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue certains de ses instruments financiers à la juste valeur, comme il est indiqué à la note 7. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et les décotes de liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également des provisions liées aux frais de restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

NOTE 03

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39). La Société a adopté la norme selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas eu d'incidence significative sur l'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société.

L'incidence de l'IFRS 9 sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 se résume ainsi :

Classement des actifs et passifs financiers

L'IFRS 9 définit les exigences de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 établit une nouvelle approche de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie.

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN). Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels). Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

- Coût amorti – Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.

- JVAERG – Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.
- Tous les autres actifs financiers sont évalués à la JVRN et sont des titres négociables détenus et vendus à découvert.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

L'adoption de l'IFRS 9 a modifié la méthode de comptabilisation de la perte de valeur des actifs financiers de la Société en remplaçant l'ancien modèle de l'IAS 39 fondé sur les pertes subies par un nouveau modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. Selon le modèle des pertes de crédit attendues, la Société doit comptabiliser une provision pour les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir ou pour la durée de vie. Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées en fonction de ce qui suit :

- Une provision pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir est comptabilisée au moment de la comptabilisation initiale et représente la portion des insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie qui surviendrait advenant une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture, pondérée par le risque qu'il y ait défaillance.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée lorsqu'une augmentation importante du risque de crédit est détectée après la comptabilisation initiale des instruments et représente les insuffisances de flux de trésorerie qui surviendraient au cours de la durée de vie attendue de l'instrument financier.
- Une provision pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie est comptabilisée pour les instruments financiers dépréciés.

L'IFRS 9 fournit également une méthode simplifiée à l'égard des pertes de crédit attendues liées aux créances clients, qui repose sur l'adoption d'une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes d'une entité selon la tranche d'âge, ajustée en fonction d'estimations prospectives et d'autres considérations, le cas échéant.

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au nouveau modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de 12 mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 offre davantage de flexibilité à l'égard des types d'opérations admissibles à la comptabilité de couverture. Comme la Société ne détient actuellement aucune position importante admissible à la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 et l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 n'a pas d'incidence significative sur ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le 1^{er} avril 2018, la Société a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients* (IFRS 15), selon l'approche rétrospective modifiée. L'IFRS 15 remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* (IAS 18), et établit un modèle unique en cinq étapes pour déterminer la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client.

Selon l'IFRS 15, les premières étapes à suivre dans le cadre de la comptabilisation des produits des activités ordinaires consistent à identifier les contrats conclus avec des clients qui sont pertinents et à définir les obligations de prestation découlant de ces contrats. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les obligations de prestation sont remplies, c'est-à-dire lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services. Selon l'IFRS 15, le prix de transaction doit également être réparti entre chaque obligation de prestation distincte proportionnellement aux prix de vente spécifiques. En outre, la contrepartie variable doit uniquement être comptabilisée dans la mesure où il est hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important du montant cumulatif des produits des activités ordinaires comptabilisé.

L'incidence de l'adoption de l'IFRS 15 sur les produits des activités ordinaires tirés des contrats standard de la Société se résume ainsi :

- Commissions et honoraires – Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires. Comme il a déjà été mentionné, l'IFRS 15 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque le client obtient le contrôle des biens ou des services, alors que l'IAS 18 exige des entités qu'elles comptabilisent les produits des activités ordinaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou des services sont transférés au client. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des commissions et des honoraires est remplie par le règlement des transactions pour les clients. Il n'y a pas de changement important dans le montant ni le calendrier des produits des activités ordinaires comptabilisés en vertu de l'IFRS 15 par rapport à l'IAS 18, étant donné que le transfert des risques et des avantages liés aux services et le transfert du contrôle surviennent au même moment. Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent également les produits générés au titre des services de recherche de la Société, qui sont comptabilisés progressivement à mesure que l'obligation de prestation est remplie.

- Financement de sociétés – Les produits tirés du financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. L'IFRS 15 n'a pas d'incidence importante sur la comptabilisation des produits tirés du financement de sociétés par rapport à l'IAS 18. Selon l'IAS 18, les produits étaient comptabilisés à la clôture de la transaction de prise ferme, ce qui correspond également au moment où l'obligation de prestation est remplie selon l'IFRS 15.
- Honoraires de consultation – Les honoraires de consultation comprennent les honoraires de gestion et de consultation, y compris les produits tirés des activités de fusions et acquisitions. L'obligation de prestation liée à la comptabilisation des produits tirés des honoraires de consultation est remplie lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis. Dans certains cas, les honoraires sont perçus selon les progrès réalisés et ne répondent pas aux exigences d'une obligation de prestation distincte. Selon l'IFRS 15, de tels paiements pourraient être différés ou comptabilisés selon la méthode de l'amortissement jusqu'à ce que l'obligation de prestation soit remplie. L'incidence de ce changement sur les résultats non distribués d'ouverture au 1^{er} avril 2018 et pour l'exercice clos le 31 mars 2019 n'est pas significative.
- Les catégories de produits des activités ordinaires suivantes sont exclues du champ d'application de l'IFRS 15 : les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui comprennent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste, les produits d'intérêts, ainsi que les produits divers qui comprennent les profits ou pertes de change et les produits tirés des services de courtage de correspondance.

NOTE 04 Modifications futures des méthodes comptables

Normes publiées, mais non encore en vigueur

Les normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence sur les états financiers de la Société, mais qui ne sont pas encore en vigueur, sont présentées ci-après.

IFRS 16, *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* (IAS 17). La principale différence réside dans le fait que la comptabilisation par le preneur selon l'IFRS 16 ne distinguera plus les contrats de location simple des contrats de location-financement comme le faisait l'IAS 17, les traitant plutôt, pour la plupart, comme les contrats désignés comme des contrats de location-financement selon l'IAS 17. Selon la nouvelle norme, le preneur est tenu de comptabiliser des actifs et des passifs à l'égard de la plupart des contrats de location, sauf si l'exemption relative avec contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur (inférieure à 5 000 \$ US) ou l'exemption relative aux contrats de location à court terme (dont la durée est de 12 mois ou moins) est appliquée.

Lorsqu'un contrat de location est conforme à la définition qui en est donnée dans l'IFRS 16, une obligation locative liée aux paiements de loyer futurs est comptabilisée à la date de début ainsi qu'un actif non courant d'un montant équivalent qui correspond au droit d'utilisation du bien sous-jacent pendant la durée du contrat de location. Plutôt que d'être inscrits en charges locatives dans les comptes de résultat consolidés, les coûts de location sont comptabilisés sous forme d'amortissement pour l'actif au titre du droit d'utilisation et d'intérêts sur l'obligation locative. L'IFRS 16 a également pour effet d'augmenter les charges sur les premières années du contrat de location (lorsque l'encours de l'obligation locative et, en l'occurrence, la charge d'intérêts sont plus élevés), et ce, même si le total des charges et des flux de trésorerie sur la durée du contrat est identique selon l'IFRS 16 et l'IAS 17.

La Société appliquera les dispositions de l'IFRS 16 à l'égard de l'exercice clos le 31 mars 2020 selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement des informations comparatives de l'exercice précédent. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} avril 2019, la Société est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative d'un montant correspondant pour chaque contrat de location (sous réserve de l'exemption relative aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et de l'exemption relative aux contrats de location à court terme décrites précédemment). L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyer attendus et une disposition de transition permet de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation d'une valeur correspondante. La Société est en voie de finaliser son calcul de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative correspondante qui seront comptabilisés dans les états de la situation financière consolidés à l'adoption de l'IFRS 16.

NOTE 05 Résumé des principales méthodes comptables

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (Canaccord Genuity Australia), de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial, de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, le contrat de gestion de fonds et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. Les périodes d'amortissement estimatives des immobilisations incorporelles amortissables sont comme suit :

	Acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises							Développées en interne ou acquises	
	Genuity	Canaccord Genuity Australia	CSHP	Eden Financial	Hargreave Hale	McCarthy Taylor	Petsky Prunier	Logiciels	
Marques	Durée indéterminée	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	3 ans	s. o.	
Relations clients	11 ans	5 ans	De 8 à 24 ans	8 ans	De 11,5 à 12,5 ans	12,8 ans	s. o.	s. o.	
Ententes de non-concurrence	5 ans	4,5 ans	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	
Technologie	s. o.	s. o.	3 ans	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	10 ans	
Contrat de gestion de fonds	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	10,5 ans	s. o.	s. o.	s. o.	
Portefeuille de contrats	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	0,9 an	s. o.	
Baux avantageux	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	2,5 ans	s. o.	

Logiciel développé en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Selon l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, les actifs sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement du logiciel, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a pu se déprécier. Si une telle indication existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif isolé à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i] Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN). Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels).

Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)

Un actif financier est classé comme étant à la JVRN s'il ne respecte pas le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de réaliser la valeur de l'actif au moyen d'une vente à court terme. Les actifs financiers à la JVRN sont présentés à la juste valeur, tout profit ou toute perte en découlant étant comptabilisé dans les comptes de résultat. Le profit net ou la perte nette présenté dans les comptes de résultat comprend tous les dividendes et les intérêts générés par l'actif financier. Les actifs financiers évalués à la JVRN comprennent les titres négociables détenus et vendus à découvert.

La Société évalue périodiquement si le classement de ses actifs financiers classés comme étant à la JVRN est toujours approprié, selon son intention, ou non, de vendre les actifs financiers à court terme. Lorsque la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider, dans des cas rares, de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)

Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui était auparavant classé comme étant disponible à la vente selon l'IAS 39. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.

Actifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.

Selon l'IAS 39, les instruments financiers de la Société étaient classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, et prêts et créances. Les actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net comprenaient les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, les profits latents et pertes latentes en découlant étant comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés. Les actifs disponibles à la vente étaient évalués à la juste valeur, et les variations ultérieures de la juste valeur étaient comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, nettes de l'impôt, jusqu'à ce que les actifs soient vendus ou dépréciés, auquel moment la variation était comptabilisée dans le résultat net de l'exercice. Les actifs financiers classés comme prêts et créances et comme détenus jusqu'à l'échéance étaient évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, moins les pertes de valeur. La Société ne possédait pas de placements détenus jusqu'à leur échéance au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018.

La Société reclasse les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de 12 mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Selon l'IAS 39, la Société déterminait s'il existait une indication objective de dépréciation des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente ou comme prêts et créances à la fin de chaque période de présentation financière. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers était réputé être déprécié s'il existait une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii) Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis classés soit comme étant à la JVRN ou comme autres passifs financiers.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la juste valeur par le biais du résultat net. La dette bancaire et les titres vendus à découvert, y compris les instruments financiers dérivés, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat. Les passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, l'emprunt bancaire et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

iii] Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv] Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif a été calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 7 % (8 % au 31 mars 2018), ce qui correspond au taux d'intérêt appliqué par le marché à la date

d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. La valeur des garanties pour les titres empruntés et les titres prêtés correspond au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions.

Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie suffisante.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension restent inscrits à l'état de la situation financière consolidé. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont totalisé 6,4 millions \$ (8,4 millions \$ en 2018). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les résultats enregistrés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Mobilier et matériel	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des baux respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les lois fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où elles sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiduciaires pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débetures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le RILT ou le régime).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). À compter de l'exercice clos le 31 mars 2018, certains membres de la haute direction ont reçu, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (UALR) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont donc assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD et des UALR est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 21). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour frais de restructuration

Les provisions pour frais de restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour frais de restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

Pour déterminer si un accord est, ou contient, un contrat de location, il convient de se fonder sur la substance de l'accord à la date de passation et d'apprécier si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs spécifiques, ou si l'accord confère un droit d'utiliser l'actif, même si ce droit n'est pas explicitement mentionné dans l'accord. La Société a évalué ses contrats de location et conclu qu'elle détient uniquement des contrats comportant des caractéristiques d'un contrat de location simple. Un contrat de location simple est un contrat qui ne transfère pas la quasi-totalité des risques et des avantages et la propriété d'un actif à un locataire. Les paiements au titre de la location simple sont comptabilisés à titre de charge dans les comptes de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 25.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Marchés des capitaux Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société ont été regroupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni, Europe et Dubaï, Australie, États-Unis, et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent les activités en Asie.

NOTE 06

Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 mars 2019		31 mars 2018	
	Titres détenus	Titres détenus vendus à découvert	Titres détenus	Titres détenus vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	364 546 \$	262 720 \$	254 671 \$	220 792 \$
Actions et débiteures convertibles	325 953	110 699	214 546	80 214
	690 499 \$	373 419 \$	469 217 \$	301 006 \$

Au 31 mars 2019, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2019 à 2098 (de 2018 à 2098 au 31 mars 2018) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 14,00 % (de 0,00 % à 14,00 % au 31 mars 2018).

NOTE 07

Instruments financiers

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 mars 2019 et 2018, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	31 mars 2019	31 mars 2018	31 mars 2019	31 mars 2018	31 mars 2019	31 mars 2018	31 mars 2019	31 mars 2018
Actifs financiers								
Titres détenus	683 920 \$	462 774 \$	6 579 \$	6 443 \$	— \$	— \$	690 499 \$	469 217 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 498 516	1 405 380	1 498 516	1 405 380
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	530 933	333 434	530 933	333 434
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	328 528	330 369	328 528	330 369
Autres créances clients	—	—	—	—	298 687	146 654	298 687	146 654
Placements	3 993	—	—	—	—	—	3 993	—
Total des actifs financiers	687 913 \$	462 774 \$	6 579 \$	6 443 \$	2 656 664 \$	2 215 837 \$	3 351 156 \$	2 685 054 \$
Passifs financiers								
Titres vendus à découvert	373 419 \$	301 006 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	373 419 \$	301 006 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 166 550	1 051 546	1 166 550	1 051 546
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	1 499 390	1 228 201	1 499 390	1 228 201
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	457 825	359 207	457 825	359 207
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débiteures convertibles	—	—	—	—	127 225	57 081	127 225	57 081
Contrepartie différée	22 225	9 997	—	—	—	—	22 225	9 997
Contrepartie éventuelle	108 319	49 844	—	—	—	—	108 319	49 844
Billet payable	—	—	—	—	5 832	—	5 832	—
Autres passifs non courants	—	—	—	—	1 741	—	1 741	—
Emprunt bancaire	—	—	—	—	59 664	71 437	59 664	71 437
Total des passifs financiers	503 963 \$	360 847 \$	— \$	— \$	3 325 727 \$	2 774 972 \$	3 829 690 \$	3 135 819 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale en appliquant l'option de la juste valeur.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Aux 31 mars 2019 et 2018, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2019	Juste valeur estimée		
		Niveau 1	31 mars 2019 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	79 642 \$	— \$	79 642 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	284 904	49 946	234 958	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	364 546	49 946	314 600	—
Actions	325 683	262 641	62 991	51
Débiteures convertibles	270	—	270	—
Actions et débiteures convertibles	325 953	262 641	63 261	51
	690 499	312 587	377 861	51
Placements	3 993	—	—	3 993
	694 492	312 587	377 861	4 044
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(6 613)	—	(6 613)	—
Titres de créance de gouvernements	(256 107)	(54 852)	(201 255)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(262 720)	(54 852)	(207 868)	—
Actions	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
Débiteures convertibles	—	—	—	—
Actions et débiteures convertibles	(110 699)	(94 797)	(15 902)	—
	(373 419)	(149 649)	(223 770)	—
Contrepartie différée	(22 225)	—	—	(22 225)
Contrepartie éventuelle	(108 319)	—	—	(108 319)
	(503 963)	(149 649)	(223 770)	(130 544)
Titres détenus				
	31 mars 2018	Niveau 1	31 mars 2018 Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	13 794 \$	— \$	13 794 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	240 877	30 593	210 284	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	254 671	30 593	224 078	—
Actions	214 086	165 546	48 404	136
Débiteures convertibles	460	—	460	—
Actions et débiteures convertibles	214 546	165 546	48 864	136
	469 217	196 139	272 942	136
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(4 836)	—	(4 836)	—
Titres de créance de gouvernements	(215 956)	(34 388)	(181 568)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(220 792)	(34 388)	(186 404)	—
Actions	(79 011)	(66 714)	(12 297)	—
Débiteures convertibles	(1 203)	—	(1 203)	—
Actions et débiteures convertibles	(80 214)	(66 714)	(13 500)	—
	(301 006)	(101 102)	(199 904)	—
Contrepartie différée	(9 997)	—	—	(9 997)
Contrepartie éventuelle	(49 844)	—	—	(49 844)
	(360 847)	(101 102)	(199 904)	(59 841)

Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2017	142 \$
Autres	(6)
Ajout d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale Limited	(9 997)
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale Limited	(49 844)
Solde au 31 mars 2018	(59 705) \$
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre des acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (note 12)	(4 000)
Ajout d'une contrepartie différée dans le cadre des acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (note 12)	(744)
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de McCarthy Taylor (note 12)	(3 052)
Ajout d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier (note 12)	(53 044)
Ajout d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier (note 12)	(13 261)
Règlement partiel d'une contrepartie différée dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale Limited	1 470
Achat de placements (note 10)	4 063
Réévaluation en fonction des fluctuations de change	1 773
Solde au 31 mars 2019	(126 500) \$

Outre une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle comptabilisées dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale Limited au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 et incluses dans les passifs financiers de niveau 3, une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle totalisant 4,7 millions \$ étaient incluses dans le total du prix des acquisitions de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. directement et indirectement par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. (collectivement, Jitneytrade). Une contrepartie éventuelle de 3,1 millions \$ comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 était incluse dans le prix de l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd. La contrepartie différée et la contrepartie éventuelle liées à l'acquisition de Petsky Prunier étaient respectivement de 13,3 millions \$ et 53,0 millions \$. Les contreparties différées et les contreparties éventuelles seront réglées en espèces. Tout profit ou toute perte ultérieure est comptabilisé en résultat.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a également investi 4,1 millions \$ dans Family Office Networks Inc. (FON) et Capital Markets Gateway Inc. (CMG). Ces placements ont été classés comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché (note 10).

Estimation de la juste valeur**i. Instruments financiers de niveau 2**

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 6,6 millions \$ (4,4 millions €) au 31 mars 2019 [6,4 millions \$ (4,1 millions €) au 31 mars 2018]. La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des transactions récentes de rachat d'actions. Ce placement est classé comme étant un actif financier évalué à la JVAERG.

ii. Instruments financiers de niveau 3*Détenus à des fins de transaction*

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements détenus à des fins de transaction au 31 mars 2019 s'établissait à 0,1 million \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2018).

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a investi 4,1 millions \$ dans FON et CMG. Ces placements ont été classés comme instruments financiers de niveau 3, étant donné que leur évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché (note 10).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier (note 12). La juste valeur de ces passifs financiers s'approchait de leur valeur comptable au 31 mars 2019.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspondait à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés audités de la Société aux 31 mars 2019 et 2018.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins d'un an. Au 31 mars 2019, la Société avait comptabilisé une provision pour créances douteuses de 4,2 millions \$ (3,4 millions \$ au 31 mars 2018) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2019 et 2018, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 24.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société respectivement aux 31 mars 2019 et 2018 :

Passif financier	Valeur comptable		Échéance contractuelle
	31 mars 2019	31 mars 2018	
Dette bancaire	9 639 \$	— \$	Remboursable à vue
Titres vendus à découvert	373 419	301 006	Remboursable à vue
Dettes fournisseurs et charges à payer	3 123 765	2 638 954	Remboursable à moins d'un an
Dette subordonnée	7 500	7 500	Remboursable à vue ¹
Débetures convertibles	127 225	57 081	Remboursable en décembre 2023
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	9 294	9 679	Remboursable à moins d'un an
Emprunt bancaire	50 370	61 758	De 2020 à 2021
Contrepartie éventuelle	108 319	49 844	De 2020 à 2023
Contrepartie différée	22 225	9 997	De 2020 à 2022
Billet payable	5 832	—	Février 2020
Autres passifs non courants	1 741	—	Mars 2023

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les 12 mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net respectivement aux 31 mars 2019 et 2018. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2019			31 mars 2018		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et débetures convertibles détenues	319 374	11 338	(11 338)	208 103	8 584	(8 584)
Actions et débetures convertibles vendues à découvert	(110 699)	(3 930)	3 930	(80 214)	(3 308)	3 308

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes et qu'il n'y a pas de perte de valeur permanente. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2019			31 mars 2018		
	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Valeur comptable	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global
Instruments financiers						
Actions comprises dans les titres détenus	6 579 \$	0,7 \$	(0,7) \$	6 443 \$	0,6 \$	(0,6) \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (créditeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2019 et 2018 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates respectivement. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2019			31 mars 2018		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	811 100 \$	5 759 \$	(5 759) \$	862 838 \$	6 471 \$	(6 471) \$
Titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert	317 080	2 251	(2 251)	168 211	1 262	(1 262)
Créditeurs des clients, montant net	(968 457)	(6 876)	6 876	(894 767)	(6 711)	6 711
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	328 528	2 333	(2 333)	330 369	2 478	(2 478)
Solde auprès de courtiers en valeurs mobilières, montant net	331 966	2 357	(2 357)	353 834	1 343	(3 560)
Dette subordonnée	(7 500)	(53)	53	(7 500)	(56)	56
Billet payable	(5 832)	(41)	41	—	—	—
Emprunt bancaire	(59 664)	(424)	424	(71 437)	(536)	536

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar

canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2019 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global
Dollar américain	(1 101) \$	1 101 \$	11 709 \$	(11 709) \$
Livre sterling	(1 221)	1 221	27 155	(27 155)
Dollar australien	néant	néant	1 767	(1 767)

Au 31 mars 2018 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global
Dollar américain	(1 074) \$	1 074 \$	7 363 \$	(7 363) \$
Livre sterling	(1 560)	1 560	34 708	(34 708)
Dollar australien	néant	néant	1 852	(1 852)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2019 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	0,2 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2019	0 \$
Pour acheter des dollars américains	5,7 \$ US	1,34 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2019	(9) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2018 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	17,7 \$ US	1,28 \$ (\$ CA/\$ US)	2 avril 2018	(240) \$
Pour acheter des dollars américains	2,1 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	2 avril 2018	3 \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme

sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2019, leur échéance moyenne pondérée était de 77 jours (85 jours au 31 mars 2018). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement aux 31 mars 2019 et 2018. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2019			31 mars 2018		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	1 124 \$	1 011 \$	102 052 \$	847 \$	747 \$	141 662 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2019, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 0,1 million \$ (0,1 million \$ au 31 mars 2018).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Il n'y avait pas de contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain en cours aux 31 mars 2019 et 2018.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2019, les taux variables s'établissaient dans une fourchette de 1,25 % à 1,61 % (de 0,50 % à 0,75 % au 31 mars 2018).

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
31 mars 2019	314 448 \$	45 328 \$	66 239 \$	407 561 \$
31 mars 2018	185 042	36 359	52 685	227 677

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts remboursables à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2019, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de 9,6 millions \$ (5,5 millions £) (néant au 31 mars 2018).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang de 40,0 millions £ (69,6 millions \$ CA au 31 mars 2019) pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour l'acquisition de Hargreave Hale Limited. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a effectué un remboursement de 5,3 millions £ (9,3 millions \$). Au 31 mars 2019, la Société avait un solde impayé de 34,3 millions £ (59,7 millions \$), déduction faite des frais de financement non amortis (39,4 millions £ (71,4 millions \$) au 31 mars 2018). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans. L'emprunt portait intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % au 31 mars 2019 (taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % au 31 mars 2018).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire de 40,0 millions £ lié à l'acquisition de Hargreave Hale, les filiales de la Société disposent également de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 743,6 millions \$ (669,2 millions \$ au 31 mars 2018). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Aux 31 mars 2019 et 2018, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit.

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,1 millions \$ US) (2,7 millions \$ au 31 mars 2018 (2,0 millions \$ US)) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2019 et 2018, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 08 Participations dans d'autres entités

Le 10 août 2018, la Société a réalisé l'acquisition (l'acquisition) d'une participation en actions supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited dont les activités sont axées sur les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine en Australie. La transaction augmente la participation de la Société dans Canaccord Genuity (Australia) Limited pour la faire passer de 50 % à 80 %. Une tranche additionnelle de 5 % (8 % au 31 mars 2018) des actions émises de Canaccord Genuity (Australia) Limited est détenue par CGA Employee Share Trust qui est considérée comme étant contrôlée par la Société selon l'IFRS 10. Par conséquent, la Société détient une participation donnant le contrôle de 85 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (58 % au 31 mars 2018). Comme il est indiqué à la note 24, Canaccord Genuity (Australia) Limited est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission.

La contrepartie d'acquisition au 10 août 2018 s'établissait à 37,0 millions \$ (38,5 millions \$ AU) et comprenait un montant de 14,4 millions \$ (15,0 millions \$ AU) au comptant, un billet payable de 5,8 millions \$ (6,0 millions \$ AU) et l'émission de 2 331 132 actions ordinaires d'un capital de 16,8 millions \$ (17,5 millions \$ AU). Les actions sont assujetties à une convention d'entiercement de trois ans et libérées chaque année. Le règlement du billet payable, portant intérêt à 4,0 % par année, peut être effectué en espèces ou en actions au gré de la Société et le billet est payable d'ici le 9 février 2020.

Par suite de l'acquisition des participations ne donnant pas le contrôle, la Société a comptabilisé une réduction de 9,7 millions \$ au titre de sa participation ne donnant pas le contrôle et de 27,3 millions \$ au titre de son surplus d'apport au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019.

Pour l'exercice 2019, Canaccord Genuity Australia a affiché un résultat net total de 1,6 million \$ (résultat net de 9,6 millions \$ au 31 mars 2018). Au 31 mars 2019, le cumul des participations ne donnant pas le contrôle s'établissait à 2,0 millions \$ (13,6 millions \$ au 31 mars 2018). Les informations financières résumées, y compris le goodwill à l'acquisition et les ajustements de consolidation, compte non tenu des éliminations intersociétés, sont présentées ci-après.

Le tableau qui suit est un résumé du compte de résultat pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Pour les exercices clos les		
Produits des activités ordinaires	31 366 \$	57 022 \$
Charges	29 674	42 113
Résultat net avant impôt sur le résultat	1 692	14 909
Charge d'impôt sur le résultat	117	5 261
Résultat net	1 575	9 648
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	523	5 595
Participations ne donnant pas le contrôle	1 052	4 053
Total du résultat global	5 254	11 084
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	3 630	6 429
Participations ne donnant pas le contrôle	1 624	4 655
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	2 724	3 445

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2019 et 2018 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Actifs courants	48 047 \$	55 486 \$
Actifs non courants	980	1 302
Passifs courants	16 922	21 974
Passifs non courants	1 670	3 525

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2019 et 2018 :

	Canaccord Genuity Australia	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	9 520 \$	2 069 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 359)	(6 890)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(144)	(120)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	(38)	10
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 979 \$	(4 931) \$

NOTE 09**Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer****CRÉANCES CLIENTS**

	31 mars 2019	31 mars 2018
Courtiers en valeurs mobilières	1 498 516 \$	1 405 380 \$
Clients	530 933	333 434
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	328 528	330 369
Autres	298 687	146 654
	2 656 664 \$	2 215 837 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2019	31 mars 2018
Courtiers en valeurs mobilières	1 166 550 \$	1 051 546 \$
Clients	1 499 390	1 228 201
Autres	457 825	359 207
	3 123 765 \$	2 638 954 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,95 % à 8,50 % et de 0,00 % à 0,95 % au 31 mars 2019; respectivement de 6,45 % à 7,50 % et de 0,00 % à 0,45 % au 31 mars 2018).

Au 31 mars 2019, la provision pour créances douteuses était de 4,2 millions \$ (3,4 millions \$ au 31 mars 2018). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

Solde au 31 mars 2017	4 942 \$
Charge pour l'exercice	4 831
Recouvrements	(4 168)
Sorties du bilan	(2 235)
Change	(7)
Solde au 31 mars 2018	3 363 \$
Charge pour l'exercice	5 378
Recouvrements	(4 264)
Sorties du bilan	(149)
Change	(170)
Solde au 31 mars 2019	4 158 \$

NOTE 10 Placements

	31 mars 2019	31 mars 2018
Placements comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence	2 231 \$	2 035 \$
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	3 993	—
	6 224	2 035

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Acquisition Corp. (CGAC) à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 2,5 millions \$. CGAC était une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Le 13 août 2018, CGAC a annoncé la clôture (la clôture) de la transaction admissible par suite de laquelle elle a fusionné avec Spark Power Corp. En parallèle avec la clôture de la transaction, CGAC a été renommée Spark Power Group Inc. (Spark Power). Par suite de la clôture, la Société n'est plus réputée exercer une influence notable sur les activités de Spark Power. Par conséquent, le placement dans Spark Power est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les titres détenus dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2019.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 833 333 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth Corp. (CGGC) à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 2,5 millions \$. CGGC est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque unité de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 23,5 % dans CGGC et est réputée exercer une influence notable sur ses activités. Par conséquent, le placement dans CGGC est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, la quote-part de la Société de la perte nette de CGGC a été de 0,4 million \$.

Après la fin de l'exercice clos le 31 mars 2019, CGGC a réalisé une transaction admissible avec Columbia Care LLC et CGGC a été renommée « Columbia Care Inc. ». La Société n'est plus réputée exercer une influence notable sur les activités de Columbia Care. Par conséquent, le placement dans Columbia Care sera comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les titres détenus de l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2019.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 8 889 actions privilégiées de série A de Family Office Networks Inc. (FON) pour un montant de 1,0 million \$ US (1,3 million \$ au 31 mars 2019) à un prix de 112,50 \$ l'action. FON offre un éventail de services de gestion financière à ses clients. La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de FON. Par conséquent, le placement dans FON est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2019.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 579 206 actions privilégiées de série A de Capital Markets Gateway Inc. (CMG) pour un montant de 2,0 millions \$ US (2,7 millions \$ au 31 mars 2019) à un prix de 3,453 \$ l'action. CMG offre un éventail complet de services de gestion financière à ses clients. La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de CMG. Par conséquent, le placement dans CMG est comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière au 31 mars 2019.

NOTE 11 Matériel et aménagements des locaux loués

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
31 mars 2019			
Matériel informatique	19 068 \$	15 789 \$	3 279 \$
Mobilier et matériel	26 918	21 407	5 511
Aménagements des locaux loués	86 492	69 490	17 002
	132 478	106 686	25 792
31 mars 2018			
Matériel informatique	19 929	13 350	6 579
Mobilier et matériel	26 265	20 237	6 028
Aménagements des locaux loués	86 533	68 173	18 360
	132 727	101 760	30 967

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2017	9 999 \$	21 953 \$	83 513 \$	115 465 \$
Acquis à l'acquisition	6 523	3 933	—	10 456
Ajouts	2 656	1 390	2 265	6 311
Cessions	(501)	(1 567)	(239)	(2 307)
Change	1 252	556	994	2 802
Solde au 31 mars 2018	19 929 \$	26 265 \$	86 533 \$	132 727 \$
Acquis à l'acquisition	—	—	329	329
Ajouts	1 608	804	1 970	4 382
Cessions	(1 855)	—	(1 695)	(3 550)
Change	(614)	(151)	(645)	(1 410)
Solde au 31 mars 2019	19 068 \$	26 918 \$	86 492 \$	132 478 \$

	Matériel informatique	Mobilier et matériel	Aménagements des locaux loués	Total
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2017	4 476 \$	17 764 \$	61 746 \$	83 986 \$
Acquis à l'acquisition	5 083	2 608	—	7 691
Amortissement	3 347	934	5 964	10 245
Cessions	(501)	(1 474)	(238)	(2 213)
Change	945	405	701	2 051
Solde au 31 mars 2018	13 350 \$	20 237 \$	68 173 \$	101 760 \$
Amortissement	3 523	1 297	2 683	7 503
Cessions	(699)	—	(1 676)	(2 375)
Change	(385)	(127)	310	(202)
Solde au 31 mars 2019	15 789 \$	21 407 \$	69 490 \$	106 686 \$

La valeur comptable de toute immobilisation corporelle temporairement inutilisée n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2019 et 2018.

NOTE 12**Regroupements d'entreprises****i. Jitneytrade Inc. et Finlogik Inc.**

Le 6 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. directement et indirectement par l'acquisition de Finlogik Capital Inc. (collectivement, Jitneytrade). Jitneytrade Inc. est un courtier à accès direct et un négociateur de contrats à terme et d'options sur actions au Canada. Finlogik Inc. propose au marché canadien des solutions à valeur ajoutée en technologie financière. Cette acquisition sert à soutenir la stratégie de croissance du marché intermédiaire de la Société en améliorant sa part de marché sur le plan des activités de négociation d'actions et en donnant l'accès à de nouveaux secteurs de croissance grâce à l'accélération du développement d'une offre de produits en technologie financière améliorée. Le prix d'acquisition total a été de 14,8 millions \$, dont une tranche de 10,1 millions \$ a été versée à la clôture, en plus d'une contrepartie différée additionnelle de 0,7 million \$ payable le 8 juin 2020. En outre, une contrepartie éventuelle estimée à 4,0 millions \$ est payable sur une période pouvant aller jusqu'à cinq ans, en fonction de certaines mesures de la performance. Une tranche de 1,3 million \$ de la contrepartie au comptant totale est détenue en main tierce et sera versée sur une période pouvant aller jusqu'au 8 juin 2020.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

Contrepartie payée	
Trésorerie	10 058 \$
Contrepartie différée	744
Contrepartie éventuelle	4 000
	14 802 \$
Actif net acquis	
Trésorerie	2 513 \$
Créances clients	4 894
Autres immobilisations corporelles	3 114
Passifs	(6 790)
Immobilisations incorporelles identifiables	1 922
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(509)
Goodwill	9 658
	14 802 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 1,9 million \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients. Le goodwill de 9,7 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition pourrait atteindre 4,0 millions \$ à la date d'acquisition et sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à cinq ans. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus, y compris la juste valeur de l'actif net acquis de Jitneytrade, sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Jitneytrade ont totalisé 1,2 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette générés par Jitneytrade, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 16,6 millions \$ et 1,9 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Jitneytrade avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2018 au compte de résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 1,19 milliard \$ et 71,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Ces chiffres sont fondés sur les résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

ii. McCarthy Taylor Ltd.

Le 29 janvier 2019, la Société a conclu l'acquisition de McCarthy Taylor Ltd. (McCarthy Taylor), société de services consultatifs financiers indépendante établie au Royaume-Uni, par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. Cette acquisition s'inscrit dans l'objectif de la Société qui consiste à élargir sa présence nationale et son offre de services de placement et de planification patrimoniale entièrement intégrés. Le prix d'acquisition total a été de 7,1 millions \$ (4,1 millions £), dont une tranche de 4,0 millions \$ (2,3 millions £) a été versée à la clôture. En outre, une contrepartie éventuelle estimée à 3,1 millions \$ (1,8 million £) est payable sur une période pouvant aller jusqu'à deux ans, en fonction de certaines mesures de la performance.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

Contrepartie payée	
Trésorerie	4 034 \$
Contrepartie éventuelle	3 052
	7 086 \$
Actif net acquis	
Trésorerie	423 \$
Créances clients	511
Autres immobilisations corporelles	64
Passifs	(433)
Immobilisations incorporelles identifiables	3 725
Passif d'impôt différé lié aux immobilisations incorporelles identifiables	(723)
Goodwill	3 519
	7 086 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 3,7 millions \$ ont été comptabilisées et comprennent les relations clients. Le goodwill de 3,5 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition peut atteindre 3,1 millions \$ (1,8 million £) à la date d'acquisition et sera payable sur une période pouvant aller jusqu'à deux ans. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus, compris dans la répartition du prix d'acquisition, sont préliminaires jusqu'à ce que l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises soit finalisée. Le prix d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de McCarthy Taylor sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de McCarthy Taylor ont totalisé 0,2 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette générés par McCarthy Taylor, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 0,6 million \$ et 0,1 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si McCarthy Taylor avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2018 au compte de résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 1,19 milliard \$ et 72,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Ces chiffres sont fondés sur des résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

iii. Petsky Prunier LLC

Le 13 février 2019, la Société a conclu l'acquisition de la totalité d'un petit cabinet de services-conseils en fusions et acquisitions de premier plan, Petsky Prunier LLC (Petsky Prunier), établi à New York, dans le cadre d'un achat d'actifs pour une contrepartie initiale de 39,8 millions \$ (30 millions \$ US) au comptant et de 6,6 millions \$ (5,0 millions \$ US) en actions ordinaires de la Société. Il y a également une contrepartie différée de 13,3 millions \$ (10,0 millions \$ US) en actions ordinaires de la Société qui seront émises sur une période de trois ans. Une contrepartie éventuelle additionnelle pouvant atteindre 53,0 millions \$ (40 millions \$ US) sera versée au comptant sur une période de quatre ans, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles de produits au cours de ladite période. Cette acquisition cadre avec l'objectif de la Société visant l'expansion de sa base de coûts fixes dans cette région et la diversification de ses sources de produits, à l'appui de l'élargissement de la gamme de produits et de services offerts aux clients en vue de saisir une part de marché plus importante dans ses secteurs dominants.

Le prix d'acquisition préliminaire, déterminé par la juste valeur de la contrepartie versée à la date d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis à la date d'acquisition, est comme suit :

Contrepartie payée	
Trésorerie	39 783 \$
Émission d'actions	6 631
Contrepartie différée	13 261
Contrepartie éventuelle	53 044
	112 719 \$
Actif net acquis	
Créances clients	263 \$
Autres immobilisations corporelles	522
Passifs	(519)
Immobilisations incorporelles identifiables	7 339
Goodwill	105 114
	112 719 \$

Des immobilisations incorporelles identifiables de 7,3 millions \$ ont été comptabilisées et comprennent les marques, les portefeuilles de contrats et les baux avantageux. Le goodwill de 105,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction a estimé que la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à cette acquisition peut atteindre 53,0 millions \$ à la date d'acquisition et sera payable sur une période de quatre ans. La contrepartie éventuelle doit être réglée au comptant et constitue un passif financier, et les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle seront comptabilisées dans le compte de résultat. Le calcul de la juste valeur est fonction des flux de trésorerie actualisés, et l'hypothèse clé qui a une incidence sur la juste valeur concerne la probabilité d'atteinte des mesures de la performance.

Les montants ci-dessus compris dans la répartition du prix d'acquisition sont préliminaires en attente de la finalisation de l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises. Le prix d'acquisition et la juste valeur de l'actif net acquis de Petsky Prunier sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers consolidés audités à partir des informations alors disponibles. Des modifications peuvent être apportées à ces montants ainsi qu'à la détermination des immobilisations incorporelles et à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée et déterminée. Les montants fondés sur des estimations sont susceptibles de changer au cours de la période de 12 mois suivant la date d'acquisition.

Les frais connexes à l'acquisition engagés par la Société dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier ont totalisé 0,8 million \$. Ils comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux.

Les produits des activités ordinaires et la perte nette générés par Petsky Prunier, y compris les frais connexes à l'acquisition, se sont élevés respectivement à 2,1 millions \$ et 1,4 million \$ depuis la date d'acquisition.

Si Petsky Prunier avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2018 au compte de résultat consolidé, les produits des activités ordinaires et le résultat net consolidés auraient été respectivement d'environ 1,24 milliard \$ et 80,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Ces chiffres sont fondés sur des résultats historiques qui ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur.

NOTE 13

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Immobilisations incorporelles identifiables										Total \$
	Goodwill \$	Marques \$	Relations clients \$	Technologie \$	Logiciels en développement \$	Ententes de non-concurrence \$	Permis de négociation \$	Gestion de fonds \$	Portefeuille de contrats \$	Baux avantageux \$	
Montant brut											
Solde au 31 mars 2017	514 898	44 930	91 123	29 202	3 045	14 153	196	—	—	—	182 649
Ajouts	52 254	—	24 921	795	—	—	—	36 639	—	—	62 355
Transfert entre catégories	—	—	—	3 045	(3 045)	—	—	—	—	—	—
Change	13 454	—	7 130	2 359	—	—	—	3 599	—	—	13 088
Solde au 31 mars 2018	580 606	44 930	123 174	35 401	—	14 153	196	40 238	—	—	258 092
Ajouts	118 291	574	5 647	1 150	—	—	—	—	6 209	556	14 136
Change	(6 029)	4	(3 518)	(1 253)	—	—	—	(1 253)	43	5	(5 972)
Solde au 31 mars 2019	692 868	45 508	125 303	35 298	—	14 153	196	38 985	6 252	561	266 256
Amortissement et dépréciation cumulés											
Solde au 31 mars 2017	(322 632)	—	(50 532)	(12 619)	(2 350)	(14 153)	(196)	—	—	—	(79 850)
Transfert entre catégories	—	—	—	(2 350)	2 350	—	—	—	—	—	—
Amortissement	—	—	(8 700)	(3 339)	—	—	—	(1 723)	—	—	(13 762)
Change	—	—	(2 546)	(1 065)	—	—	—	(112)	—	—	(3 723)
Solde au 31 mars 2018	(322 632)	—	(61 778)	(19 373)	—	(14 153)	(196)	(1 835)	—	—	(97 335)
Amortissement	—	—	(12 076)	(2 378)	—	—	—	(2 323)	—	—	(16 777)
Change	—	—	1 267	1 063	—	—	—	47	—	—	2 377
Solde au 31 mars 2019	(322 632)	—	(72 587)	(20 688)	—	(14 153)	(196)	(4 111)	—	—	(111 735)
Valeur comptable nette											
31 mars 2018	257 974	44 930	61 396	16 028	—	—	—	38 403	—	—	160 757
31 mars 2019	370 236	45 508	52 716	14 610	—	—	—	34 874	6 252	561	154 521

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET D'AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2019	31 mars 2018	31 mars 2019	31 mars 2018	31 mars 2019	31 mars 2018
UGT de Marchés des capitaux						
Canaccord Genuity						
Canada (Genuity)	44 930 \$	44 930 \$	92 074 \$	92 074 \$	137 004 \$	137 004 \$
Canada (Jitneytrade)	—	—	9 658	—	9 658	—
États-Unis (Petsky Prunier)	578	—	105 682	—	106 260	—
UGT de Gestion de patrimoine						
Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	93 870	97 754	93 870	97 754
Royaume-Uni et Europe (Eden Financial Ltd. (Eden))	—	—	10 333	10 761	10 333	10 761
Royaume-Uni et Europe (Hargreave Hale)	—	—	55 106	57 385	55 106	57 385
Royaume-Uni et Europe (McCarthy Taylor)	—	—	3 513	—	3 513	—
	45 808 \$	44 930 \$	370 236 \$	257 974 \$	415 744 \$	302 904 \$

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser à l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 30 juin 2018, du 30 septembre 2018 et du 31 décembre 2018.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT dont la valeur comptable comprend un goodwill en date du 31 mars 2019 sont Canaccord Genuity au Canada (Genuity) et Canada (Jitneytrade), Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsy Prunier), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni (Eden, Hargreave Hale et McCarthy Taylor). Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2018). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisent un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans de 5,0 % (5,0 % au 31 mars 2018) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles. Le taux de croissance final utilisé pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity, Canada (Genuity) et Canada (Jitneytrade), Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsy Prunier) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni (Eden, Hargreave Hale et McCarthy Taylor) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2018).

NOTE 14 Impôt sur le résultat

Les principales composantes de la charge d'impôt comprennent :

	31 mars 2019	31 mars 2018
Comptes de résultat consolidés		
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible	34 897 \$	23 630 \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	(3 286)	(3 010)
	31 611	20 620
Recouvrement d'impôt différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	(10 543)	(1 807)
Incidence des variations des taux d'impôt	6	(144)
	(10 537)	(1 951)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	21 074 \$	18 669 \$

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2019	31 mars 2018
Résultat net avant impôt sur le résultat	92 656 \$	35 746 \$
Charge d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (26,25 % en 2018)	25 018	9 381
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(599)	(1 631)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	5 450	2 555
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	(5 140)	3 248
Autres	(952)	558
Utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	(1 106)	(5 409)
Incidence de la variation des taux d'imposition sur les différences temporaires	(1 300)	6 201
Paiements fondés sur des actions	(297)	3 766
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	21 074 \$	18 669 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2019	31 mars 2018	31 mars 2019	31 mars 2018
Profit latent sur les titres détenus	(7 116) \$	(10 053) \$	(3 385) \$	9 939 \$
Provisions pour litiges	917	774	(143)	421
Rémunération non versée	4 375	6 359	(445)	(1 388)
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	3 434	2 984	(449)	(10)
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	2 949	2 434	(515)	(641)
Reports de pertes en avant	7 186	5 224	(1 962)	1 267
RILT	26 008	25 365	(643)	(10 967)
Autres immobilisations incorporelles	(26 053)	(28 066)	(2 734)	(1 318)
Autres	2 439	1 205	(261)	746
	14 139 \$	6 226 \$	(10 537) \$	(1 951) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant aux états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2019	31 mars 2018
Actifs d'impôt différé	22 117 \$	19 941 \$
Passifs d'impôt différé	(7 978)	(13 715)
	14 139 \$	6 226 \$

Pour l'exercice, la variation de la position nette d'impôt différé se présentait comme suit :

	2019	2018
Solde d'ouverture	6 226 \$	15 183 \$
Recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	10 537	1 951
Incidence du change sur la position d'impôt différé	197	1 111
Passif d'impôt différé sur les débentures convertibles	(944)	—
Impôt différé acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	(1 168)	(11 308)
Autres	(709)	(711)
Solde de clôture aux 31 mars	14 139 \$	6 226 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

À la date de clôture, la Société avait reporté en avant des pertes fiscales d'environ 33,9 millions \$ (35,5 millions \$ en 2018) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences

temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces pertes à titre d'actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes arrivent à échéance en 2019.

Les autres différences temporaires non comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé liés aux filiales à l'extérieur du Canada s'établissaient à 35,0 millions \$ au 31 mars 2019 (38,8 millions \$ en 2018). Comme les filiales à l'extérieur du Canada ont subi des pertes par le passé et que les différences temporaires déductibles pourraient ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé, aucun actif n'a été comptabilisé, étant donné qu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé.

NOTE 15**Dettes subordonnées**

	31 mars 2019	31 mars 2018
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500 \$	7 500 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Aux 31 mars 2019 et 2018, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 7,95 % et 7,45 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 16**Emprunt bancaire**

	31 mars 2019	31 mars 2018
Emprunt	60 326 \$	72 500 \$
Moins : frais de financement non amortis	(662)	(1 063)
	59 664	71 437
Tranche à court terme	9 294	9 679
Tranche à long terme	50 370	61 758

Dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale Limited, une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang d'un montant de 40,0 millions £ aux fins du financement d'une partie de la contrepartie au comptant. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a effectué un remboursement de 5,3 millions £ (9,3 millions \$).

Au 31 mars 2019, la Société avait un solde impayé de 34,3 millions £ (59,7 millions \$ CA), déduction faite des frais de financement non amortis (39,4 millions £ (71,4 millions \$ CA) au 31 mars 2018). L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur la période qui prend fin en septembre 2021. L'emprunt portait intérêt au taux LIBOR annuel en vigueur majoré de 2,125 % au 31 mars 2019 (taux LIBOR annuel majoré de 3,375 % au 31 mars 2018).

NOTE 17**Débetures convertibles**

	31 mars 2019		31 mars 2018	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débetures convertibles	127 225 \$	5 156 \$	57 081 \$	2 604 \$

Le 22 août 2018, la Société a réalisé la clôture de son placement par voie de prise ferme de débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles, mobilisant ainsi un produit brut de 59 225 000 \$ (les débetures offertes). Parallèlement, la Société a réalisé la clôture de son placement privé sans courtier avec un important gestionnaire d'actifs canadien, mobilisant un produit brut de 73 500 000 \$, lequel, combiné avec le produit brut issu des débetures offertes, représente un montant en capital total de 132 725 000 \$ (conjointement avec les débetures offertes, les débetures convertibles). La Société a utilisé le produit de l'émission des débetures convertibles pour racheter les débetures subordonnées convertibles non garanties de 60,0 millions \$ émises en 2016. Le montant net comptabilisé après déduction des frais d'émission, nets du passif d'impôt différé, s'est élevé à 129,2 millions \$.

Les débetures subordonnées non garanties convertibles de 60,0 millions \$ émises en octobre 2016 étaient réputées éteintes aux fins comptables, selon l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Par conséquent, le passif lié aux débetures éteintes a été décomptabilisé dans l'état de la situation financière au 31 mars 2019 et la Société a comptabilisé une perte de 13,5 millions \$ au titre de l'extinction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, dont un montant de 8,6 millions \$ a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et un montant de 4,9 millions \$, directement dans les capitaux propres.

Les débetures convertibles portent intérêt au taux annuel de 6,25 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de décembre et de juin de chaque année à compter du 31 décembre 2018. Les débetures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 10,00 \$ par action ordinaire. Les débetures convertibles viendront à échéance le 31 décembre 2023 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 31 décembre 2021.

Les débetures sont classées comme des instruments financiers composés. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur du passif est calculée en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs des instruments, actualisés à 7 %, ce qui correspond au taux d'intérêt appliqué par le marché à la date d'émission aux instruments ayant des conditions de crédit et offrant des flux de trésorerie futurs comparables, mais sans l'option de conversion. Le montant résiduel est comptabilisé comme une composante des capitaux propres.

NOTE 18**Actions privilégiées**

	31 mars 2019		31 mars 2018	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

i] ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, sont payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ii] ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans ayant pris fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

NOTE 19 Actions ordinaires et bons de souscription

	31 mars 2019		31 mars 2018	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	787 096 \$	115 616 744	772 746 \$	113 522 629
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(3 647)	(346)	(5 098)	(654 322)
Détenues dans le cadre du RILT	(110 553)	(18 036 064)	(117 802)	(19 814 432)
	672 896 \$	97 580 334	649 846 \$	93 053 875
	31 mars 2019		31 mars 2018	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Bons de souscription				
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	1 975 \$	3 438 412	1 975 \$	3 438 412

i] AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii] ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2017	113 511 468	772 645 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement (note 21)	11 161	101
Solde au 31 mars 2018	113 522 629	772 746
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 21)	36 708	331
Actions émises en lien avec l'achat de la participation ne donnant pas le contrôle (note 8)	2 331 132	16 807
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier (note 12)	1 105 275	6 631
Actions annulées	(1 379 000)	(9 419)
Solde au 31 mars 2019	115 616 744	787 096 \$

Le 10 août 2018, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2018 au 14 août 2019, jusqu'à concurrence de 5 677 589 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, 152 200 actions ont été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA en vigueur du 15 août 2017 au 14 août 2018. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, 1 226 800 actions ordinaires ont également été rachetées et annulées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a émis 2 331 132 actions d'un capital de 16,8 millions \$ (17,5 millions \$ AU) à titre de contrepartie dans le cadre de l'acquisition d'une participation en actions supplémentaire de 30 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited dont les activités sont axées sur les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine en Australie (note 8). En outre, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, à titre de contrepartie pour l'acquisition de Petsky Prunier (note 12), la Société a émis 1 105 275 actions ordinaires d'un capital total de 6,6 millions \$ (5,0 millions \$ US).

iii] PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires de la Société. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Résultat par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	70 530 \$	13 024 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(9 402)	(9 593)
Quote-part de la perte sur extinction de débetures convertibles	(4 892)	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	56 236	3 431
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	96 259 582	92 587 216
Résultat de base par action	0,58 \$	0,04 \$
Résultat par action ordinaire après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	56 236	3 431
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt	7 216	s. o.
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	63 452	3 431
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	96 259 582	92 587 216
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	17 568 822	17 089 575
Effet dilutif lié aux bons de souscription (nombre)	819 097	206 487
Effet dilutif lié au billet payable (nombre)	661 728	s. o.
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	151 464	978 809
Effet dilutif lié aux débetures convertibles (nombre)	13 272 500	s. o.
Effet dilutif lié à l'acquisition de Petsky Prunier (nombre)	2 210 550	s. o.
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	130 943 743	110 862 087
Résultat par action ordinaire après dilution	0,48 \$	0,03 \$

Le billet payable émis en contrepartie de l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle peut être réglé en totalité ou en partie en actions au gré de la Société (note 8). Ainsi, conformément à l'IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires aux fins du calcul du RPA après dilution a été augmenté par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires supplémentaires qui auraient été en circulation, en présumant que le billet payable est réglé en actions.

En outre, dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier (note 12), la Société s'est engagée à émettre 2 210 550 actions au titre de la contrepartie différée de l'acquisition. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires aux fins du calcul du RPA après dilution a donc été augmenté en conséquence.

Aucune autre transaction comportant des actions ordinaires ou des actions ordinaires potentielles, qui aurait eu une incidence importante sur le résultat par action ordinaire, n'a eu lieu entre la date de clôture et la date d'autorisation de la publication de ces états financiers.

NOTE 20

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
1 ^{er} mars 2019	15 mars 2019	0,01 \$	1 145 \$
30 novembre 2018	10 décembre 2018	0,01 \$	1 157 \$
31 août 2018	10 septembre 2018	0,01 \$	1 157 \$
22 juin 2018	3 juillet 2018	0,12 \$	13 626 \$

Le 5 juin 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,17 \$ par action ordinaire, payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire variable de 0,16 \$ (note 28).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
15 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
14 décembre 2018	31 décembre 2018	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
14 septembre 2018	1 ^{er} octobre 2018	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$
22 juin 2018	3 juillet 2018	0,24281 \$	0,312060 \$	2 351 \$

Le 5 juin 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 juillet 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 21 juin 2019 (note 28).

Le 5 juin 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 2 juillet 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 21 juin 2019 (note 28).

NOTE 21**Régimes de paiement fondé sur des actions****i) RÉGIME D'INVESTISSEMENT À LONG TERME**

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), ou le régime, des unités d'actions temporairement incessibles (UATI), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du RILT sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (fiducies) qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. À la suite de ce changement, les droits rattachés aux UATI continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions* (IFRS 2). Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont donc assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 4 661 519 UATI (7 292 403 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2018) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019. Les fiducies ont acquis 4 554 070 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 (5 681 240 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 s'est établie à 7,06 \$ (5,00 \$ au 31 mars 2018).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2017	18 179 745
Attributions	7 292 403
UATI dont les droits sont acquis	(4 906 479)
UATI auxquelles il a été renoncé	(435 281)
Attributions en cours au 31 mars 2018	20 130 388
Attributions	4 661 519
UATI dont les droits sont acquis	(6 311 853)
UATI auxquelles il a été renoncé	(115 120)
Attributions en cours au 31 mars 2019	18 364 934

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2017	19 141 505
Actions acquises	5 681 240
Actions libérées à l'acquisition des droits	(5 008 313)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2018	19 814 432
Actions acquises	4 554 070
Actions libérées à l'acquisition des droits	(6 332 438)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2019	18 036 064

ii] PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Ces prêts sont des transactions réglées en instruments de capitaux propres et font généralement l'objet d'une renonciation sur une période de trois à cinq ans à compter de l'avance initiale du prêt ou à la fin de cette période de trois à cinq ans (note 19 iii)).

iii] RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), les régimes de paiements fondés sur des actions suivants ont été mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition :

Régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de Collins Stewart Hawkpoint de remplacement mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions ordinaires de la Société en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été sur une période allant de un an à trois ans à partir de la date d'acquisition de CSHP. Selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), une partie des droits attribués était incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2017	18 482
Exercées	—
Solde au 31 mars 2018	18 482
Exercées	(3 226)
Solde au 31 mars 2019	15 256

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement au 31 mars 2019 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
Néant	15 256	1,0	néant	15 256	néant

Régime d'intéressement à long terme de remplacement de Collins Stewart Hawkpoint mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux RILT de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions de la Société en vertu du RILT de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été graduellement chaque année sur une période de trois ans. Selon l'IFRS 3, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2017	132 619
Exercées	(11 161)
Solde au 31 mars 2018	121 458
Exercées	(33 482)
Solde au 31 mars 2019	87 976

Le tableau suivant présente un résumé des options sur actions en cours en vertu du RILT de remplacement au 31 mars 2019 :

Fourchette du prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions ordinaires	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
Néant	87 976	1,0	néant	87 976	néant

iv] RÉGIME INCITATIF DE CSH

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a convenu de mettre sur pied un programme de maintien en fonction à l'intention des employés clés de CSHP. Les droits rattachés aux attributions étaient entièrement acquis et amortis en date du 31 mars 2017. Au 31 mars 2019, la Société n'avait aucune attribution en cours (9 257 attributions en 2018).

v] UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants doivent tous les ans indiquer comment ils souhaitent que leur rémunération leur soit versée et peuvent préciser le pourcentage qui leur sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société, et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a attribué 62 916 UAD (77 720 UAD en 2018). La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2019 était de 2,7 millions \$ (2,2 millions \$ en 2018).

vi] UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018. Le 12 juin 2018, la Société a attribué 877 485 unités aux termes du régime d'UALR. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement inclusivement et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 5,7 millions \$ au 31 mars 2019 (6,1 millions \$ au 31 mars 2018).

vii] OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Le 1^{er} juin 2018, la Société a créé un régime d'options sur actions liées au rendement qui a été approuvé à l'assemblée générale annuelle de la Société tenue le 2 août 2018. Le 14 juin 2018, la Société a attribué 5 620 000 options aux termes du régime d'options sur actions liées au rendement. Le prix d'exercice est de 6,73 \$ par action. En outre, la Société a attribué 600 000 options le 16 août 2018 avec un prix d'exercice de 7,067 \$. À des fins comptables selon l'IFRS 2, la date d'attribution des options sur actions liées au rendement est le 2 août 2018, soit la date d'approbation du régime d'options sur actions liées au rendement au cours de l'assemblée générale annuelle. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain sur le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 31 mars 2019 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 31 mars 2018	—	— \$
Attribuées	6 220 000	6,76
Exercées	—	—
Solde au 31 mars 2019	6 220 000	6,76 \$

Comme défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, l'incidence des conditions de marché, telles qu'un objectif de prix de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Le modèle de simulation de Monte Carlo est utilisé pour simuler une fourchette de cours futurs de l'action possibles de la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'échéance des options sur actions liées au rendement. L'objectif de ce modèle est d'employer une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement selon l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont été utilisées avec le modèle de simulation Monte Carlo pour les attributions faites au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019 :

Rendement de l'action	2,16 %
Volatilité prévue	40,92 %
Taux d'intérêt sans risque	2,24 %
Durée de vie prévue	4 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions liées au rendement attribuées est de 1,93 \$ par option. Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, une charge de rémunération de 3,5 millions \$ a été comptabilisée.

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

viii] AUTRES RÉGIMES DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits seront acquis le 31 mars 2021, acquisition qui peut être reportée au gré du porteur au 31 mars 2022. Une charge de rémunération de 0,1 million \$ a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

ix] CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
RILT	45 184 \$	93 673 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	335	199
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	128	661
Options sur actions liées au rendement	3 483	—
UALR (réglées en trésorerie)	(488)	—
Autres	—	67
Charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions	48 642	94 600
Charge au titre de l'amortissement accéléré de paiements fondés sur des actions incluse à titre de frais de restructuration	858	757
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	49 500 \$	95 357 \$

NOTE 22

Transactions avec des parties liées

ij FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2019	31 mars 2018
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	s. o.
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	s. o.
Finlogik Inc.	Canada	100 %	s. o.
Finlogik Inc. Tunisia	Tunisie	75 %	s. o.
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
McCarthy Taylor Ltd.	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	s. o.
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Adams Finance Company ULC	Canada	100 %	s. o.
Canaccord Adams Finance Company LLC	États-Unis	100 %	s. o.
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	80 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	80 %	50 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited 加通亚洲（北京）投资顾问有限公司	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity SG Pte. Ltd.	Singapour	100 %	s. o.
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited	Jersey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2019, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (58 % au 31 mars 2018) (note 8).

ii] RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2019 et 2018 :

	31 mars 2019	31 mars 2018
Avantages du personnel à court terme	10 167 \$	10 515 \$
Paiements fondés sur des actions	2 656	4 933
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	12 823 \$	15 448 \$

iii] AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2019	31 mars 2018
Créances clients	837 \$	969 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	942	1 527

iv] MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

NOTE 23**Information sectorielle**

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï, en Australie et aux États-Unis. Marché des capitaux Canaccord Genuity comprend également les activités dans les Autres établissements à l'étranger, dont Canaccord Genuity Asia.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marché des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs.

L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée.

L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity, de Jitneytrade et de la participation initiale de 50 % dans Canaccord Genuity Australia et dans Petsky Prunier. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Marché des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Hargreave Hale). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de McCarthy Taylor est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (McCarthy Taylor). L'amortissement des immobilisations corporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier est attribué au secteur Canaccord Genuity aux États-Unis. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

	Pour les exercices clos les							
	31 mars 2019				31 mars 2018			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marché des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Commissions et honoraires	175 511 \$	380 964 \$	—	556 475 \$	155 126 \$	306 816 \$	(5) \$	461 937 \$
Financement de sociétés	243 715	50 526	—	294 241	234 820	47 375	—	282 195
Honoraires de consultation	140 744	1 484	—	142 228	122 372	—	—	122 372
Négociation à titre de contrepartiste	125 753	100	(23)	125 830	113 715	201	5	113 921
Intérêts	13 882	24 136	12 990	51 008	9 735	12 072	6 068	27 875
Autres	4 721	4 601	11 463	20 785	1 788	3 801	8 988	14 577
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	590 253	351 929	65 437	1 007 619	583 577	288 400	50 373	922 350
Amortissement	7 199	16 225	856	24 280	9 464	13 152	1 391	24 007
Frais de développement	452	14 906	155	15 513	690	6 773	201	7 664
Charges d'intérêts	9 810	4 593	11 050	25 453	9 471	2 741	6 225	18 437
Frais de restructuration	13 070	—	—	13 070	4 704	2 939	—	7 643
Frais connexes aux acquisitions	1 976	1 088	—	3 064	—	6 732	—	6 732
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	8 608	8 608	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	304	304	—	—	298	298
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	81 566	73 070	(61 980)	92 656	29 650	49 528	(43 432)	35 746
Imputations intersectorielles	18 689	14 467	(33 156)	—	16 524	15 529	(32 053)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	62 877 \$	58 603 \$	(28 824) \$	92 656 \$	13 126 \$	33 999 \$	(11 379) \$	35 746 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris Dubaï), aux États-Unis, en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2019	31 mars 2018
Canada	489 515 \$	397 053 \$
Royaume-Uni et Europe	363 774	329 841
États-Unis	305 993	238 933
Australie	31 366	57 022
Autres établissements à l'étranger	(81)	28
	1 190 567 \$	1 022 877 \$

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Australie	Total
Au 31 mars 2019						
Matériel et aménagements des locaux loués	7 919 \$	11 376 \$	5 463 \$	54 \$	980 \$	25 792 \$
Goodwill	101 732	162 822	105 682	—	—	370 236
Immobilisations incorporelles	52 484	94 553	7 484	—	—	154 521
Actifs non courants	162 135	268 751	118 629	54	980	550 549
Au 31 mars 2018						
Matériel et aménagements des locaux loués	9 483	13 156	6 960	66	1 302	30 967
Goodwill	92 074	165 900	—	—	—	257 974
Immobilisations incorporelles	53 201	107 464	92	—	—	160 757
Actifs non courants	154 758 \$	286 520 \$	7 052 \$	66 \$	1 302 \$	449 698 \$

NOTE 24 Gestion du capital

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bons de souscription, le déficit, le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que sur la dette subordonnée, les emprunts bancaires et les débetures convertibles. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2019 et 2018 :

Type de capital	31 mars 2019	31 mars 2018
Actions privilégiées	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires	672 896	649 846
Composante capitaux propres des débetures convertibles	5 156	2 604
Bons de souscription	1 975	1 975
Surplus d'apport	124 710	145 426
Déficit	(237 770)	(277 472)
Cumul des autres éléments du résultat global	103 755	113 332
Capitaux propres	876 363	841 352
Débetures convertibles	127 225	57 081
Dette subordonnée	7 500	7 500
Emprunt bancaire	59 664	71 437
	1 070 752 \$	977 370 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity et Jitneytrade Inc. sont assujetties à la réglementation canadienne, principalement celle de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Financial Planning Limited, McCarthy Taylor Ltd. et Hargreave Hale Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited est réglementée par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.

- Canaccord Genuity LLC est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (FINRA).
- Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.
- Canaccord Asset Management Inc. est assujettie au Canada à la réglementation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.
- Canaccord Genuity (Dubai) Ltd est assujettie aux Émirats arabes unis à la réglementation de la Dubai Financial Services Authority (DFSA).

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2019 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

NOTE 25**Fonds des clients**

Au 31 mars 2019, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 3,042 milliards \$ (1,748 milliard £) (2,978 milliards \$ (1,643 milliard £) en 2018). Ce montant comprenait des soldes de 6,9 millions \$ (4,0 millions £) (11,1 millions \$ (6,1 millions £) en 2018) détenus au nom de clients aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 3,035 milliards \$ (1,744 milliard £) (2,967 milliards \$ (1,637 milliard £) en 2018) détenus au nom de clients qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

NOTE 26**Provisions et éventualités****PROVISIONS**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2019 et 2018 :

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2017	6 940 \$	4 853 \$	11 793 \$
Ajouts	2 704	7 643	10 347
Utilisées	(5 991)	(7 321)	(13 312)
Recouvrements	(400)	—	(400)
Solde au 31 mars 2018	3 253 \$	5 175 \$	8 428 \$
Ajouts	4 078	13 070	17 148
Utilisées	(1 660)	(5 704)	(7 364)
Solde au 31 mars 2019	5 671 \$	12 541 \$	18 212 \$

La provision pour frais de restructuration comptabilisée au cours de la période close le 31 mars 2019 a trait à des indemnités de cessation d'emploi et à certains coûts immobiliers découlant de la restructuration dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2019, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 31 mars 2019, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations

invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est visée par certaines allégations en ce qui a trait à la vente au Royaume-Uni par une société absorbée de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux relatifs à un partenariat cinématographique, les conséquences pourraient s'avérer importantes si ces allégations sont fondées, si des allégations additionnelles sont effectuées et si les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer que le cas n'est ni probable ni estimable changent au cours des périodes ultérieures. Bien que la Société entende se défendre vigoureusement si la cause est entendue et estime que de telles allégations sont sans fondement, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision si l'issue est défavorable, ce qui aurait pour effet de nuire à sa situation financière. L'estimation du montant total de l'investissement des clients de la Société qui ont des accords moratoires à l'égard de ces produits, et pour lesquels l'information est disponible, s'élève à 10,4 millions \$ (6,0 millions £). Le total du montant d'impôt initialement reporté réalisé par les clients de la Société qui ont des accords moratoires à l'égard de ces produits, lorsqu'ils les ont achetés entre 2006 et 2009, est estimé à 15,5 millions \$ (8,9 millions £). L'application conformément aux annonces du HMRC, l'issue de certaines procédures judiciaires portant sur l'imposition de produits similaires vendus par d'autres conseillers financiers et les règlements conclus avec le HMRC par certains investisseurs pourraient se traduire par un montant d'impôt à payer supérieur au montant d'impôt initialement reporté pour les acheteurs de ces produits. En date des présents états financiers consolidés audités, deux protocoles préjudiciaires ont été proposés à la Société par certains clients. Toutefois, ces protocoles ont été rejetés par la Société. Les impôts latents des clients qui sont partie à ces protocoles préjudiciaires, lesquels sont en excès du montant d'impôt initialement reporté, sont évalués à environ 18,6 millions \$ (10,7 millions £), exclusion faite des autres coûts éventuels (par exemple, l'intérêt). En ce qui concerne les clients qui ne sont pas partie à des protocoles préjudiciaires, dans les cas où nous estimons que le délai de prescription pour exercer un recours a été respecté, les impôts latents en excès du montant d'impôt initialement reporté sont, quant à eux, évalués à 5,2 millions \$ (3,0 millions £). À la date des présents états financiers consolidés audités, il est impossible de déterminer l'issue probable des mesures d'application de la loi prises par le HMRC à l'égard de cette affaire ainsi que la probabilité que la Société subisse une perte, ou le montant d'une telle perte, relativement aux réclamations déposées contre elle ou qui pourraient être déposées contre elle.

Une poursuite a été intentée en Alberta par un ancien client et d'autres personnes qui demandent le remboursement des pertes dans certains comptes, des frais d'administration, des intérêts et des coûts. Les faits reprochés comprennent un manquement au contrat et la négligence dans l'administration des comptes. Les dommages-intérêts réclamés dans le cadre de la poursuite s'élèvent à plus de 14 millions \$. Bien que la Société ait réfuté les allégations et entende se défendre vigoureusement, l'issue probable de cette poursuite et une estimation fiable du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peuvent être déterminées à la date des présents états financiers consolidés audités.

Une poursuite a été intentée au Dubai International Financial Centre (DIFC) contre la Société et un codéfendeur réclamant 10 millions \$ US en dommages-intérêts contre les défendeurs relativement à une offre publique d'achat faite par une tierce partie aux États-Unis et à l'utilisation du nom du demandeur par cette tierce partie. Bien que la Société ait réfuté les allégations et entende se défendre vigoureusement, l'issue de cette poursuite ne peut être prédite avec certitude et une estimation du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peut être déterminée à la date des présents états financiers consolidés annuels audités.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la *United States Controlled Substances Act* et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (le Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (les indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN). Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur

sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. La Société a déterminé que ces procédures sont peu probables et, par conséquent, n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

NOTE 27**Engagements**

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2020	33 399 \$
2021	31 978
2022	29 462
2023	21 930
2024	18 670
Par la suite	23 411
	158 850 \$

Certains contrats de location, qui se rapportent principalement à la location de bureaux, sont assortis d'options de prolongation et prévoient un loyer fixé par paliers.

Certaines filiales de la Société ont conclu des contrats de sous-location. Les loyers minimaux approximatifs pour les locaux et le matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite sont indiqués ci-après :

2020	2 285 \$
2021	2 619
2022	2 624
2023	797
2024	—
Par la suite	—
	8 325 \$

La Société s'est engagée à effectuer des paiements au titre du capital et des intérêts sur les débetures convertibles comme suit :

2020	8 295 \$
2021	8 295
2022	8 295
2023	8 295
2024	141 020
Par la suite	—
	174 200 \$

La Société s'est engagée à effectuer des paiements au titre du capital et des intérêts sur l'emprunt bancaire comme suit :

2020	10 945 \$
2021	15 230
2022	37 658
2023	—
2024	—
	63 833 \$

NOTE 28**Événements postérieurs à la date de clôture****i) ACQUISITION**

Le 1^{er} mai 2019, la Société a conclu l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited (TMWML) et des activités de gestion des placements des particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited, par l'entremise de son secteur de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe. TMWML offre des services de planification financière et de gestion des placements aux particuliers, aux fiducies, aux organismes de bienfaisance et aux sociétés du Royaume-Uni. À la contrepartie initiale en espèces de 18,5 millions £ (31,8 millions \$ CA) s'ajoute une contrepartie éventuelle pouvant atteindre 9,5 millions £ (16,8 millions \$ CA) qui sera payable sur une période de trois ans après la conclusion de l'acquisition et sous réserve de l'atteinte de cibles de rendement fondées sur les produits des activités ordinaires et les actifs des clients. Dans le cadre de cette acquisition, un montant supplémentaire de 17,0 millions £ (30,0 millions \$ CA) a été prélevé sur la facilité de crédit bancaire existante de la Société.

ii) DIVIDENDES

Le 5 juin 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,17 \$ par action ordinaire, payable le 2 juillet 2019 aux actionnaires inscrits le 21 juin 2019. Ce dividende est composé d'un dividende trimestriel de base de 0,01 \$ et d'un dividende supplémentaire variable de 0,16 \$ (note 20).

Le 5 juin 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 2 juillet 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 21 juin 2019 (note 20).

Le 5 juin 2019, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 2 juillet 2019 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 21 juin 2019 (note 20).

Informations supplémentaires

Note : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport.

Points saillants financiers¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)

	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2019	2018	2017	2016	2015
Résultats financiers					
Produits des activités ordinaires	1 190 567	1 022 877	879 546	787 805	880 763
Charges	1 097 911	987 131	825 662	1 151 776	886 420
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	21 074	18 669	10 698	(5 404)	5 661
Résultat net	71 582	17 077	43 186	(358 567)	(11 318)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	70 530	13 024	38 103	(358 471)	(13 184)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	61 126	3 431	27 025	(370 463)	(25 061)
Secteur d'activité					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Marché des capitaux Canaccord Genuity ²	62 877	13 126	44 268	(349 110)	1 932
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity ^{3, 5}	58 603	33 999	24 267	10 171	6 097
Non sectoriel et autres	(28 824)	(11 379)	(14 651)	(25 032)	(13 686)
Secteur géographique					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Canada ⁴	57 370	36 156	8 604	(179 586)	16 487
Royaume-Uni et Europe ⁵	7 861	332	26 946	(104 685)	(3 216)
États-Unis ⁶	27 312	(14 411)	2 606	(24 606)	(6 658)
Australie	1 692	14 909	17 127	(23 889)	6 686
Autres établissements à l'étranger ⁷	(1 579)	(1 240)	(1 399)	(31 205)	(18 956)
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
ASG – Canada (discretionnaires)	4 221	2 815	2 637	1 257	1 561
ASA – Canada	20 674	15 567	13 228	9 192	10 729
ASG – Royaume-Uni et Europe	44 195	44 877	24 526	22 791	21 763
ASG – Australie	854	830	862	731	836
Total	65 723	61 274	38 616	32 714	33 328
Information sur les actions ordinaires					
Par action ordinaire (en \$)					
Résultat de base	0,58	0,04	0,29	(4,09)	(0,27)
Résultat après dilution	0,48	0,03	0,27	(4,09)	(0,27)
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁸	6,25	5,71	5,08	4,99	8,71
Cours de l'action ordinaire (en \$)					
Haut	7,47	7,49	5,70	8,58	13,49
Bas	5,54	4,08	3,53	3,50	5,98
Clôture	5,84	6,93	5,09	4,01	6,52
Actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	97 580	93 054	92 780	89 084	91 795
Émises et en circulation	115 617	113 523	113 511	103 812	102 608
Nombre d'actions après dilution	140 241	124 294	124 479	109 072	104 704
Nombre moyen de base	96 260	92 587	91 657	90 553	91 693
Nombre moyen après dilution	130 944	110 862	101 149	s. o.	s. o.
Capitalisation boursière (en milliers)	819 007	861 357	633 598	437 379	682 673
Information sur les actions privilégiées (en milliers)					
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières					
Dividendes par action ordinaire	0,20	0,15	0,10	0,10	0,25
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	3,4 %	2,2 %	2,0 %	2,5 %	3,8 %
Ratio de distribution sur les actions ordinaires	37,8 %	496,3 %	42,0 %	(2,8) %	(101,9) %

- Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux IFRS, mentionnons la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, le rendement des actions ordinaires, le ratio de distribution sur les actions ordinaires, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).
- Comprend les activités de la division mondiale des marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à Dubaï et à Singapour. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre région Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, dont nos nouvelles activités à Singapour entamées au cours de l'exercice 2019, et celles en Chine et à Hong Kong, et englobait également nos anciennes activités à la Barbade et nos activités de consultation et de mobilisation de capitaux à Singapour avant leur vente ou leur fermeture. Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, Jitneytrade) sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture du 6 juin 2018. Les résultats d'exploitation de Petsy Prunier LLC. sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis depuis la date de clôture du 13 février 2019.
- Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte depuis la date de clôture du 18 septembre 2017. Les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. (McCarthy Taylor) sont pris en compte dans Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 29 janvier 2019.
- La région géographique du Canada de la Société inclut les activités des secteurs Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres.
- La région géographique du Royaume-Uni et de l'Europe de la Société œuvre sur les marchés des capitaux et exerce des activités de gestion de patrimoine. Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity à Dubaï sont inclus dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï.
- La région géographique des États-Unis de la Société inclut les activités des marchés des capitaux et les activités de gestion de patrimoine.
- Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, et comprenait celles à Singapour et à la Barbade avant leur vente ou leur fermeture.
- La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et des débetures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Comptes de résultat et des résultats non distribués consolidés résumés^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2019	2018	2017	2016	2015
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	556 475	461 937	396 741	376 817	374 058
Financement de sociétés	294 241	282 195	196 129	132 029	236 551
Honoraires de consultation	142 228	122 372	130 749	160 180	153 302
Négociation à titre de contrepartiste	125 830	113 921	119 040	85 559	75 217
Intérêts	51 008	27 875	16 847	16 830	22 212
Divers	20 785	14 577	20 040	16 390	19 423
	1 190 567	1 022 877	879 546	787 805	880 763
Charges					
Rémunération au rendement ⁴	599 867	526 614	454 998	417 876	455 480
Charges salariales	116 758	99 239	85 698	92 981	85 770
Frais de négociation	83 577	68 209	65 211	56 998	52 795
Locaux et matériel	41 719	39 605	42 286	40 863	40 281
Communications et technologie	64 930	56 346	52 381	55 975	51 758
Intérêts	25 453	18 437	12 744	10 222	13 424
Frais d'administration	100 768	83 982	79 011	87 004	94 688
Amortissement	24 280	24 007	21 124	25 339	28 428
Frais de développement	15 513	7 664	12 209	26 129	24 448
Frais de restructuration ⁵	13 070	7 643	—	17 352	24 813
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	—	48 355	—	—	—
Dépréciation du goodwill	—	—	—	321 037	14 535
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁷	304	298	—	—	—
Perte sur extinction de débetures convertibles	8 608	—	—	—	—
Frais connexes aux acquisitions	3 064	6 732	—	—	—
	1 097 911	987 131	825 662	1 151 776	886 420
Résultat avant impôt sur le résultat	92 656	35 746	53 884	(363 971)	(5 657)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	21 074	18 669	10 698	(5 404)	5 661
Résultat net de l'exercice	71 582	17 077	43 186	(358 567)	(11 318)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 052	4 053	5 083	(96)	1 866
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	70 530	13 024	38 103	(358 471)	(13 184)
Résultats non distribués au début de l'exercice	(277 472)	(267 559)	(294 586)	92 815	144 799
Dividendes sur actions ordinaires	(16 534)	(13 344)	—	(16 938)	(26 806)
Dividendes sur actions privilégiées	(9 402)	(9 593)	(11 076)	(11 992)	(11 994)
Quote-part de la perte sur extinction de débetures convertibles	(4 892)	—	—	—	—
Résultats non distribués à la fin de l'exercice	(237 770)	(277 742)	(267 559)	(294 586)	92 815
Charges de rémunération au rendement en % des produits des activités ordinaires	50,4 %	51,5 %	51,7 %	53,0 %	51,7 %
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires ⁸	60,2 %	61,2 %	61,5 %	64,8 %	61,5 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	32,0 %	30,6 %	32,4 %	81,4 %	39,2 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	92,2 %	96,5 %	93,9 %	146,2 %	100,6 %
Marge bénéficiaire avant impôt	7,8 %	3,5 %	6,1 %	(46,2) %	(0,6) %
Taux d'impôt effectif	22,7 %	52,2 %	19,9 %	1,5 %	(100,1) %
Marge bénéficiaire nette	6,0 %	1,7 %	4,9 %	(45,5) %	(1,3) %
Résultat par action de base	0,58	0,04	0,29	(4,09)	(0,27)
Résultat par action après dilution	0,48	0,03	0,27	(4,09)	(0,27)
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁹	6,25	5,71	5,08	4,99	8,71
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	704 326	637 556	598 391	532 270	613 105
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	461 811	370 265	267 111	246 567	250 890
Non sectoriel et autres	24 430	15 056	14 044	8 968	16 768
	1 190 567	1 022 877	879 546	787 805	880 763

1) Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires et la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).

3) Ces données comprennent les résultats de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017, ceux de Jitneytrade depuis la date de clôture du 6 juin 2018, ceux de McCarthy Taylor depuis la date de clôture du 29 janvier 2019, et ceux de Petsyky Prunier depuis la date de clôture du 13 février 2019.

4) Les charges de rémunération au rendement comprennent la taxe pour le régime national d'assurance applicable au Royaume-Uni.

5) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à certains coûts immobiliers engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux changements dans notre secteur non sectoriel et autres.

6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribués dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribués dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être comptabilisés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'accélération de la comptabilisation du solde de certaines attributions dans le cadre du RIL qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.

7) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019, et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

8) Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges salariales, à l'exception des primes à l'embauche, qui sont incluses dans les frais de développement.

9) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et des débetures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

États de la situation financière consolidés résumés

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2019	2018	2017	2016	2015
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	820 739	862 838	677 769	428 329	322 324
Titres détenus à la valeur de marché	690 499	469 217	784 230	564 746	848 128
Créances clients	2 656 664	2 215 837	3 395 736	2 041 150	2 491 488
Impôt sur le résultat à recevoir	2 502	1 170	1 085	12 537	5 295
Actifs d'impôt différé	22 117	19 941	15 323	11 221	10 148
Placements	6 224	2 035	2 829	5 578	8 693
Matériel et aménagements des locaux loués	25 792	30 967	31 479	37 049	43 373
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	524 757	418 731	295 065	323 936	640 456
	4 749 294	4 020 736	5 203 516	3 424 546	4 369 905
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	9 639	—	25 280	14 910	20 264
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	—	—
Titres vendus à découvert	373 419	301 006	645 742	427 435	654 639
Dettes fournisseurs chargés à payer et divers	3 141 977	2 647 382	3 681 676	2 203 858	2 541 956
Impôt sur le résultat à payer	5 415	7 851	10 093	4 242	8 172
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	9 294	9 679	—	—	—
Contrepartie différée	22 225	9 997	—	—	—
Contrepartie éventuelle	108 319	49 844	—	—	—
Billet payable	5 832	—	—	—	—
Autre passif à long terme	1 741	—	—	—	—
Emprunt bancaire	50 370	61 758	—	—	—
Passifs d'impôt différé	7 978	13 715	140	450	2 057
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	15 000	15 000
Débitures convertibles	127 225	57 081	56 442	—	—
Participations ne donnant pas le contrôle	1 997	13 571	11 858	8 722	10 275
Capitaux propres	876 363	841 352	764 785	749 929	1 117 542
	4 749 294	4 020 736	5 203 516	3 424 546	4 369 905

Statistiques opérationnelles diverses¹

Aux 31 mars	2019	2018	2017	2016	2015
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	255	189	178	180	201
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	430	379	359	354	400
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres Total au Canada	308	288	279	288	324
	993	856	816	822	925
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	197	214	225	282	329
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	565	559	313	312	303
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	308	256	275	291	269
Nombre d'employés en Australie					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	58	57	58	55	56
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	10	11	11	10	13
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	4	3	2	23	33
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 135	1 956	1 700	1 795	1 928
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	155	142	141	139	152
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	420	374	367	392	437
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	200	188	118	118	114
Nombre de conseillers en Australie	6	7	8	7	9
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	4 221	2 815	2 637	1 257	1 561
ASA – Canada (en millions \$ CA)	20 674	15 567	13 228	9 192	10 729
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	44 195	44 877	24 526	22 791	21 763
ASG – Australie (en millions \$ CA)	854	830	862	731	836
Total (en millions \$ CA)	65 723	61 274	38 616	32 714	33 328

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers au Canada comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Points saillants financiers trimestriels¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Exercice 2019				Exercice 2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits des activités ordinaires	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442	191 547	199 808
Charges	279 265	290 991	275 414	252 241	324 379	262 559	198 613	201 580
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	3 087	8 151	6 603	3 233	7 404	10 285	192	788
Résultat net	2 456	32 458	18 019	18 649	(9 703)	36 598	(7 258)	(2 560)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	2 663	32 457	17 794	17 616	(11 661)	34 432	(7 485)	(2 262)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	312	30 106	15 443	15 265	(14 012)	32 081	(9 836)	(4 802)
Secteur d'activité								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canaccord Genuity ²	(2 529)	31 096	24 214	10 096	(6 977)	34 266	(6 773)	(7 390)
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity ³	13 099	14 813	16 385	14 306	8 642	16 322	919	8 116
Non sectoriel et autres	(5 027)	(5 300)	(15 977)	(2 520)	(3 964)	(3 705)	(1 212)	(2 498)
Secteur géographique								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canada ⁴	6 152	25 722	16 055	9 441	12 282	24 740	(4 139)	3 273
Royaume-Uni et Europe ⁵	(6 885)	10 196	2 234	2 316	(10 073)	8 959	2 387	(941)
États-Unis ⁶	8 481	5 215	6 003	7 613	(11 032)	5 111	(6 257)	(2 233)
Australie	(1 792)	(64)	672	2 876	6 786	8 379	1 059	(1 315)
Autres établissements à l'étranger ⁷	(413)	(460)	(342)	(364)	(262)	(306)	(116)	(556)
Actifs des clients (en millions \$)								
ASG – Canada (discrétionnaires)	4 221	3 954	4 158	3 721	2 815	2 838	2 688	2 647
ASA – Canada	20 674	18 260	19 746	18 921	15 567	14 451	12 801	12 669
ASG – Royaume-Uni et Europe	44 195	41 153	45 230	46 434	44 877	43 791	40 797	25 755
ASG – Australie	854	771	834	845	830	928	866	860
Total	65 723	60 184	65 810	66 200	61 274	59 170	54 464	39 284
Information sur les actions ordinaires								
Par action ordinaire (en \$)								
Résultat de base	0,00	0,31	0,11	0,16	(0,15)	0,35	(0,11)	(0,05)
Résultat après dilution	0,00	0,25	0,09	0,14	(0,15)	0,29	(0,11)	(0,05)
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁸	6,25	6,04	5,69	5,52	5,71	5,11	4,74	4,91
Cours de l'action ordinaire (en \$)								
Haut	6,65	7,11	7,47	7,44	7,49	5,91	6,68	5,42
Bas	5,65	5,54	6,83	5,76	5,50	4,08	4,26	4,17
Clôture	5,84	5,77	6,90	7,26	6,93	5,80	4,29	5,33
Actions ordinaires en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	97 580	96 259	97 055	96 502	93 054	92 281	91 602	92 904
Émises et en circulation	115 617	114 857	115 707	113 548	113 523	113 511	113 511	113 511
Nombre d'actions après dilution	140 241	136 659	137 741	124 646	124 294	124 209	124 141	124 281
Nombre moyen de base	96 696	97 163	96 583	94 363	92 730	92 030	92 529	93 069
Nombre moyen après dilution	118 327	129 169	115 861	117 541	112 187	113 613	104 741	s. o.
Nombre moyen après dilution – ajusté	131 510	129 169	129 133	117 541	121 418	113 613	104 741	s. o.
Capitalisation boursière (en milliers)	819 007	788 522	950 413	904 930	861 357	720 412	532 565	662 418
Actions privilégiées en circulation (en milliers)								
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières								
Dividendes par action ordinaire	0,17	0,01	0,01	0,01	0,12	0,01	0,01	0,01
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	2,9 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	1,7 %	0,7 %	0,9 %	0,8 %
Ratio de distribution sur les actions ordinaires	6 299,6 %	3,8 %	11,0 %	7,4 %	(97,2) %	3,5 %	(11,5) %	(23,6) %

- Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Parmi les mesures non conformes aux IFRS, mentionnons la valeur comptable par action ordinaire, après dilution, le rendement des actions ordinaires, le ratio de distribution sur les actions ordinaires, les actifs sous gestion (ASG) et les actifs sous administration (ASA).
- Comprend les activités de la division mondiale des marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine, à Dubaï et à Singapour. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Notre région Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, dont nos nouvelles activités à Singapour entamées au cours de l'exercice 2019, et celles en Chine et à Hong Kong, et englobait également nos anciennes activités à la Barbade et nos activités de consultation et de mobilisation de capitaux à Singapour avant leur vente ou leur fermeture. Les résultats d'exploitation de Jitneytrade Inc. et de Finlogik Inc. (collectivement, Jitneytrade) sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada depuis la date de clôture du 6 juin 2018. Les résultats d'exploitation de Petsky Prunier LLC. sont pris en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis depuis la date de clôture du 13 février 2019.
- Les résultats d'exploitation de Hargreave Hale sont pris en compte depuis la date de clôture du 18 septembre 2017. Les résultats d'exploitation de McCarthy Taylor Ltd. (McCarthy Taylor) sont pris en compte dans Gestion du patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) depuis la date de clôture du 29 janvier 2019.
- La région géographique du Canada de la Société inclut les activités des secteurs Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres.
- La région géographique du Royaume-Uni et de l'Europe de la Société œuvre sur les marchés des capitaux et exerce des activités de gestion de patrimoine. Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity à Dubaï sont inclus dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni, en Europe et à Dubaï.
- La région géographique des États-Unis de la Société inclut les activités des marchés des capitaux et les activités de gestion de patrimoine.
- Depuis le T3/17, les résultats d'exploitation de nos activités en Australie sont présentés comme une région séparée. Avant le T3/17, l'Australie était incluse dans les Autres établissements à l'étranger. Depuis le T3/17 également, nos activités à Dubaï, qui étaient auparavant comprises dans les Autres établissements à l'étranger, sont incluses dans Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Autres établissements à l'étranger comprend dorénavant nos activités en Asie, notamment en Chine et à Hong Kong, et comprenait celles à Singapour et à la Barbade avant leur vente ou leur fermeture.
- La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société, et de la conversion des débiteurs convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et des débiteurs convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Comptes de résultat consolidés résumés^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Exercice 2019				Exercice 2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	137 578	143 115	139 402	136 380	135 148	125 709	96 125	104 955
Financement de sociétés	60 316	98 978	67 426	67 521	95 514	112 639	33 356	40 696
Honoraires de consultation	32 220	40 698	44 396	29 914	40 930	31 947	30 589	18 896
Négociation à titre de contrepartiste	35 197	30 776	28 949	30 908	36 047	29 138	22 849	25 887
Intérêts	13 733	12 703	15 326	9 246	10 045	6 861	5 793	5 176
Divers	5 764	5 330	4 537	5 154	4 396	3 148	2 835	4 198
	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442	191 547	199 808
Charges								
Rémunération au rendement ⁴	143 909	166 719	151 493	137 746	160 409	158 631	101 270	106 304
Charges salariales	31 353	29 220	27 598	28 587	28 631	26 537	21 664	22 407
Frais de négociation	18 040	24 575	22 462	18 500	20 428	16 521	14 008	17 252
Locaux et matériel	10 895	10 647	10 230	9 947	10 138	10 511	8 847	10 109
Communications et technologie	18 154	16 575	15 015	15 186	14 967	14 558	14 163	12 658
Intérêts	5 738	5 903	8 218	5 594	6 090	4 171	3 731	4 445
Frais d'administration	29 103	26 689	21 292	23 684	24 106	23 108	17 468	19 300
Amortissement	5 769	5 675	6 198	6 638	6 949	6 916	5 148	4 994
Frais de développement	2 940	4 661	4 053	3 859	3 187	1 512	1 486	1 479
Frais de restructuration ⁵	11 754	—	—	1 316	939	—	6 256	448
Frais connexes aux acquisitions	1 721	170	—	1 173	184	—	4 364	2 184
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme ⁶	—	—	—	—	48 355	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée ⁷	(111)	157	247	11	(4)	94	208	—
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	8 608	—	—	—	—	—
Dépréciation du goodwill	—	—	—	—	—	—	—	—
	279 265	290 991	275 414	252 241	324 379	262 559	198 613	201 580
Résultat avant impôt sur le résultat	5 543	40 609	24 622	21 882	(2 299)	46 883	(7 066)	(1 772)
Change (recouvrement) d'impôt	3 087	8 151	6 603	3 233	7 404	10 285	192	788
Résultat net de la période	2 456	32 458	18 019	18 649	(9 703)	36 598	(7 258)	(2 560)
Participations ne donnant pas le contrôle	(207)	1	225	1 033	1 958	2 166	227	(298)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	2 663	32 457	17 794	17 616	(11 661)	34 432	(7 485)	(2 262)
Charges de rémunération au rendement en % des produits des activités ordinaires	50,5 %	50,3 %	50,5 %	50,2 %	49,8 %	51,3 %	52,9 %	53,2 %
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires ⁸	61,5 %	59,15	59,7 %	60,7 %	58,7 %	59,8 %	64,2 %	64,4 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	36,5 %	28,7 %	32,1 %	31,3 %	27,0 %	25,0 %	39,5 %	36,5 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	98,1 %	87,8 %	91,8 %	92,0 %	100,7 %	84,8 %	103,7 %	100,9 %
Marge bénéficiaire avant impôt	1,9 %	12,2 %	8,2 %	8,0 %	(0,7) %	15,2 %	(3,7) %	(0,9) %
Taux d'impôt effectif	55,7 %	20,1 %	26,8 %	14,8 %	(322,1) %	21,9 %	(2,7) %	(44,5) %
Marge bénéficiaire nette	0,9 %	9,8 %	6,0 %	6,8 %	(3,0) %	11,8 %	(3,8) %	(1,3) %
Résultat de base par action	0,00	0,31	0,11	0,16	(0,15)	0,35	(0,11)	(0,05)
Résultat par action après dilution	0,00	0,25	0,09	0,14	(0,15)	0,29	(0,11)	(0,05)
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁹	6,25	6,04	5,69	5,52	5,71	5,11	4,74	4,91
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	160 047	209 387	178 723	156 194	200 687	196 203	118 880	121 786
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	117 130	115 979	116 126	112 576	116 378	109 373	69 563	74 951
Non sectoriel et autres	7 631	6 248	5 176	5 375	5 015	3 866	3 104	3 071
	284 808	331 600	300 036	274 123	322 080	309 442	191 547	199 808

- 1) Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS comprennent les charges de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, les charges autres que de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires et la valeur comptable par action ordinaire, après dilution.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2019 (42 % du 1^{er} avril 2018 au 9 août 2018 et 15 % suivant l'acquisition d'une participation supplémentaire de 30 % dans les activités australiennes le 10 août 2018; 42 % au 31 mars 2018).
- 3) Ces données comprennent les résultats de Hargreave Hale depuis la date de clôture du 18 septembre 2017, ceux de Jitneytrade depuis la date de clôture du 6 juin 2018, ceux de McCarthy Taylor depuis la date de clôture du 29 janvier 2019, et ceux de Petsky Prunier depuis la date de clôture du 13 février 2019.
- 4) Les charges de rémunération au rendement comprennent la taxe pour le régime national d'assurance applicable au Royaume-Uni.
- 5) Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi et à certains coûts immobiliers engagés dans le cadre de la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni. Les frais de restructuration comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ont trait à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la clôture de certaines transactions de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, à des réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à des coûts immobiliers liés à l'acquisition de Hargreave Hale. Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux changements dans notre secteur Non sectoriel et autres.
- 6) Avec prise d'effet le 31 mars 2018, le régime a été modifié de façon à supprimer certaines conditions liées à l'emploi ayant une incidence sur l'acquisition des droits rattachés aux UATI attribués dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement. Compte tenu de ce changement, les coûts des UATI attribués dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement seront dorénavant passés en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, plutôt que d'être constatés sur la période d'acquisition. Cette modification a entraîné l'amortissement accéléré du solde de certaines attributions dans le cadre du RIL qui n'étaient pas entièrement amorties au 31 mars 2018. La charge totale comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 liée aux attributions octroyées avant l'exercice 2018 s'est établie à 48,4 millions \$.
- 7) Représente la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Growth Corp. et dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2019, et la quote-part de la perte nette du placement de la Société dans Canaccord Genuity Acquisition Corp. pour l'exercice clos le 31 mars 2018.
- 8) Le total des charges de rémunération comprend la rémunération au rendement et les charges salariales, à l'exception des primes à l'embauche, qui sont incluses dans les frais de développement.
- 9) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liée aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement d'un billet payable en actions au gré de la Société, et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des billets payables et des débetures convertibles, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncements aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

États de la situation financière consolidés résumés

(en milliers \$ CA)	Exercice 2019				Exercice 2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actifs								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	820 739	930 912	897 276	739 311	862 838	592 873	543 109	521 725
Titres détenus	690 499	709 037	654 784	625 799	469 217	514 220	469 433	585 258
Créances clients	2 656 664	1 888 600	2 209 995	2 388 761	2 215 837	1 758 532	1 944 939	2 171 795
Impôt sur le résultat à recevoir	2 502	9 789	5 697	5 362	1 170	242	2 716	884
Actifs d'impôt différé	22 117	20 831	20 802	18 200	19 941	12 412	15 006	16 231
Placements	6 224	6 184	2 278	2 191	2 035	2 030	2 321	2 960
Matériel et aménagements des locaux loués	25 792	25 941	26 014	28 467	30 967	31 966	30 717	30 592
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	524 757	406 789	403 285	413 745	418 731	404 929	405 157	293 805
	4 749 294	3 998 083	4 220 131	4 221 836	4 020 736	3 317 204	3 413 398	3 623 250
Passif et capitaux propres								
Dette bancaire	9 639	5 903	40 635	14 526	—	2 767	27 300	—
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—
Titres vendus à découvert	373 419	438 348	409 623	418 081	301 006	342 754	316 003	410 303
Dettes fournisseurs, charges à payer et divers	3 141 977	2 426 381	2 691 837	2 742 571	2 647 382	1 982 336	2 130 560	2 383 957
Impôt sur le résultat à payer	5 415	6 527	4 344	3 739	7 851	12 988	9 666	10 394
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	9 294	9 238	8 982	9 233	9 679	4 529	4 463	—
Contrepartie différée	22 225	9 553	9 743	10 117	9 997	9 958	10 030	—
Contrepartie éventuelle	108 319	51 572	50 258	51 550	49 844	46 643	45 969	—
Billet payable	5 832	5 733	5 594	—	—	—	—	—
Autre passif à long terme	1 741	—	—	—	—	—	—	—
Emprunt bancaire	50 370	54 596	53 003	59 009	61 758	62 230	61 244	—
Passifs d'impôt différé	7 978	14 264	11 848	13 435	13 715	10 220	10 170	141
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débitures convertibles	127 225	126 964	126 707	57 249	57 081	56 916	56 755	56 597
Participations ne donnant pas le contrôle	1 997	2 338	2 004	15 259	13 571	12 031	13 354	12 481
Capitaux propres	876 363	839 166	798 053	819 567	841 352	766 332	720 384	741 877
	4 749 294	3 998 083	4 220 131	4 221 836	4 020 736	3 317 204	3 413 398	3 623 250

Statistiques opérationnelles diverses¹

	Exercice 2019				Exercice 2018			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	255	248	248	244	189	189	194	190
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	430	425	413	412	379	352	353	351
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	308	303	294	291	288	282	276	274
Total au Canada	993	976	955	947	856	823	823	815
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	197	192	192	197	214	214	217	222
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	565	548	559	559	559	574	586	314
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	308	260	260	263	256	257	258	275
Nombre d'employés en Australie								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	58	58	56	57	57	56	55	58
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	10	10	10	11	11	12	12	11
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	4	4	4	4	3	3	2	2
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 135	2 048	2 036	2 038	1 956	1 939	1 953	1 697
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	155	150	150	148	142	134	134	135
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	420	416	410	407	374	353	356	355
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	200	188	193	190	188	197	200	119
Nombre de conseillers – Australie	6	6	6	7	7	8	8	8
ASG – Canada (discretionnaires) (en millions \$ CA)	4 221	3 954	4 158	3 721	2 815	2 838	2 688	2 647
ASA – Canada (en millions \$ CA)	20 674	18 260	19 746	18 921	15 567	14 451	12 801	12 669
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	44 195	41 153	45 230	46 434	44 877	43 791	40 797	25 755
ASG – Australie (en millions \$ CA)	854	771	834	845	830	928	866	860
Total (en millions \$ CA)	65 723	60 184	65 810	66 200	61 274	59 170	54 464	39 284

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

4) Une société inscrite à l'AIM est tenue de retenir les services d'un conseiller désigné (appelé communément Nomad) durant la vie de la société sur le marché. Le Nomad a notamment pour tâche de garantir qu'une société répond aux critères d'admissibilité à l'AIM. Un Nomad est à l'AIM ce que le conseiller financier est à la LSE.

Glossaire

Actifs sous administration (ASA) — Canada

Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle du secteur Gestion de patrimoine Canaccord. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) — Canada

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par la Société, dans le cadre du Programme de conseils en placement CT et du Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par la Société et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) — Royaume-Uni et Europe

Les ASG représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actions ordinaires

Type d'actions le plus couramment et généralement détenu dans une société. Les dividendes doivent être versés d'abord aux actionnaires privilégiés, puis aux actionnaires ordinaires.

Actions privilégiées

Catégorie d'actions d'une société dont les droits sur les actifs et le résultat sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

Ajustement de la juste valeur

Estimation de la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont le cours de marché ne peut être déterminé, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires.

Comptes en gestion distincte (CGD)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Dilution

Variation des résultats et de la valeur comptable par action résultant de l'exercice de tous les bons de souscription et options, et de la conversion des titres convertibles.

Éléments de la charge liée aux acquisitions

Les éléments de charge comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux liés aux

acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent également les coûts engagés à l'égard de projets d'acquisition abandonnés. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS.

Éléments importants

Les éléments importants comprennent les frais de restructuration, l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés à l'acquisition de Hargreave Hale et comptabilisés dans les frais de développement, une perte liée à l'extinction des débetures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Experts en placement et gestionnaires de fonds

Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec la clientèle. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Groupe Actions internationales

Groupe de premier plan qui achemine à peu de frais des ordres sur des titres cotés aux États-Unis et des actions ordinaires cotées dans d'autres pays, dont l'exécution est sur les marchés locaux dans le cadre des activités aux États-Unis.

Honoraires de consultation

Les produits tirés des frais que la Société facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de la Société, qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux normes internationales d'information financière (IFRS) n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Options sur actions liées au rendement

Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

Participation syndicaire

Groupe de maisons de financement de sociétés coordonnant la commercialisation, la distribution, l'établissement des prix et la stabilisation des transactions de financement en actions.

Preneur ferme — financement de sociétés

Achète des titres ou d'autres instruments auprès d'une société émettrice à des fins de revente aux épargnants.

Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement, ce qui comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Régime d'actionariat des employés

Régime facultatif qui offre aux employés admissibles la possibilité d'acheter des actions de la Société au moyen de déductions à la source, avec contribution additionnelle de la Société.

Régime d'intéressement à long terme (RILT)

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le RILT ou le régime).

Régimes de remplacement

Régimes de paiements fondés sur des actions mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition.

Rendement de l'action

Ratio financier établi entre le montant des dividendes versés chaque année par une société et le cours de l'action. Le rendement de l'action est égal au montant total annuel des dividendes par action divisé par le cours de l'action de la société.

Résultat par action (RPA)

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débentures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

La prestation, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

Services de négociation

Services de cotation, de rapprochement des transactions et de gestion pour l'exécution des transactions, la gestion des registres des ordres et la communication de l'information sur les portefeuilles.

Taxe pour le régime national d'assurance (RNA)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

Titres bloqués

Actions ordinaires de la Société qui sont assujetties à des conditions de libération particulières.

Transactions sur titres à revenu fixe

Transactions visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débetures convertibles.

Unités d'actions liées au rendement

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction au début de l'exercice clos le 31 mars 2018. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis est déterminé en fonction de l'atteinte de certaines cibles prédéterminées. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Valeur comptable par action ordinaire après dilution

Mesure des capitaux propres par action qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, de l'émission d'actions ordinaires liées aux contreparties différées dans le cadre d'acquisitions, du règlement en actions au gré de la Société d'un billet payable émis en contrepartie d'une acquisition et de la conversion des débetures convertibles, divisé par le nombre d'actions ordinaires qui seraient alors en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont des options, des bons de souscription, d'autres régimes de paiements fondés sur des actions, des contreparties différées liées aux acquisitions, des débetures convertibles et du billet payable, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées ou assorties d'un engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Ventes et transactions institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés, de consultation et d'exécution d'ordres en Bourse aux clients institutionnels.

Gouvernance d'entreprise

Le conseil d'administration (conseil, dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gérance de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil (mandat) renfermant un cadre de référence pour le conseil, énonçant ses responsabilités en matière de gérance ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil sont également régies par :

- la loi intitulée Business Corporations Act (Colombie-Britannique);
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

Communication avec les administrateurs indépendants

Terrence Lyons a été nommé par le conseil du Groupe Canaccord Genuity Inc. à titre d'administrateur principal. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent lui être envoyées par écrit par la poste à l'adresse 2039 West 35th Avenue, Vancouver (Colombie-Britannique) Canada V6M 1J1.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil prévoit que le conseil est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés aux activités de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des auditeurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (CGER) reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des hauts dirigeants, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président du conseil et chef de la direction, le conseil nomme les hauts dirigeants de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication (CPC) de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que sur l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil.
- Les CPC, les dépôts auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations à l'intention des investisseurs sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur les résultats de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil, assisté du comité d'audit, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les auditeurs externes de la Société formulent chaque année au comité d'audit des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2019, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président du conseil et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2019.

Gouvernance

Le conseil compte actuellement huit membres, dont six sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé un administrateur principal et tient régulièrement des réunions hors de la présence des administrateurs qui sont membres de la direction.

- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, y compris un questionnaire confidentiel.
- Les nouveaux membres du conseil reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

Sommaire des chartes et des comités

Le conseil a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil. Ces comités du conseil sont tous deux composés d'administrateurs indépendants.

COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit assiste le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de quatre administrateurs indépendants. Tous les membres du comité d'audit ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres du comité d'audit sont Terrence Lyons (président), Charles Bralver, Merri Jones et Dipesh Shah.

Le comité d'audit a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR. Le comité d'audit dispose de voies de communication directe avec les auditeurs externes et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière. Le mandat du comité d'audit a été mis à jour au cours de l'exercice 2015 afin de mieux correspondre à la fonction de surveillance de la gestion des risques de la Société relevant du comité d'audit.

Le comité d'audit est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. Les auditeurs externes sont embauchés par le comité d'audit dont ils relèvent directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit est responsable de fixer la rémunération des auditeurs externes. Les auditeurs externes assistent à chaque réunion du comité d'audit, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit revoit et approuve annuellement le plan d'audit des auditeurs externes. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par les auditeurs externes. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit mis à part la partie qui se tient en l'absence des membres de la direction pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et de recommander des changements à l'occasion. Il est composé de quatre administrateurs non liés à la Société : Michael Harris (président), Charles Bralver, Kalpana Desai et Terrence Lyons. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue en l'absence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

Conseil d'administration

Charles N. Bralver (2010)

Comité d'audit

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Charles N. Bralver, 67 ans, est membre de la direction des services financiers et possède plus de 40 ans d'expérience en services financiers. M. Bralver a fondé le cabinet de consultation en gestion Oliver, Wyman & Co., dont il a été vice-président du conseil de gestion pendant plus de 23 ans, de 1984 à 2007, et où il s'est spécialisé en stratégie, en risques et en exploitation pour de grandes banques d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des Bourses et d'autres services liés aux marchés. M. Bralver a agi à titre de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de 2007 à 2010 et de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC de 2007 à 2009. M. Bralver agit à titre d'administrateur de la Société et de AkinovA, place de marché électronique dans le secteur des risques en assurance, le conseil de leadership de r4 qui vise à développer une solution d'intelligence artificielle, et siège au conseil d'administration de la Fletcher School of Law and Diplomacy. Il fait aussi partie du Boston Financial Leadership Council et du Business Executives for National Security. M. Bralver a commencé sa carrière chez Booz Allen Hamilton. Il est diplômé de la Fletcher School et du Dartmouth College.

Actuellement, M. Bralver n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Daniel Daviau (2015)

Dan Daviau, 54 ans, a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société, ainsi que chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity le 1^{er} octobre 2015. Il occupait la fonction de président de l'entreprise nord-américaine des marchés des capitaux de Canaccord Genuity depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de l'entreprise axée sur les marchés des capitaux des États-Unis, contribuant à structurer ses activités de financement de sociétés, de recherche, de ventes et de négociation dans la région, ainsi qu'à améliorer les capacités transfrontalières. De 2010 à 2012, M. Daviau a été chef du financement de sociétés de Canaccord Genuity. Avant la fusion Canaccord/Genuity annoncée en 2010, il était directeur et fondateur de Genuity Marchés de Capitaux, où il a occupé différents postes importants depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été chef adjoint, Banque d'investissement, à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Alors qu'il travaillait pour Marchés mondiaux CIBC, il a également été chef du groupe médias et télécommunications à compter de 2000 et chef des services bancaires d'investissement, technologie au Canada à compter de 1997.

Ayant commencé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goodman & Co., M. Daviau a acquis une expérience considérable en transactions financières et opérations de fusions et acquisitions de tous genres.

M. Daviau est établi à Toronto, au Canada. Il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit d'Osgoode Hall/Université York et d'un baccalauréat ès arts (mathématiques et statistiques) de l'Université de Western Ontario.

Actuellement, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Kalpana Desai (2014)

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Kalpana Desai, 52 ans, est administratrice de sociétés et conseillère. Elle compte plus de 25 ans d'expérience en consultation et en financement de sociétés internationales. De 2010 à 2013, elle a dirigé Macquarie Capital Asia, division de financement de sociétés du Groupe Macquarie, et a été administratrice directrice et membre du comité des activités mondiales de Macquarie Capital. Avant de se joindre au Groupe Macquarie en 2009, M^{me} Desai était chef du groupe des fusions et des acquisitions pour l'Asie-Pacifique et directrice générale principale de la division de financement de sociétés de Bank of America Merrill Lynch, située à Hong Kong, après s'être jointe à Merrill Lynch en 1998. Auparavant, elle a travaillé au sein des divisions de financement de sociétés de Barclays de Zoete Wedd (qui fait maintenant partie de Crédit Suisse) et de J. Henry Schroder Wagg (qui fait maintenant partie de Citibank), à Londres, après avoir amorcé sa carrière dans la division des services-conseils en services financiers de PricewaterhouseCoopers.

De 2007 à 2014, M^{me} Desai a fait partie du groupe d'experts sur les offres publiques d'achat et les fusions de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

Elle est née au Kenya et a fait ses études au Royaume-Uni. Elle a habité à Hong Kong de 1997 à 2017 et est actuellement établie au Royaume-Uni. M^{me} Desai détient un baccalauréat ès sciences avec distinction de la London School of Economics and Political Science et est membre associée de l'Institute of Chartered Accountants of England and Wales.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M^{me} Desai est administratrice indépendante de Janus Henderson Group plc, qui est cotée aux Bourses de New York, de Londres et d'Australie.

Michael D. Harris, IAS.A (2004)

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Michael Harris, IAS.A, 74 ans, est président de son propre cabinet de services-conseils, Steane Consulting Ltd., et, à ce titre, il agit comme consultant auprès de diverses sociétés canadiennes, dont Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l. Avant de se joindre à Fasken en septembre 2013, M. Harris était conseiller d'affaires principal au sein du cabinet d'avocats Cassels Brock & Blackwell à Toronto.

M. Harris est né à Toronto en 1945 et a grandi à Callander et à North Bay, en Ontario. Avant d'être élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981, il a été enseignant, commissaire et président d'école, et entrepreneur dans la région de Nipissing. Le 8 juin 1995, M. Harris est devenu le 22^e premier ministre de l'Ontario après une victoire écrasante. Il a été réélu en 1999, devenant ainsi le premier premier ministre de l'Ontario à former un deuxième gouvernement majoritaire de suite en plus de 30 ans.

En plus de siéger au conseil d'administration de plusieurs sociétés canadiennes, M. Harris a été administrateur du Manning Centre for Building Democracy et président honoraire des campagnes de sollicitation de fonds pour le centre hospitalier du district de North Bay, l'Université Nipissing et le Canadore College. Il est également Senior Fellow de l'Institut Fraser et administrateur du New Haven Learning Centre. Il est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Harris est administrateur des sociétés ouvertes Chartwell,

résidences pour retraités (président), Colliers International Group Inc. (CIGI) et Routel Inc. (président).

Merri Jones, IAS.A (2018)

Comité d'audit

Merri Jones, 68 ans, est administratrice de sociétés et conseillère. Elle cumule plus de 40 ans d'expérience dans le secteur des services financiers, parcours qui lui a permis de tabler sur ses compétences en ventes et en marketing, en finances, en stratégie et en ressources humaines. Elle a été la première femme à diriger une banque de l'Annexe II au Canada. Elle a été vice-présidente principale, Gestion privée, chez Fiera Capital de 2010 à 2015, présidente de GBC Asset Management de 2008 à 2009, présidente et chef de la direction de AGF Private Wealth Management de 2003 à 2007, présidente, chef de l'exploitation et administratrice de TAL Private Management de 1996 à 2003 et présidente et chef de la direction de CIBC Trust de 1995 à 1996. Avant d'entrer en fonction à la CIBC en 1995, M^{me} Jones a été présidente et chef de la direction de First Interstate Bancorp de 1986 à 1990 et a travaillé à la Chemical Bank et à la Banque Royale du Canada, où elle a amorcé sa carrière.

M^{me} Jones a fait ses études à l'Université de Western Ontario, à la Wharton School of Business et à l'Université de Toronto. Elle est titulaire d'une accréditation à titre d'IAS.A de l'Institut des administrateurs.

M^{me} Jones est administratrice de la société ouverte Gestion des communications DATA Corp. Elle est également présidente du comité d'examen de placements du Groupe de Fonds Starlight.

David Kassie (2010)

David Kassie, 63 ans, est devenu président du conseil du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil le 1^{er} avril 2012. Il a été directeur principal, président du conseil et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il était président du conseil et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil de CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1^{er} avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société et, le 1^{er} octobre 2015, lorsque le nouveau président et chef de la direction est entré en fonction, il est devenu président-directeur du conseil.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste. Il siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs en plus d'être président du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences et de siéger au conseil d'administration de la Richard Ivey School of Business et, anciennement, du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children.

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce (avec distinction) avec spécialisation en économie de l'Université McGill (obtenu en 1977), ainsi qu'un MBA de l'Université de Western Ontario (obtenu en 1979).

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée.

Terrence A. Lyons, ICD.D. (2004)

Comité d'audit

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Terrence Lyons, IAS.A, 69 ans, est un administrateur de sociétés. Il est administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Sprott Resource Holdings Inc. (président du conseil) et Martinrea International Inc. M. Lyons est associé directeur à la retraite de Brookfield Asset Management ainsi qu'ancien président du conseil d'administration de Northgate Minerals Corporation, société acquise par AuRico Gold Inc. (maintenant Alamos Gold Inc.). Il a également été président du conseil d'administration d'Eacom Timber Corporation, qui a été vendue à une société de capital investissement, président du conseil d'administration de Westmin Mining, vice-président du conseil d'administration de Battle Mountain Gold et président du conseil de Polaris Materials Corporation.

M. Lyons est ingénieur civil (Université de Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université de Western Ontario, obtenu en 1974. Il siège au conseil consultatif de la Richard Ivey School of Business et participe activement à des événements sportifs et caritatifs. Il a été gouverneur de la Fondation olympique canadienne, président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique, gouverneur et membre du comité de direction du B.C. Business Council et administrateur de l'Institute of Corporate Directors (B.C.). En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier.

En plus de siéger au conseil de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Lyons est administrateur des sociétés ouvertes Martinrea International Inc. et Sprott Resource Holdings Inc.

Dipesh Shah, officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), fellow de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.) (2012)

Comité d'audit

Dipesh Shah, O.B.E., F.R.S.A., 66 ans, est président du conseil d'administration de Notting Hill Genesis et de la Genesis Housing Association, et administrateur des conseils d'administration de The Crown Estate et des deux Fonds européens 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures (le « Fonds Marguerite de l'UE I » et le « Fonds Marguerite de l'UE II », pour lesquels il est président du comité de placement). Il est également fiduciaire du British Youth Opera et gouverneur de la Merchant Taylors' School.

M. Shah était auparavant chef de la direction de la UK Atomic Energy Authority et de plusieurs grandes entreprises au sein de BP Plc, où il a été membre de la direction pendant plus d'une décennie et, plus récemment, chef mondial des acquisitions et dessaisissements. M. Shah était notamment président du conseil de Viridian Group plc, de HgCapital Renewable Power Partners LLP et de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque. Il a été administrateur indépendant principal et président du comité de rémunération de JKK Oil & Gas Plc de 2008 à 2015, administrateur indépendant principal et président du comité des mises en candidature d'Equus Petroleum Plc de 2013 à 2016 et administrateur de Thames Water de 2007 jusqu'en août 2017 et de Cavendish Fluor Partnership de 2014 jusqu'en août 2017. De plus, il a été administrateur de plusieurs entreprises importantes, dont Babcock International Group Plc et Lloyd's of London, le marché d'assurance. Il a également été membre du Comité consultatif du gouvernement britannique sur l'énergie renouvelable de 1994 à 2002. Il assumait auparavant les fonctions d'économiste en chef de BP Oil UK.

M. Shah est né en Inde et a grandi en Ouganda. Il est diplômé de l'Université de Londres, de l'Université de Warwick et du programme en gestion de la Harvard Business School. Il a été nommé officier de l'Ordre de l'Empire britannique (O.B.E.), dans le cadre des honneurs de 2007, et il est membre à vie de la Royal Society of Arts (F.R.S.A.).

Actuellement, M. Shah n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Bureaux

Marchés des capitaux

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Canada

Toronto
 Brookfield Place
 161 Bay Street, Suite 3000
 P.O. Box 516
 Toronto (Ontario)
 Canada M5J 2S1
 Téléphone : 416.869.7368
 Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Vancouver

Pacific Centre
 609 Granville Street, Suite 2200
 P.O. Box 10337
 Vancouver (Colombie-Britannique)
 Canada V7Y 1H2
 Téléphone : 604.643.7300
 Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Calgary

Centennial Place – East Tower
 520 3rd Ave. SW, Suite 2400 SW
 Calgary (Alberta)
 Canada T2P 0R3
 Téléphone : 403.508.3800

Montréal

1250, boulevard René-Lévesque Ouest
 Bureau 2930
 Montréal (Québec)
 Canada H3B 4W8
 Téléphone : 514.844.5443

États-Unis

New York

535 Madison Avenue
 New York, NY
 USA 10022
 Téléphone : 212.355.7570

Boston

99 High Street, Suite 1200
 Boston, MA
 USA 02110
 Téléphone : 617.371.3900
 Sans frais : 1.800.225.6104

San Francisco

44 Montgomery Street, Suite 1600
 San Francisco, CA
 USA 94105
 Téléphone : 415.392.8844
 Sans frais : 1.800.225.6104

Nashville

1033, Demonbreun Street, Suite 620
 Nashville, TN
 USA 37203
 Téléphone : 615.490.8500

Chicago

22 W. Washington, Suite 1500
 Chicago, IL
 USA 60602
 Téléphone : 847.864.1139
 Sans frais : 1.888.866.9799

Minneapolis

45 South 7th Street, Suite 2640
 Minneapolis, MN
 USA 55402-1648
 Téléphone : 805.205.0589

Washington

1200 G Street, NW
 Suite 725
 Washington, DC 20036
 USA
 Téléphone : 301.657.4600

New York

2570 North Rd. N
 Bellmore NY 11710
 Téléphone : 954.579.7930

New York

1600 Broadway
 New York, NY 10019
 Téléphone : 203.367.9400

New York

60 Broad Street, 38th Floor
 New York, NY
 USA 10004
 Téléphone : 212.483.8890

Royaume-Uni, Europe

Londres

88 Wood Street
 London, UK
 EC2V 7QR
 Téléphone : 44.20.7523.8000

Dublin

38 Fitzwilliam Street Upper
 Grand Canal Dock
 Dublin 2
 D02 KV05
 Irlande
 Téléphone : 353.1.635.0210

Paris

Washington Plaza
 29, rue de Berri
 75008 Paris
 France
 Téléphone : 33.1.56.69.66.66

Dubaï

Gate Village Building 4
 Suite 402, DIFC
 PO Box 507023
 Dubai, Émirats arabes unis
 Téléphone : 971.4.454.1215

Asie-Pacifique

Beijing

Unit 2401-33, Level 24, China World
 Office 2, 1 Jianguomenwai Avenue,
 Chaoyang District
 Beijing 100004
 Chine
 Téléphone : 8610.5929 8650

Hong Kong

1505, 15/F, ICBC Tower, Three Garden
 Road, Central, Hong Kong
 Téléphone : 852.3919.2500

Singapore

Level 42, Six Battery Road
 Singapore 049909
 Téléphone : 65.6232.2187

Melbourne

Level 4, 60 Collins Street
 Melbourne, VIC, 3000, Australia
 Téléphone : 61.3.8688.9100

Perth

1292 Hay Street
 Suite 2.4, Level 2
 West Perth 6005 WA
 Téléphone : 61.8.6216.2018

Sydney

Suite 62.01, Level 62, MLC Centre
 19-29 Martin Place
 Sydney NSW 2000
 Téléphone : 61.2.9263.2700

Gestion de patrimoine

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Canada

Colombie-Britannique

Vancouver
Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Kelowna

Landmark 5, 320 – 1620 Dickson
Avenue
Kelowna, BC
Canada V1Y 9Y2
Téléphone : 250.712.1100
Sans frais : 1.888.389.3331

Ontario

Toronto
Brookfield Place, Suite 3100
P.O. Box 516
161 Bay Street
Toronto, ON
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Waterloo

80 King Street South, Suite 101
Waterloo (Ontario)
Canada N2J 1P5
Téléphone : 519.886.1060
Sans frais : 1.800.495.8071

Alberta

Calgary
Centennial Place – East Tower
520 3rd Avenue SW, Suite 2400
Calgary (Alberta)
Canada T2P 0R3
Téléphone : 403.508.3800
Sans frais : 1.800.818.4119

Edmonton

Manulife Place
10180 – 101st Street, Suite 570
Edmonton (Alberta)
Canada T5J 3S4
Téléphone : 780.408.1500
Sans frais : 1.877.313.3035

Manitoba

Winnipeg
1010-201 Portage Avenue
Winnipeg (Manitoba)
Canada R3B 3K6
Téléphone : 204.259.2850
Sans frais : 1.877.259.2888

Québec

Montréal
1250, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2930
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443
Sans frais : 1.800.361.4805

Nouvelle-Écosse

Halifax
Purdy's Wharf Tower II
1969 Upper Water Street
Suite 2004
Halifax (Nouvelle-Écosse)
Canada B3J 3R7
Téléphone : 902.442.3162
Sans frais : 1.866.371.2262

Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc.

Vancouver
Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.684.5992

Succursales de gestion de patrimoine indépendante

Colombie-Britannique

Prince George
101 – 1840 Third Avenue
Prince George (Colombie-Britannique)
Canada V2M 1G4
Téléphone : 250.614.0888
Sans frais : 1.866.614.0888

Alberta

Calgary
#207 – 322 11th Avenue SW
Calgary (Alberta)
Canada T2R 0W7
Téléphone : 403.531.2444
Sans frais : 1.866.531.2444

Royaume-Uni et Europe

Londres
41 Lothbury
Londres (Royaume-Uni)
EC2R 7AE
Téléphone : 44.20.7523.4500

Jersey

37, The Esplanade
Saint-Héliier
Jersey JE4 0XQ
Téléphone : 44.1534.708090

Guernesey

Trafalgar Court,
Admiral Park,
St Peter Port, Guernesey GY1 2JA
Téléphone : 44.1481.733900

Île de Man

Anglo International House
Bank Hill
Douglas
Île de Man IM1 4LN
Téléphone : 44.1624.690100

Blackpool

Talisman House
Boardmans Way
Blackpool FY4 5FY
Téléphone : 44.1253.621575

Lancaster

2 Waterview
Lancaster LA1 4XS
Téléphone : 44.1524.541560

Norwich

13-15 St Georges Street
Norwich
Norfolk NR3 1AB
Téléphone : 44.1603.567120

Llandudno Junction

Anson House
1 Cae'r Llyn
Llandudno Junction
Conwy LL31 9LS
Téléphone : 44.1492.558359

Nottingham

The Point
Loughborough Road
West Bridgford,
Nottingham NG2 7QW
Téléphone : 44.1158.965840

Worcester

Saggar House
Princes Drive
Worcester WR1 2PG
Téléphone : 44.1905.723551

York

23, High Petergate
York YO1 7HS
Téléphone : 44.1904.232780

Southampton

Ocean Village Innovation Centre
Ocean Way
Southampton SO14 3JZ
Téléphone : 44.2380.381670

AUTRES ÉTABLISSEMENTS

Pinnacle Correspondent Services

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368

Renseignements à l'intention des actionnaires

Information sur la négociation des actions ordinaires (exercice 2019)

Bourse	Téléscripteur	Actions en circulation après dilution au 31 mars 2019	Cours à la fin de l'exercice au 31 mars 2019	Haut	Bas	Total du volume des actions
Bourse de Toronto	CF	115 616 744	5,84 \$	7,49 \$	5,54 \$	50 383 161

Dates et montants concernant les dividendes sur actions privilégiées pour l'exercice 2019

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Dividendes sur actions privilégiées de série A	Dividendes sur actions privilégiées de série C	Total des dividendes sur actions privilégiées
30 juin 2018	14 septembre 2018	1 ^{er} octobre 2018	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
30 septembre 2018	14 décembre 2018	31 décembre 2018	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
31 décembre 2018	15 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
31 mars 2019	21 juin 2019	2 juillet 2019	0,24281 \$	0,31206 \$	0,55487 \$
			0,97124 \$	1,24824 \$	2,21948 \$

Dates et montants concernant les dividendes sur actions ordinaires pour l'exercice 2019

Date de fin du trimestre	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires	Dividendes sur actions ordinaires
30 juin 2018	31 août 2018	10 septembre 2018	0,01 \$
30 septembre 2018	30 novembre 2018	10 décembre 2018	0,01 \$
31 décembre 2018	1 ^{er} mars 2019	15 mars 2019	0,01 \$
31 mars 2019	21 juin 2019	2 juillet 2019	0,17 \$
			0,20 \$

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2020

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/20	7 août 2019	13 septembre 2019	30 septembre 2019	30 août 2019	10 septembre 2019
T2/20	6 novembre 2019	20 décembre 2019	31 décembre 2019	29 novembre 2019	10 décembre 2019
T3/20	5 février 2020	20 mars 2020	31 mars 2020	28 février 2020	10 mars 2020
T4/20	3 juin 2020	19 juin 2020	30 juin 2020	19 juin 2020	30 juin 2020

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Inscription en Bourse

Bourse de Toronto : CF

Site Web et information financière

Les informations sur la gouvernance d'entreprise exigées par la Bourse de Toronto et l'information financière de l'exercice considéré sont disponibles sur notre site à l'adresse www.canaccordgenuity.com/fr/rerelations-investisseurs/.

Clôture de l'exercice

31 mars

Dépôts réglementaires

Pour consulter les dépôts réglementaires de Groupe Canaccord Genuity sur SEDAR, visiter le site www.sedar.com.

Personne-ressource pour les investisseurs institutionnels, les analystes et les médias

Christina Marinoff
Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

Pour consulter les renseignements généraux à l'intention des actionnaires ou pour demander une copie de ce rapport :

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS
161 Bay Street, bureau 3000
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@cgf.com

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS
COMPUTERSHARE INC.
100 University Avenue, 8th Floor
Toronto, ON M5J 2Y1

Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524

Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Désignation des dividendes admissibles :

Loi de l'impôt sur le revenu (Canada)

Au Canada, la *Loi de l'impôt sur le revenu* et la plupart des lois provinciales de l'impôt sur le revenu prévoient des taux d'impôt plus faibles pour les particuliers canadiens qui reçoivent des dividendes admissibles. Tous les dividendes sur actions ordinaires payés par Groupe Canaccord Genuity Inc. depuis 2006 sont admissibles, ainsi que tous les dividendes sur actions ordinaires versés depuis, à moins d'indication contraire.

Siège social

ADRESSE DU BUREAU
Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, bureau 2200
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada

ADRESSE POSTALE
Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver, BC V7Y 1H2, Canada

Auditeur Indépendant

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

Pour connaître les honoraires versés aux auditeurs désignés par les actionnaires, consulter la notice annuelle de l'exercice 2019.

Société étrangère admissible

Canaccord Genuity Group Inc. est une société étrangère admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en vertu de la *Jobs & Growth Tax Reconciliation Act of 2003*.

Assemblée générale annuelle

Mercredi 7 août 2019
à 11 h (heure de l'Est)

InterContinental Boston
510 Atlantic Avenue
Boston, MA, États-Unis

Services de révision et de conception

The Works Design
Communications Ltd.

Beijing
Blackpool
Boston
Calgary
Dubai
Dublin
Edmonton

Guernsey
Halifax
Hong Kong
Île de Man
Jersey
Kelowna

Kitchener
Lancaster
Llandudno
Londres
Melbourne
Minneapolis
Montréal

Nashville
New York
Norwich
Nottingham
Paris
Penticton

Perth
Prince George
San Francisco
Singapour
Sydney
Toronto
Vancouver

Washington
Waterloo
Winnipeg
Worcester
York

cg/Canaccord
Genuity

cg/Canaccord
Genuity
Gestion de patrimoine

cg/Canaccord
Genuity
Marchés des capitaux

Pour plus de renseignements sur le Groupe Canaccord Genuity Inc. ou pour consulter le rapport annuel en ligne de l'exercice 2019 de la Société, visitez le site Web www.canaccordgenuity.com/fr/relations-investisseurs.